

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 19/07/2018

N° : 2018/090

SOMMAIRE

Bureau de la Métropole

Finances et administration générale

page 4

Conseil de la Métropole

Finances et administration générale

page 21

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 28 JUIN 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

28 juin 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 29 juin 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-3879/18/BM

■ **Approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement**
MET 18/7264/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de

déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

- Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;

- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il n'a pas été conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, depuis le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes, des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin. Ces conventions sont ainsi :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à réaliser seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à réaliser seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole l'ajustement de 3 conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la conclusion de 2 nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et de 4 nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Les conventions n°17/1407, 17/1410 et 18/0062 approuvées lors du Bureau du 14 décembre 2017 ont vocation à être annulées et remplacées par de nouvelles conventions. La convention 17/1405, approuvée lors du Bureau de Métropole du 14

décembre 2017, a vocation à être complétée par une nouvelle convention également.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée pour ajustement la nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Coudoux portant sur les opérations suivantes :

- opération générale de Voirie et réseaux dans le secteur Darius MILHAUD

- opération réseaux dans le secteur de secteur Vautubière
Cette convention annulera et remplacera à compter de son entrée en vigueur la convention n°17/1407 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Est approuvée pour ajustement la nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Rousset portant sur l'opération suivante :

- dilatation de la conduite d'eau potable entre les Sauvets et le réservoir du Saffre

en lieu et place de la convention n° 17/1410

Cette convention annulera et remplacera à compter de son entrée en vigueur la convention n°17/1410 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Coudoux portant sur les opérations suivantes :

- extension du réseau pluvial – impasse des Cerisiers
- extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement - rue Paul Cézanne

Article 4 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peyrolles-en-Provence portant sur l'opération suivante :

- réalisation du réseau pluvial dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'avenue Charles de Gaulle

Article 5 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée annexée à la présente à conclure avec la Commune de Saint-Cannat portant sur les opérations suivantes :

- renouvellement de canalisation et bouches à clef secteur Camille Pelletan
- renouvellement de canalisations anciennes d'assainissement boulevard Marcel Parraud
- extension du réseau d'assainissement au chemin de la Barrière
- réalisation de caniveaux secteur avenue Jean Monnet et ZA de la Pile
- aménagement pluvial dans un mur secteur impasse Giodano
- réalisation réseau pluvial allée de la Galinette, chemin de Berre, jardin de Queyrellier, rue Paul Arquier, chemin du Puy,
- aménagement pluvial, création d'un bassin pluvial, quartier des Bouires

Article 6 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peynier portant sur les opérations suivantes :

- réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement et de pluvial relatifs au Projet Urbain Partenarial Sainte Anne à Peynier

Article 7 :

Est approuvée pour ajustement la nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Gréasque portant sur l'opération suivante :

- assainissement pluvial dans le secteur des Pradeaux
- En complément de la convention n°17/1405 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 8 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Vitrolles portant sur l'opération suivante :

- réaménagement des réseaux humides dans le quartier des pins

Article 9 :

Est approuvée pour ajustement la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée annexée à la présente, à conclure avec la Commune des Pennes-Mirabeau portant sur les opérations suivantes :

- extension du réseau d'assainissement secteur Plan de Campagne
- extension du réseau d'assainissement Secteur Pas de la Mue
- extension du réseau d'eau, d'assainissement et pluvial, secteur Plan des Pennes
- requalification des réseaux du quartier des Cadenaux

Cette convention annulera et remplacera à compter de son entrée en vigueur la convention n°18/0062 approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 10 :

Pour la commune de Saint-Cannat, la convention Maîtrise d'Ouvrage Déléguée 18/0173 doit faire l'objet d'une rectification matérielle au niveau de l'annexe n°2 : Le libellé de l'opération est « Amélioration de l'étanchéité des bassins d'eau potable » en lieu et place de « forage de recherche d'eau souterraine (et autres amélioration) » conformément à l'article 2 de cette même convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-3880/18/BM

■ **Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs à la compétence Assainissement des Eaux Pluviales**

MET 18/7594/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 2 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées et de 8 nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant 9 Communes du Territoire du Pays Salonais et 16 opérations au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Les conventions concernées sont présentées dans les tableaux récapitulatifs joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'**Alleins**, portant sur l'opération suivante :

- Requalification de l'Avenue Jean Moulin :

Les travaux concernent la rénovation et création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 48 444.48 € TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Berre l'Etang**, portant sur les opérations suivantes :

- Requalification du Hameau de Mauran :

Les travaux concernent la rénovation et création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 429 120.00 € TTC

- Requalification des places Joffres et Jaurès :

Les travaux concernent la rénovation du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 83 140.20 € TTC

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'**Eyguières**, portant sur l'opération suivante :

- Aménagement du giratoire Route des Garrigues – Rue Paulin Mathieu :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial au niveau du giratoire situé au croisement de la Route des Garrigues et de la Rue Paulin Mathieu. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 67 260 € TTC

Article 4 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Lamanon**, portant sur l'opération suivante :

- Requalification de la RD 72f :

Les travaux concernent la rénovation et création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 38 120.04 € TTC

Article 5 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Lançon Provence**, portant sur les opérations suivantes :

- Extension du chemin des Pinèdes :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 65 308.80 € TTC

- Aménagement des voiries et réseaux pour la construction d'un collège et d'un gymnase :

La convention ne porte que sur les études de Maîtrise d'œuvre. Le montant de la part pluvial des travaux prévus n'est pas encore connu. Le montant prévisionnel des études s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 28 250.40 € TTC

Article 6 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Rognac**, portant sur l'opération suivante :

- Boulevard Frédéric Mistral :

Les travaux concernent la rénovation du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 96 000 € TTC

Article 7 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Saint-Chamas**, portant sur les opérations suivantes :

- Rue Seyssaud :

Les travaux concernent l'extension du réseau d'eau pluvial sur une partie de la Rue René Seyssaud. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 1 872.00 € TTC

- Route de Grans :

Les travaux concernent la rénovation du réseau d'eaux pluviales de la Route de Grans. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 9 948.00 € TTC

Article 8 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Salon de Provence**, portant sur l'opération suivante :

- Chemin des Cardelines :

Les travaux concernent la deuxième tranche de la création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 41 363.11 € TTC

Article 9 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Salon de Provence**, portant sur les opérations suivantes :

- Rue Sénèque :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 16 593.32 € TTC

- Rue Marie Curie :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 8 990.74 € TTC

- Impasse du Bélier :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 7 441.76 € TTC

Article 10 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de **Velaux**, portant sur les opérations suivantes :

- Avenue Jean Moulin :

Les travaux concernent la rénovation du réseau pluvial dans le cadre du réaménagement des trottoirs. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 20 314.08 € TTC

- Rue Jules Andraud et République :

Les travaux concernent la rénovation du réseau pluvial. Le montant prévisionnel des études et travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 117 110.40 € TTC

Article 11 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3881/18/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune d'Aubagne d'équipements relatifs à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire"**
MET 18/7658/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne a souhaité engager des travaux de voirie, d'éclairage public, de signalisation et de pluvial sur ses zones d'activités.

Ces opérations nouvelles consistent en :

1. Travaux de rénovation de l'éclairage des ZI,
2. Travaux de voirie sur les ZI,
3. Création de stationnements et protection des modes doux
4. Réfection de signalétique
5. Travaux de pluvial sur les ZI

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière de « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire » depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « zone d'activité », la Métropole Aix Marseille Provence et la ville d'Aubagne ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en connexion avec le périmètre des ZAE concernées.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être réglée par une convention distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.
Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) pour les opérations d'aménagement des zones d'activités sur la commune d'Aubagne.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout actes y afférent.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits en dépense et recette au Budget 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 opération 2017402500 « Les Nouveaux Paluds » et opération 2017404000 « Requalification des Zi hors Paluds ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3882/18/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Ville de Martigues - Compétences "Pluvial" et "DECI" MET 18/7584/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale, s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code.

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

4° En matière de politique de la ville :

- a) Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, dès le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvées sans réserve par les communes avant le 1^{er} janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Les conventions seront conclues pour la durée nécessaire à l'achèvement des opérations en cause mais pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Le tableau récapitulatif joint en annexe indique, pour chaque commune, les opérations concernées dont la maîtrise d'ouvrage est confiée aux communes par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des conventions également annexées au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-3883/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et paiement de la cotisation 2018
MET 18/7572/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole, le Conseil de Développement métropolitain est mis en place conformément à l'article L5218-10 du Code Général des Collectivités

Territoriales. Il est l'organe consultatif représentant la société civile du territoire métropolitain.

Il est consulté sur le projet métropolitain, les principales orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les schémas d'ensemble, les documents de prospective et de planification, la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut s'autosaisir. Il établit chaque année un rapport annuel d'activité qui est examiné par le Conseil de la Métropole.

Afin d'améliorer sa visibilité et le portage au niveau national de ses travaux et préoccupations et de bénéficier des expériences de ses pairs des autres métropoles, la délibération de création de ce Conseil de Développement a prévu l'adhésion à la Coordination Nationale des Conseils de Développement, prolongeant ainsi l'engagement des Conseils de Développement des intercommunalités fusionnées. Le Conseil de Développement métropolitain participe depuis sa mise en place en avril 2017 à ce réseau de la concertation afin de peser plus fortement dans la réflexion et la structuration des mécanismes de démocratie participative.

Créée le 22 août 2012 sous forme associative, la Coordination Nationale des Conseils de Développement a pour principaux objectifs :

- de promouvoir la démocratie participative ;
- de faciliter les échanges et mutualiser les expériences ;
- de travailler sur des préoccupations partagées ;
- d'améliorer la représentativité des Conseils de Développement au niveau national de manière à mieux faire entendre leurs préoccupations communes.

Pour assurer ses dépenses de fonctionnement, l'association prévoit dans ses statuts, une participation financière annuelle des collectivités supports de Conseils de Développement adhérents de l'ordre de 0,01 euro par habitant. Ainsi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, ladite cotisation s'élève à 18 868,42 euros pour l'année 2018.

Le Conseil de Développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, il revient à la Métropole d'en valider la décision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 005-1285/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 007-1741/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 concernant l'approbation de l'adhésion du Conseil de Développement métropolitain à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et le paiement de la cotisation 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le territoire de Marseille Provence doit être représenté lors des débats et rencontres nationales organisés dans le cadre de la Coordination Nationale des Conseils de Développement ;
- L'intérêt d'un partage d'expériences entre Conseils de Développement et la nécessité d'un lobbying pour une meilleure reconnaissance des Conseils de Développement et de leur rôle auprès des intercommunalités ;
- Que le Conseil de Développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, c'est à la Métropole qu'il revient de prendre la décision d'adhérer à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole à la Coordination nationale des Conseils de Développement pour l'exercice 2018 ainsi que le paiement de la cotisation de 18 868,42 euros .

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B310 – Nature 6281 - Fonction 32

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-3884/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel au marché T16-057 relatif au réaménagement de l'hémicycle de l'Hôtel de la Métropole - groupement d'entreprises
ARESLINE/MOSAICOGROUP/ARTBM
MET 18/7638/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 2 du décret N°2015-1085 du 28 Août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que le siège de cette dernière est fixé à l'adresse suivante : Le Pharo – 58, boulevard Charles Livon – 13007 Marseille.

L'arrêté du 1^{er} septembre 2015 des préfets des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse, fixe le nombre de sièges du Conseil de la Métropole à 240.

Il a donc été décidé de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert ayant pour objet de réaménager l'hémicycle actuel en portant sa capacité d'accueil de 198 à 240 sièges minimum.

Le marché T16-057 a donc été notifié le 23 Septembre 2016 au Groupement d'entreprises ARESLINE/MOSAICOGROUP/ARTBM.

Ce marché mixte comprenait une partie forfaitaire de 1 438 098 € HT soit 1 725 717,60 € TTC relative aux travaux et divers équipements et une partie à bons de commande sans montant annuel minimum et maximum pour la partie maintenance des équipements audiovisuels et votes électroniques.

En novembre 2016, des infiltrations d'eau, liées aux orages de forte intensité ayant touchés la Ville de Marseille, ont été constatées sur une partie des sols en moquettes, ce qui a nécessité son remplacement.

En outre des fournitures supplémentaires ont été demandées par la Métropole au Groupement en matière de mobilier et d'équipements complémentaires pour l'espace Président.

Par un mémoire en réclamation adressé le 9 avril 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence le Groupement demande le paiement d'une somme de 60 375,57 € HT soit 72 450,68 € TTC.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupement se sont rapprochés pour trouver une solution afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction.

Il est donc proposé d'approuver le protocole transactionnel pour le règlement d'un montant de 49 885,50 € HT soit 59 862,60 € TTC.

Ces sommes dues se décomposent en :

- 38 923,57 € HT demandés par la société ARTBM au titre des matériels nécessaires au remplacement de la moquette et à la pose et mise en peinture de panneaux de protection ignifugés.
Cependant, au regard du retard constaté sur l'exécution globale du marché, une retenue de 2% sur le montant proposé a été négociée par le maître d'ouvrage et le montant retenu s'élève donc à 38 145,10 € HT soit 45 774,12 € TTC..
- 11 980,00 € HT demandés par la société ARESLINE au titre de la fourniture de mobilier et équipements complémentaires au niveau de l'espace Président.
Toutefois, au regard du retard constaté sur l'exécution globale du marché, une retenue de 2% sur le montant proposé a été négocié par le maître d'ouvrage et le montant retenu s'élève donc à 11 740,40 € HT soit 14 088,48 € TTC..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret N°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le marché T16-057 relatif au réaménagement de l'hémicycle de l'Hôtel de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit ».
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable avec le Groupement ARESLINE/MOSAICOGROUP/ARTBM.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupement ARESLINE/MOSAICOGROUP/ARTBM définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître relatif à l'objet même de la convention transactionnelle.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Métropole, Sous-Politique A 120 :

- Nature 2188 – Fonction : 020 pour 11 740,40 € HT soit 14 088,48 € TTC
- Nature 231351 – Fonction : 020 pour 38 145,10 € HT soit 45 774,12 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-3885/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'occupation précaire non renouvelable avec la société Envirecyclage FAG 007-28/06/18 BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de répondre aux besoins de la société Envirecyclage, spécialisée dans la revalorisation des agrégats inertes de chantiers, l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre –Durance dite « Agglopolo Provence » a approuvé une convention d'occupation précaire d'un terrain lors du Conseil Communautaire du 22 septembre 2014 par la délibération n°240-14 et corrigée pour erreur matérielle par la délibération n°100-15 du 18 mai 2015.

L'occupation concerne un terrain composé des parcelles CT n°79, 80, 81 et 84 d'une emprise de 14 545 m² appartenant à ladite ex-Communauté d'Agglomération.

Cette convention d'occupation précaire, d'une durée maximale de 3 ans, moyennant une redevance mensuelle de 700 euros hors taxes a été signée le 17 décembre 2014.

Or, ces parcelles situées sur une zone naturelle à protéger sont également concernées par l'enveloppe hydrogéomorphologique dans laquelle s'applique le règlement des zones inondables, (article 5 dispositions générales, section 3 article BC1 qui interdit les remblais (ANNEXE 2). Par ailleurs, à la demande des services de l'État, une marge de recul de 20 mètres des berges de la Touloubre a été instaurée au PLU de Salon de Provence en 2016 nécessitant la consultation du syndicat d'aménagement de la Touloubre avant toute occupation et utilisation (article 7 des dispositions générales).

Enfin, une partie des parcelles étant référencée en risque d'inondation aléa grave (article 5 des dispositions générale), le PLU interdit les constructions, installations et remblais de quelques natures qu'elles soient.

Dans ces conditions et par délibération ECO 005-3414/18 BM en date du 15 février 2018, il a été acté une prorogation de 3 mois de l'autorisation accordée à la société Envirecyclage d'occuper les parcelles cadastrées CT 80, 81, 84 et 79 sur la commune de Salon de Provence dans le cadre d'une convention d'occupation précaire, permettant à l'entreprise de retirer ses installations et de trouver une solution afin de préserver cette activité économique sur notre territoire.

La société ayant entrepris les opérations correspondant au retrait de son activité, elle n'est toutefois pas en capacité de libérer les parcelles d'ici le terme de l'avenant n°1 à ladite convention précaire, soit le 17 juin 2018. Elle sollicite donc un délai complémentaire pour finaliser l'enlèvement des matériaux stockés et déménager sur un autre site plus adapté à leurs activités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté Agglomération Agglopolo Provence 210-14 du 22 septembre 2014 corrigée pour erreur matérielle par la délibération 100-15 du 18 mai 2015 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° ECO 010-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 ;

- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° ECO 005-3414/18/BM du 15 février 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention d'occupation précaire, permettant de proroger l'occupation des parcelles CT n°79, 80, 81 et 84 au bénéfice de la société Envirecyclage jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les recettes seront constatées à la section fonctionnement fonction 60, chapitre 70, nature 70388 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 28 JUIN 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

28 JUIN 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 29 juin 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jacques BOUDON - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël

MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAIN - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Olivier FREGEAC - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Marcel MAUNIER - Moussa BENKACI représenté par Jacques BOUDON - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Patrick BORÉ représenté par Jean-Louis TIXIER - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Michel BOULAN représenté par Joël MANCEL - Jean-Louis CANAL représenté par Loïc GACHON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Bruno CHAIX représenté par Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT représenté par Gaëlle LENFANT - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Carine ROGER - Robert DAGORNE représenté par Roger PELLENC - Sandra DALBIN représentée par Patrick PADOVANI - Sylvaine DI CARO représentée par Jules SUSINI - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Jacky GERARD représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Eliane ISIDORE représentée par Henri CAMBESSEDES - Albert LAPEYRE représenté par Josette VENTRE - Eric LE DISSÈS représenté par Jean MONTAGNAC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Patrick MENNUCCI représenté par Eric SCOTTO - Yves MESNARD représenté par Patrick PIN - Richard MIRON représenté par Jean-Claude DELAGE - Stéphane PICHON représenté par Bernard JACQUIER - Roger PIZOT représenté par Sophie DEGIOANNI - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Bernard RAMOND représenté par Arnaud MERCIER - Julien RAVIER représenté par Valérie BOYER - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Roger RUZE représenté par Roland CAZZOLA - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI - Jacques BESNAÏNOU - Odile BONTHOUX - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Bernard DESTROST - Claude FILIPPI - Mireille JOUVE - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Michel MILLE - Stéphane PAOLI - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Philippe VERAN - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES EN COURS DE SEANCE :

Madame et Messieurs :

Samia GHALI représentée à 11h08 par Eugène CASELLI - Eric CASADO représenté à 11h20 par François BERNARDINI - Gilbert FERRARI représenté à 11h20 par Nicole JOULIA

ETAIENT PRESENTS ET EXCUSES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Chrystiane PAUL à 10h50 – Roger PELLENC à 10h51 – Elisabeth PHILIPPE à 11h07 – Marie MUSTACHIA à 11h07 – Frédéric VIGOUROUX à 11h15 – Frédéric COLLART à 11h25 – Loïc GACHON à 11h25 – Georges ROSSO à 11h25 - Henri CAMBESSEDES à 11h25 - Roger MEI à 11h26 - Antoine MAGGIO à 11h32 - Marcel MAUNIER à 11h47 – Emmanuelle SINOPOLI à 11h56 – Henri PONS à 12h00 – Jean-Pascal GOURNES à 12h00 – Arlette FRUCTUS à 12h00 – Pascal MONTECOT à 12h00 - Albert GUIGUI à 12h00 – Philippe GINOUX à 12h00 – Auguste COLOMB à 12h00 – Mireille BALETTI à 12h05 – Jules SUSINI à 12h13 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 12h30 - Nouriaty DJAMBAE à 12h30 – Roland BULM à 12h32 - Patrick VILORIA à 12h35 - Richard FINDYKIAN à 12h33 – Nathalie FEDI à 12h32 - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE à 12h35 – Francis TAULAN à 12h35 – Dominique FLEURY-VLASTO à 12h36 – Pascale MORBELLI à 12h37 – Marie-Claude MICHEL à 12h37 – Jean-Claude MONDOLINI à 12h37 – Stéphane RAVIER à 12h39

***Commission "Finances et
Administration Générale"***

FAG 001-4050/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements collectifs Ilot ALLAR (PLS) située 7 Rue André Allar à Marseille
MET 18/7540/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements collectifs «Ilot ALLAR (PLS)» située 7 Rue André Allar à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 2 898 484 € est financée par un emprunt de 2 634 484 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 185 517,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 € et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74584 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 634 484 € souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74584.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements collectifs «Ilot ALLAR (PLS)» située 7 Rue André Allar à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-4051/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SAEM ADOMA pour le financement de l'opération de construction du Parc social public de 40 logements Darius Milhaud située 100 Traverse Charles Susini à Marseille
MET 18/7541/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction du Parc social public de 40 logements «Darius Milhaud» située 100 Traverse Charles Susini à Marseille, 13013.

Portée par la SAEM ADOMA, cette opération d'un montant total de 2 343 522 € est financée par un emprunt de 1 500 000 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 675 000 €.

L'analyse financière de la SAEM ADOMA, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 594 585 000 € et un passif réel (dettes) correspondant à 752 973 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 841 612 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 29 843 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 500 000 € à souscrire par ADOMA, Société Anonyme d'Economie Mixte, au capital social de 133 106 688 euros, dont le siège social est situé 42 rue Cambronne 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro SIREN B 788 058 030, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de construction du Parc social public de 40 logements «Darius Milhaud» située 100 Traverse Charles Susini à Marseille, 13013.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de la ligne du prêt sont définies comme suit :

	PLAI
Enveloppe	-
Identifiant Ligne du Prêt	-
Montant	1 500 000 €
Durée totale	
Phase de préfinancement	
Durée	-
Phase d'amortissement	
Durée	40 ans
dont durée du différé d'amortissement	-
Index	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,20 %
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt
	- 0,20 %
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	SR
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %

1- Taux d'intérêt actuariel annuel	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
2- Profil d'amortissement	Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
3- Taux de progressivité des échéances	De 0% à 0,5% maximum

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SAEM ADOMA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SAEM ADOMA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SAEM ADOMA est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SAEM ADOMA opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM ADOMA.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SAEM ADOMA, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SAEM ADOMA, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-4052/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 65 logements collectifs Belvédère des Caillols située 98 Avenue Bouyala d'Arnaud à Marseille MET 18/7542/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements collectifs «Belvédère des Caillols» située 98 Avenue Bouyala d'Arnaud à Marseille, 13012.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 9 229 182 € est financée par un emprunt de 5 629 279 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 533 175,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 € et un passif réel (dettes) correspondant à 578 880 945 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74688 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 629 279 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74688.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements collectifs «Belvédère des Caillols» située 98 Avenue Bouyala d'Arnaud à Marseille, 13012.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-4053/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 229 logements La Busserine située Rue de la Busserine à Marseille MET 18/7543/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 229 logements «La Busserine» située Rue de la Busserine à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 9 636 928 € est financée par un emprunt de 5 072 595 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 282 667,75 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 75353 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 072 595 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75353.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 229 logements «La Busserine» située Rue de la Busserine à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de dix logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-4054/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 40 logements «Made In Méditerranée» située ZAC Cimed, Ilot 3B, rue Ruffi à Marseille, 13003 – Abrogation de la délibération n° FAG 005-2261/17/CM du 13 juillet 2017 MET 18/7544/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 40 logements «Made In Méditerranée» située ZAC Cimed, Ilot 3B, rue Ruffi à Marseille, 13003.

La Métropole a délibéré le 13 juillet 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Des erreurs matérielles ayant été constatées dans les caractéristiques de l'emprunt, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 6 458 560 € est financée par un emprunt de 4 034 535 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille. L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 815 540,75 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 € et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000€. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 005-2261/17/CM du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 034 535 € à souscrire par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 40 logements «Made In Méditerranée» située ZAC Cimed, Ilot 3B, rue Ruffi à Marseille, 13003.

Article 3 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont définies comme suit :

	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant Ligne du Prêt				
Montant	731 021 €	434 641 €	1 799 154 €	1 069 719 €
Durée totale				
Phase de préfinancement				
Durée	de 3 à 24 mois	de 3 à 24 mois	de 3 à 24 mois	de 3 à 24 mois
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
dont durée du différé d'amortissement	-	-	-	-
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,20 %	0,37 %	+ 0,60 %	0,37 %
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt			
	- 0,20 %	0,37 %	+ 0,60 %	0,37 %
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances (3)	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %

1- Taux d'intérêt actuariel annuel	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
2- Profil d'amortissement	Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
3- Taux de progressivité des échéances	De 0% à 0,5% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront

l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Erilia, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Erilia, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-4055/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 257 logements "Picon" située 218 chemin de Ste Marthe à Marseille 14ème arrondissement
MET 18/7654/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 257 logements «Picon» située 218 Chemin de Sainte Marthe à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 13 136 983 € est financée par un emprunt de 7 451 664 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 353 248,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 75355 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 451 664 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75355.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 257 logements «Picon» située 218 Chemin de Sainte Marthe à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de douze logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-4056/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 36 logements collectifs "ilot ALLAR (PLUS-PLAI)" située 7 rue André Allar à Marseille 15ème arrondissement MET 18/7660/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 36 logements collectifs «Ilot ALLAR (PLUS-PLAI)» située 7 Rue André Allar à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 4 228 523 € est financée par un emprunt de 3 548 123 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 596 655,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 € et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74575 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 548 123 € souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée

auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74575.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 36 logements collectifs «Ilot ALLAR (PLUS-PLAI)» située 7 rue André Allar à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-4057/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 34 logements collectifs "Ilot ALLAR (PLS Démembrement)" situé 7 rue André Allar à Marseille 15ème arrondissement
MET 18/7666/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 34 logements collectifs «Ilot ALLAR (PLS Démembrement)» située 7 Rue André Allar à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 1 849 726,80 € est financée par un emprunt de 1 764 765 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 794 144,25 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 € et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74589 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
-

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 764 765 € souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74589.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 34 logements collectifs «Ilot ALLAR (PLS Démembrement)» située 7 Rue André Allar à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-4058/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération de Transfert de patrimoine du Parc social de 69 logements "Résidence Arcades St**

Jean" située 22 rue Alfred Curte, 18 à 22 Boulevard St Jean, Quartier La Capelette à Marseille - Abrogation de la délibération n° FAG 005-3024/17/CM du 14 décembre 2017. MET 18/7667/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de Transfert de patrimoine du Parc social de 69 logements «Résidence Arcades Saint Jean», située 22 Rue Alfred Curtel, 18 à 22 Boulevard Saint-Jean, Quartier La Capelette à Marseille.

La Métropole a délibéré le 14 Décembre 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Des erreurs matérielles ayant été constatées dans les caractéristiques de l'emprunt, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 10 357 750 € est financée par un emprunt de 9 184 720 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 4 133 124 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 € et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 005-3024/17/CM du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 9 184 720 € à souscrire par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de Transfert de patrimoine du Parc social de 69 logements «Résidence Arcades Saint Jean», située 22 Rue Alfred Curtel, 18 à 22 Boulevard Saint-Jean, Quartier La Capelette à Marseille.

Article 3 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont définies comme suit :

	PTP
Enveloppe	-
Identifiant Ligne du Prêt	-
Montant	9 184 720 €
Durée totale	
Phase de préfinancement	
Durée	de 3 à 24 mois
Phase d'amortissement	
Durée	35 ans
dont durée du différé d'amortissement	-
Index	Livret A
Marge fixe sur index	+ 0,60 %
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt
	+ 0,60 %
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL
Taux de progressivité des échéances (3)	0,5 %

1- Taux d'intérêt actuariel annuel	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
2- Profil d'amortissement	Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
3- Taux de progressivité des échéances	De 0% à 0,5% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une

capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Logis Méditerranée, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Logis Méditerranée, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-4059/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 83 logements collectifs "Plot Turenne" située Avenue du Général Leclerc à Marseille - Abrogation de la délibération FAG 006-2262/17/CM du 13 juillet 2017 MET 18/7671/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 83 logements collectifs «Plot Turenne» située Avenue du Général Leclerc à Marseille, 13003.

La Métropole a délibéré le 13 Juillet 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Des erreurs matérielles ayant été constatées dans les caractéristiques de l'emprunt il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération est financée par un emprunt de 3 010 288 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 354 629,60 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 € et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 63907 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 006-2262/17/CM du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 010 288 € souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63907.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 83 logements collectifs «Plot Turenne» située Avenue du Général Leclerc à Marseille, 13003.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une

capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de huit logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-4060/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 40 logements Trois Communes située Rue des Trois Communes à Sausset-Les-Pins – Abrogation de la délibération n° FAG 009-2265/17/CM du 13 juillet 2017
MET 18/7545/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 40 logements «Trois Communes» située Rue des trois Communes à Sausset-Les-Pins.

La Métropole a délibéré le 13 juillet 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Des erreurs matérielles ayant été constatées dans les caractéristiques de l'emprunt, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 6 101 359 € est financée par un emprunt de 4 786 275 € proposé par

de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Sausset-Les-Pins.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 153 823,75€.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 € et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 009-2265/17/CM du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 786 275 € à souscrire par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 40 logements «Trois Communes» située Rue des trois Communes à Sausset-Les-Pins.

Article 3 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont définies comme suit :

	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant Ligne du Prêt				
Montant	1 038 406 €	742 508 €	1 752 351 €	1 253 010 €
Durée totale				
Phase de préfinancement				
Durée	de 3 à 24 mois	de 3 à 24 mois	de 3 à 24 mois	de 3 à 24 mois
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
dont durée du différé d'amortissement	-	-	-	-
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,20 %	- 0,20 %	+ 0,60 %	+ 0,60 %
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt			
	- 0,20 %	- 0,20 %	+ 0,60 %	+ 0,60 %
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Modalités de révision	SR	SR	SR	SR
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %	0 %	0 %	0 %

Taux d'intérêts actuariel annuel	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt ne puisse être inférieur à 0%
Profil d'amortissement	Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
Taux de progressivité des échéances	De 0% à 0,5% maximum

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-4061/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 53 logements sociaux "Lesseps" située Avenue de Tübingen à Aix-en-Provence MET 18/7295/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 53 logements sociaux « Lesseps » située Avenue de Tübingen à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 9 422 988 € est financée par un emprunt de 5 837 294 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 3 210 511,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 € et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 75017 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 837 294 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75017.

Ce prêt, constitué de sept lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 53 logements collectifs « Lesseps » située Avenue de Tübingen à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-4062/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 46 logements "Ilot Borel" située 229 avenue Georges Borel à Salon-de-Provence MET 18/7570/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 46 logements « Ilot Borel » située 229 avenue Georges Borel à Salon-de-Provence.

Portée par la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE, cette opération d'un montant total de 6 072 570 € est financée par un emprunt de 5 455 457 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Salon-de-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 2 454 955,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 € et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;

- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 72756 en annexe signé entre la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 455 457 euros souscrit par la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72756.

Ce prêt, constitué de 4 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 46 logements collectifs « Ilot Borel » située 229 avenue Georges Borel à SALON-DE-PROVENCE.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 4 logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM LOGIS MEDITERRANEE ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-4063/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de construction de 7 logements sociaux Bonfilhon située 8 Impasse Bonfilhon, Place de la Manare à Saint-Mitre-Les Remparts**

MET 18/7516/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 7 logements sociaux Bonfilhon située 8 Impasse Bonfilhon, Place de la Manare à Saint Mitre Les Remparts.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 1 431 412 euros est financée par un emprunt de 748 180 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 411 499 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite Loi Galland ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;

- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76280 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 748 180 euros souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76280.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-4064/18/CM

**■ Règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n°FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017
MET 18/7076/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars

2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de garantir des emprunts contractés par des organismes (publics ou privés) dans le cadre des compétences de la Métropole ainsi que le règlement et les conditions générales d'octroi de ces garanties.

Ce règlement précise, en application des dispositions du Code de l'habitation et de la construction, les modalités de mise en œuvre du dispositif de réservation de logements auquel la Métropole est éligible dès lors qu'elle attribue sa garantie à un emprunt contracté par un organisme de logement social.

Le règlement nécessite d'être complété afin, notamment, d'explicitier les modalités de désignation, au sein des programmes garantis, des logements dévolus à la Métropole.

Compte-tenu de ces différents éléments et afin d'assurer une meilleure lisibilité du règlement, il est proposé d'abroger la délibération précitée n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et d'adopter le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunt joint en annexe.

Dans ce cadre, il est rappelé que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent, dans les conditions définies aux articles L2252-1 à L2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, accorder leurs garanties d'emprunt à des organismes (publics ou privés) afin de leur faciliter l'accès à l'emprunt.

Comme précisé ci-avant, s'agissant des garanties d'emprunt portant sur des logements sociaux, les collectivités disposent en contrepartie de leurs engagements financiers d'un nombre de logements réservataires.

Le règlement proposé définit les opérations éligibles aux garanties d'emprunt métropolitaines et leurs modalités d'octroi dont les règles prudentielles cumulatives à respecter.

Ces dernières ont été fixées par le législateur afin de protéger les collectivités territoriales des risques liés aux garanties et cautionnements. Le cœur du dispositif de réduction et de dilution de ces risques défini par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" repose sur le respect cumulatif des trois règles prudentielles suivantes :

1. la règle du potentiel de garantie (plafonnement global) : la somme du remboursement de la dette propre d'une collectivité augmentée des annuités qu'elle a garanties est plafonnée à 50% de ses recettes réelles de fonctionnement (du budget auquel est rattaché la garantie) ;
2. la règle du partage du risque (plafonnement par opération) : une personne morale de droit privé ne peut être garantie au maximum qu'à

hauteur de 50% par une ou plusieurs collectivités ;

3. la règle de division du risque (plafonnement par débiteur) : une collectivité ne peut consacrer plus de 10% de sa capacité à garantir au profit d'un même débiteur.

Pour préserver sa solvabilité financière et sa capacité à emprunter aux meilleures conditions dans un contexte de resserrement de l'offre de crédit aux collectivités locales et de renchérissement de son coût, la Métropole choisit de mettre en place un cadre rigoureux de gestion prudentielle des garanties qu'elle pourra consentir, défini dans un règlement relatif aux conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts annexé à la présente délibération. Les grands axes de ce règlement sont :

- la définition de règles prudentielles cumulatives plus exigeantes que celles définies par la réglementation, notamment la loi Galland, susvisée telles que :
 - ✓ potentiel de garantie limité à 50% des recettes réelles de fonctionnement du budget de rattachement (y compris les annuités relatives au logement social) ;
 - ✓ plafonnement de la quotité garantie à 55% pour les opérations relatives à des projets de logements sociaux portés par les communes membres ;
 - ✓ plafonnement par débiteur à 10% de 50% de la capacité à garantir (soit 5% des recettes réelles de fonctionnement du budget de rattachement) ;
 - ✓ plafond annuel de prise de garantie limité à 200 millions d'euros ;
 - ✓ une analyse financière des demandeurs de la garantie métropolitaine.
- l'attribution, conformément à la réglementation, d'un contingent réservataire de logements au profit de la Métropole en contrepartie des garanties qu'elle consentira à des opérations relatives au logement social.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code Civil, et notamment son article 2298 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation du règlement et des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole et du modèle de convention.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de définir les modalités et les règles prudentielles d'attribution des garanties d'emprunt pouvant être accordées par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, approuvé le règlement et les conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Qu'il convient aujourd'hui de modifier ce règlement en ce qui concerne le droit à réservations de logements dont bénéficie la Métropole en contrepartie des garanties qu'elle consent à des opérations relatives au logement social ;
- Que pour assurer une meilleure lisibilité du règlement, il convient d'abroger la délibération précitée et d'adopter le nouveau règlement d'octroi des garanties d'emprunts ainsi modifié.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé le principe de garantir des emprunts dans le cadre des compétences de la Métropole et dans la limite du règlement d'octroi et des conditions générales ci-annexés.

Article 3 :

Est approuvé le règlement d'octroi des garanties d'emprunt, ci-annexé, définissant les conditions et modalités de mise en œuvre des garanties.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-4065/18/CM

■ Approbation du contrat entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7444/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi de programmation des finances publiques vise à inscrire sur cinq ans la trajectoire des finances publiques (Etat, sécurité sociale et collectivités locales). La loi de programmation 2018-2022 précise ainsi les modalités de la contribution des collectivités locales à la réduction des dépenses publiques. Son article 29 prévoit notamment la conclusion de contrats entre le Préfet et les collectivités locales à l'issue d'un dialogue permettant la validation des hypothèses à retenir pour fixer ladite trajectoire.

Les communes et les intercommunalités dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal de l'année 2016 sont supérieures à 60 millions d'euros entrent dans le périmètre de contractualisation. Le Conseil de la Métropole est donc amené à se prononcer sur la signature du contrat qui a été élaboré avec les services de l'Etat et qui est joint en annexe.

Ce contrat est conclu pour une durée de trois ans, soit les exercices 2018, 2019 et 2020 et pourra donner lieu à un avenant modificatif sur demande de l'une des parties.

Ce contrat détermine sur le périmètre du budget principal de la collectivité, incluant les états spéciaux de territoire pour la Métropole d'Aix Marseille Provence :

1. Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

Les dépenses réelles de fonctionnement s'entendent comme le total des charges nettes réelles de l'exercice telles que constatées au compte de gestion desquelles sont déduites les provisions, les atténuations de produit (attributions de compensation versées, FPIC...) et de charges (remboursement de charges de personnel par les organismes sociaux...).

2. Un objectif non contraignant d'amélioration du besoin de financement.

Le besoin de financement s'entend comme la différence entre la dette nouvelle et la dette remboursée.

3. Un objectif non contraignant de capacité de désendettement maximale fixée à 12 ans pour les communes et les intercommunalités.

La capacité de désendettement est définie comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice. Ce ratio prend en compte le budget principal. Il est défini en nombre d'années.

Dans le cadre contractuel, l'épargne brute est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement - desquelles seront déduits les produits de cession, les reprises de provisions, les atténuations de charges et de produits - et les dépenses réelles de fonctionnement telles que définies pour apprécier la trajectoire des dépenses.

Sur la base d'un taux de croissance annuel fixé à 1,2 % en valeur, des bonifications ou minoration pouvaient être appliquées à la base 2017, dans la limite maximale de 0,15 point pour chacun des 3 critères suivants :

- évolution de la population de la collectivité ou de l'établissement public entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2018 par rapport à la moyenne nationale ou de la moyenne annuelle d'autorisations de logements entre 2014 et 2016 au regard du nombre total de logements (selon la définition du décret pris pour l'application de l'article L. 2334-17 du CGCT) au 1^{er} janvier 2014 ;
- écart du revenu moyen par habitant de la collectivité ou de l'établissement public par rapport au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités ou, pour les communes et les intercommunalités à fiscalité propre, la proportion de population résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

- évolution des dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité par rapport à l'évolution moyenne constatée pour les collectivités ou établissement public de la même catégorie entre 2014 et 2016.

Au regard de ces 3 critères, le taux de croissance annuel imparti aux dépenses de fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à périmètre identique de compétences et gestion et en neutralisant les éléments exceptionnels ayant affectés significativement le résultat, s'établit à 1,35 %.

A compter de 2018, il sera constaté chaque année la différence entre le niveau des dépenses réelles de fonctionnement exécuté par la collectivité ou l'établissement public et l'objectif annuel de dépenses fixé dans le contrat sur la base de ce taux de 1,35 %. Cette différence est appréciée sur la base des derniers comptes de gestion disponibles et après corrections des flux financiers liés à d'éventuelles modifications de périmètre définies par avenant.

Dans le cadre de cette contractualisation et si l'objectif imparti n'était au final pas atteint, il sera appliqué une reprise financière dont le montant est égal à 75 % de l'écart constaté. Le montant de cette reprise ne pourra excéder 2 % des recettes réelles de fonctionnement du budget de l'année considérée. Le montant de la reprise est prélevé sur les douzièmes de fiscalité de l'année N+1.

Néanmoins, il convient de noter que si la Métropole n'optait pas pour la contractualisation, d'une part la trajectoire impartie aux dépenses de fonctionnement se limiterait à un taux de croissance annuel de 1,2% et, d'autre part, que tout dépassement de l'objectif de dépenses se traduirait par reprise financière égale à 100 % du dépassement constaté (sans pouvoir dépasser 2 % des recettes réelles de fonctionnement).

De plus, en cas de respect des objectifs, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier d'une majoration du taux de subvention pour les opérations bénéficiant de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

L'atteinte de cet objectif de réduction de dépenses représente à plusieurs titres, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, un défi conséquent. En effet et d'une part, pour ce qui concerne 2018 l'effort à consentir s'élève à près de 60 millions d'euros sur une assiette de dépenses de 765 millions d'euros. D'autre part, cette recherche de sources d'économies intervient en cours d'exercice budgétaire soit avec un niveau d'exécution déjà sensible et des engagements pris auprès de tiers revêtant un caractère irréversible. Enfin et de manière prospective, le respect du taux annuel de variation fixé par le contrat impliquera probablement, au-delà des gains de productivité à identifier et développer, une réflexion sur les

modalités du service rendu aux habitants du territoire métropolitain.

Considérant toutefois qu'il est dans l'intérêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'inscrire dans la démarche de contractualisation pour la période 2018-2020 en vue de la maîtrise de l'évolution des dépenses publiques, il est proposé que le Président de la Métropole soit autorisé à signer le contrat ci-annexé avec l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2020

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer le contrat ci-annexé avec le représentant de l'Etat fixant sur la période 2018-2020, la trajectoire impartie aux dépenses de fonctionnement, au besoin de financement et la capacité de désendettement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-4068/18/CM

**■ Instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019
MET 18/6426/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « loi MAPTAM » prévoit le transfert de la compétence « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (GEMAPI) des communes aux intercommunalités à fiscalité propre. Cette compétence GEMAPI est définie par les compétences citées aux 4 alinéas suivants de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- (2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- (5°) La défense contre les inondations et contre la mer ;
- (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe », a confirmé le positionnement de cette compétence au niveau des établissements publics de coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre à compter du 1er janvier 2018.

Les EPCI peuvent, selon les dispositions de l'article 1530 bis du code général des impôts, instituer et percevoir une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Depuis 2018, la Métropole exerce la compétence GEMAPI et dispose donc de la faculté d'instaurer la taxe afférente. Le produit de la taxe GEMAPI est

arrêté par l'organe délibérant de l'EPCI avant le 1er octobre de chaque année pour une application l'année suivante.

La collectivité vote un produit attendu et non un taux. C'est l'administration fiscale qui est chargée d'assurer la répartition du produit sur les 4 taxes de

la fiscalité directe locale (taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, taxe d'habitation, cotisation foncière des entreprises), proportionnellement aux recettes communales et intercommunales que ces taxes ont procuré l'année précédente sur le territoire de l'EPCI. Ainsi, en 2019 ce sont les produits communaux et intercommunaux 2018 qui serviront de bases de calcul.

Il est précisé pour complément que les organismes HLM et les Sociétés d'économies mixtes sont exonérés de taxe GEMAPI pour les locaux et dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous condition de ressources.

Le produit voté de la taxe est, par ailleurs, soumis à une double contrainte :

- Il est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement

	Produit attendu*	Taux estimé*
Taxe d'habitation	2 622 399 €	0,109%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	2 003 545 €	0,092%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	6 535 €	0,087%
Cotisation foncière des entreprises	807 521 €	0,099%
Total	5 440 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L. 211-7 ;
- Le Code Général des Impôts et notamment l'article 1530 bis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 53 de la loi de finances rectificative de l'année 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

- Il ne peut excéder 40 € par habitant.

Le montant annuel prévisionnel des charges de la compétence GEMAPI a été estimé pour l'année 2019 à 5,44 millions d'euros.

En prenant en compte les dépenses prévues pour cette compétence et dans le respect des plafonds prévus par la réglementation, il est proposé de fixer le montant du produit de la taxe GEMAPI à 5,44 millions d'euros.

En conséquence et à titre indicatif, les taux d'imposition GEMAPI sont estimés pour l'année 2019 à :

Délibère

Article 1 :

La taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations est instaurée à compter de l'année 2019.

Article 2 :

Le produit de la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations est fixé à 5 440 000 euros pour l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-4069/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rectificatif du Compte Administratif et du Compte de Gestion de l'exercice 2017 du budget annexe service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/7690/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le rapport du compte administratif de l'exercice 2017 et le rapport du compte de gestion de l'exercice 2017 relatifs au budget annexe du service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix doit, suite à une erreur de plume au niveau du montant des opérations budgétaires en recettes de fonctionnement, être à nouveau soumis à approbation.

En effet, il fallait lire pour le total des opérations budgétaires en recettes de fonctionnement un montant de 68 859 554,61 € au lieu de 68 859 594,61 €, soit une différence de 40,00 €.

Toutes opérations constatées au cours de l'exercice, telles qu'elles apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont désormais identiques à celles constatées dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ce budget annexe.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif et le compte de gestion précités, de prendre la délibération ci-après

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2017 ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017 des budgets annexes de la métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du résultat de clôture de l'exercice inscrit dans le Compte Administratif 2017 et le compte de gestion 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après

TABLEAU D'EXÉCUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

SOLDE CRÉDITEUR : 6 650 366,65 euros

	RÉSULTATS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017	RÉSULTATS DE CLÔTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 712 624,97		- 2 717 151,19	- 1 004 526,22
FONCTIONNEMENT	6 281 799,83	3 256 977,73	4 630 070,77	7 654 892,87
TOTAL	7 994 424,80	3 256 977,73	1 912 919,58	6 650 366,65

Article 2 :

Il est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe « Collecte et traitement des déchets », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de	68	859
554,61 euros		
Reprise des résultats antérieurs	4	737
447,07 euros		
En dépenses de	66	946
635,03 euros		
Solde	6	650
euros		

Il est constaté, pour le Compte de gestion du budget annexe « Collecte et traitement des déchets », le résultat de clôture pour l'exercice 2017 :

Section d'investissement	-1	004
526,22 euros		
Section de fonctionnement	7	654
892,87 euros		
Solde	6	650
366,65 euros		

Article 3 :

L'article 1 de la délibération n° FAG 030-3800/18/CM relative au vote du compte administratif de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que l'article 1 de la délibération n° FAG 021-3791/18/CM relative au vote du compte de

gestion de l'exercice 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, soumises au vote lors de la séance du 17 mai 2018 du Conseil de la Métropole, sont en partie rapportés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-4070/18/CM

■ Budget Principal Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation du résultat de l'exercice 2017 MET 18/7445/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille Provence a été

approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018

Budgets	Résultat 2017		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Reste à réaliser en dépenses d'investissement	Déficit d'investissement à couvrir	Solde libre d'affectation
	Fonctionnement	Investissement						
BUDGET PRINCIPAL METROPOLE	111 419 877,95	-54 637 583,01	134 638 196,56	-117 392 244,63	56 785 915,11	4 008 632,09	64 614 961,61	70 023 236,95

Ces données et affectations ne tiennent pas compte de l'intégration dans les comptes de la Métropole des résultats de clôture des syndicats et associations dont la fin d'activité a été prononcée par arrêté préfectoral :

	Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement
SI GESTION GENS DU VOYAGE LANCON/PELISSANNE/SALON	1 243,52	-1 243,52
ASA BOULEVARD ANNETTE	89,47	0,00
ASA LA PUGETTE	18,67	0,00
ASA BEAUMONT	5,16	0,00
ASA LES PAQUERETTES	0,00	0,00
SI AMENAGEMENT DE LA CADIERE	-134 448,92	402 839,67
SM DU PIDAF MASSIF MARCOULINE	10 246,67	41,50
SM MASSIF FOREST. COTE BLEUE	22 293,39	299 299,41
SYNDICAT DU REEMETTEUR	5 359,17	10 110,74
SYNDICAT MIXTE DU GARLABAN	64 300,52	-30 625,30
SI BOLMON JAI	-15 213,58	80 558,23
S.M.E.R. MASSIF PONT DE RHAUD	120 299,73	196 941,32
S.M.E.R. MASSIF DE L'ETOILE	223 572,76	-114 346,89
S.I.G.V. (GENS DU VOYAGE) / BERRE	16 105,09	405 945,35
TOTAL	313 871,65	1 249 520,51

Sur cette base, il est proposé au Conseil de la Métropole de valider le résultat cumulé d'investissement et de fonctionnement comme ci-après :

	Résultats SF	Résultat SI (avant RAR)	Restes à réaliser recettes	Restes à réaliser dépenses	Résultat section Invest.	Solde à affecter
Budget principal	134 638 196,56	-117 392 244,63	56 785 915,11	4 008 632,09	-64 614 961,61	
Syndicats	313 871,65	1 249 520,51			1 249 520,51	
Total	134 952 070,21	-116 142 724,12	56 785 915,11	4 008 632,09	-63 365 441,10	71 586 629,11

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M57, consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

L'affectation de résultat proposée est détaillée dans le tableau ci-dessous et tient compte d'une dotation complémentaire de mise en réserve pour un montant

de 40 000 000 euros qui participera au financement des équipements de l'exercice 2018 :

Résultat cumulé de fonctionnement	Résultat cumulé d'investissement	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Reste à réaliser en dépenses d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
134 952 070,21	-116 142 724,12	56 785 915,11	4 008 632,09	103 365 441,10	31 586 629,11

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Résultat de clôture cumulé du Compte administratif 2017		Intégration des résultats de clôture des syndicats et associations		Résultat de clôture modifié	
Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
134 638 198,56	-117 392 244,63	313 871,65	1 249 520,51	134 952 070,21	-116 142 724,12

Article 3 :

Est approuvée l'affectation de l'excédent de fonctionnement du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 134 952 070,21, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de -116 142 724,12 euros, qui s'établit, après correction des restes à réaliser en dépenses de 4 008 632,09 euros et en recettes de 56 785 915,11 euros à un montant de -63 365 441,10 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 103 365 441,10 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « Autres

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des syndicats intercommunaux (SI) ou mixtes (SM) et associations syndicales (ASA) autorisées ci-après dans les comptes de la Métropole :

- SI Gestion Gens du voyage Lançon Pelissanne Salon ;
- ASA Boulevard Annette ;
- ASA La Pugette ;
- ASA Beaumont ;
- ASA Les Pâquerettes ;
- SI Aménagement de la Cadière ;
- SM du PIDAF Massif Marcouline ;
- SM Massif Forestier Côte Bleue ;
- Syndicat du Réémetteur ;
- SM du Garlaban ;
- SI Bolmon Jai ;
- S.M.E.R. Massif Pont de Rhaud ;
- S.M.E.R. Massif de l'Etoile ;
- SI Gens du Voyage Berre ;

Article 2 :

Est approuvée la modification des résultats enregistrés dans le compte administratif 2017 comme suit :

Réserves » intégrant une dotation complémentaire de 40 000 000,00 euros qui contribuera au financement des investissements de l'exercice 2018.

Le reliquat de 31 586 629,11 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018 en section de fonctionnement.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de -116 142 724,12 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-4071/18/CM**■ Budget Principal Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2018 et des Etats Spéciaux des Territoires MET 18/7446/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, il se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion.

Le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget supplémentaire de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	-2 848 064,00	22 145 258,83	19 297 194,83
Pays d'Aix	-2 017 464,00	7 085 000,00	5 067 536,00
Pays Salonais	-705 441,89	1 675 000,00	969 558,11
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	-128 875,00	1 320 000,00	1 191 125,00
Istres Ouest Provence	-1 139 489,00	9 141 214,00	8 001 725,00
Pays de Martigues	-400 000,00	1 010 000,00	610 000,00

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 du budget Principal de la Métropole.
- La délibération n° FAG 012-3595/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n° 1 – 2018 du budget principal de la Métropole.
- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites en Budget Supplémentaire comme suit :

Article 2 :

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement - 2 243 166,00 euros
Section d'Investissement 23 145 258,83 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :

Section de Fonctionnement -2 017 464,00 euros
Section d'Investissement 7 085 000,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement - 705 441,89 euros
Section d'Investissement 1 675 000,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile:

Section de Fonctionnement -128 875,00 euros
Section d'Investissement 1 320 000,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

Section de Fonctionnement - 1 132 339,00 euros
Section d'Investissement 9 191 214,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :

Section de Fonctionnement : 400 000,00 euros
Section d'Investissement : 1 010 000,00 euros

Article 3 :

Le Budget Supplémentaire de l'exercice 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement : 54 783 812,46 euros
Section d'Investissement : 771 054 633,19 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement
545 192,52	1 611 799,14

FAG 023-4072/18/CM

■ Budget annexe des Transports Métropolitains - Affectation des résultats de l'exercice 2017 MET 18/7447/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes des budgets transports de l'établissement de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions ,et de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M43 consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

L'affectation de résultat est détaillée dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2017		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
TRANSPORTS	0,00	2 286 963,51	13 118 478,25	-14 305 140,67	6 047 978,18		8 257 162,49	4 861 315,76

Ces données et affectations ne tiennent pas compte de l'intégration dans les comptes du budget des transports métropolitains des résultats de clôture résultant de la dissolution du Budget annexe de la Régie du réseau transports Ulysse au 31 décembre 2017 acté au conseil de la métropole du 14 décembre 2017 FAG 043-3062/17/CM.

Sur cette base, il est proposé au Conseil de la Métropole de valider le résultat cumulé d'investissement et de fonctionnement comme ci-après :

	Résultats SF	Résultat SI (avant RAR)	Restes à réaliser recettes	Restes à réaliser dépenses	Résultat section Invest.	Solde à affecter SF
Budget transports	13 118 478,25	-14 305 140,67	6 047 978,18		-8 257 162,49	
Régie du réseau de transports Ulysse	545 192,52	1 611 799,14			1 611 799,14	
Total	13 663 670,77	-12 693 341,53	6 047 978,18	0,00	-6 645 363,35	7 018 307,42

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017
- La délibération FAG 042-3062/17/CM du 14 décembre 2017, dissolution du budget annexe de la Régie du réseau transports Ulysse.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification des résultats enregistrés dans le compte administratif 2017 comme suit :

Résultat de clôture cumulé du Compte administratif 2017		Intégration des résultats de clôture de la régie du réseau de transports Ulysse		Résultat de clôture modifié	
Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
13 118 478,25	-14 305 140,67	545 192,52	1 611 799,14	13 663 670,77	-12 693 341,53

Article 2 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget annexe des transports métropolitains comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 13 663 670,77 euros est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 12 693 341,53 euros, qui s'établit, après correction des restes à réaliser en recettes de 6 047 978,18 euros à un montant de 6 645 363,35 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 6 645 363,35 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 7 018 307,42 euros est reporté au compte 002 au budget en section de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-4073/18/CM

**■ Modification des modalités de participation 2018 du budget principal à l'équilibre du budget annexe Transports
MET 18/7683/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les transports urbains constituent une forme particulière de service public dont le caractère social l'emporte sur le caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs.

En effet, les exigences de service public et l'application des principes de « droit au transport pour tous », y compris pour les personnes à mobilité réduite et de « libre choix par l'utilisateur de son mode de transport » instaurés par la loi d'Orientation sur les

Transports Intérieurs (LOTI) du 10 décembre 1982, ont conduit la Métropole à développer à la fois une

offre de transports adaptée aux besoins des usagers, y compris dans les zones les moins denses et la réalisation d'investissements importants, tout en préservant une politique tarifaire adaptée facilitant l'accès aux transports publics de l'ensemble des usagers.

La structure des recettes propres 2018 du budget annexe « Transports Métropolitains » ne permettant pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe, lors de sa session du 14 décembre 2017, que le Budget principal participe en 2018, conformément aux dispositions de l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'équilibre du budget annexe des « Transports Métropolitains ».

Le montant de cette participation a été fixée au montant maximum inscrit au Budget Primitif 2018 qui s'établit à 125.330.600 €.

Or, dans un double objectif de sincérité budgétaire et de fiabilisation des comptes, il est envisagé de rattacher directement au budget annexe « Transports Métropolitains » certaines recettes jusqu'ici imputées au budget principal.

Dans ce cadre, il vous est proposé de modifier les modalités de participation du Budget principal au Budget annexe « Transports Métropolitains » en fixant cette participation au montant correspondant à la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2018 au niveau du Budget annexe « Transports Métropolitains » et de fixer à 125.000.000,00 euros le montant plafond de cette participation.

Le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget annexe « Transports Métropolitains ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 039-3058/17/CM du 14 décembre 2017 fixant la participation 2018 du Budget principal à l'équilibre du Budget annexe « Transports métropolitains » ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est confirmé le principe de la participation du Budget principal à l'équilibre 2018 du Budget annexe « Transports Métropolitains ».

Article 2 :

Le montant de cette participation correspondra à la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2018 au niveau du Budget annexe « Transports Métropolitains » plafonné à 125.000.000,00 euros.

Article 3 :

Le versement de la participation interviendra en fin d'exercice à la clôture des comptes du Budget annexe « Transports Métropolitains ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-4074/18/CM

■ Budget annexe des Transports Métropolitains - Adoption du Budget Supplémentaire 2018 MET 18/7448/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} Janvier 2017, la fusion des services transports des territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 14 décembre 2017 du Budget Primitif 2018 :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M43.

Le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 032-3051/17/CM du 14/12/2017 approuvant le Budget Primitif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n°1 – 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.
- La délibération du 17 mai 2018 approuvant la Décision Modificative n°2 - 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale. Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement : 13 326 497,42 euros
Section d'Investissement : 68 127 085,80 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-4075/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2017 du Territoire Marseille Provence
MET 18/7449/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2017		Résultat de clôture de la section	Résultat de clôture de la section	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement	fonctionnement	investissement				
CTD	0,00	703 276,97	41 233,78	-221 011,80	0,00		41 233,78	0,00
ASSAINISSEMENT	-305 331,88	-1 599 868,63	5 253 526,88	747 167,22	0,00		0,00	5 253 526,88
EAU	-1 429 777,97	7 023 231,82	2 112 917,63	16 781 413,96	0,00		0,00	2 112 917,63
PORTS	-129 544,76	1 240 012,64	60 559,30	725 543,27	0,00		0,00	60 559,30
MIN	-101 617,47	-52 511,13	-914 743,26	266 718,42	0,00		0,00	-914 743,26
CREMATORIUM	258 745,48	-3 268,81	2 449 991,28	1 206 263,96	0,00		0,00	2 449 991,28
OPERATIONS AMENAGEMENT	38 705,30	-545 198,59	-1 286 609,97	468 124,17	0,00		0,00	-1 286 609,97

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 Mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget annexe de la Collecte et traitement des déchets :

Collecte et traitement des déchets :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 41 233,78 euros, est destiné à couvrir une partie du déficit de la section d'investissement d'un montant de 221 011,80 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 41 233,78 euros imputé en recette sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le déficit de la section d'investissement sera repris au budget 2018 en dépenses au compte 001 pour un montant de 221 011,80 euros.

Article 2 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2017 pour les budgets annexes de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisance, du Crématorium, du Marché d'Intérêt National et des Opérations d'aménagement.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 5 253 526,88 euros qui sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 747 167,22 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2018.

Eau :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 112 917,63 euros qui sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 16 781 413,96 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2018.

Ports de plaisance :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 60 559,30 euros qui sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 725 543,27 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2018.

Marché d'Intérêt National :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 914 743,26 euros qui sera reporté au compte 002 en dépenses au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 266 718,42 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2018.

Crématorium :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 449 991,28 euros qui sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 206 263,96 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2018.

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 1 286 609,97 euros qui sera reporté au compte 002 en dépenses au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 468 124,17 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2018.

FAG 027-4076/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille
Provence - Adoption du Budget Supplémentaire
2018 du Territoire Marseille-Provence
MET 18/7450/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National et du Crématorium.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 033-3052/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 014-3597/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la décision modificative n°1 - 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au Budget Supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2018 du Territoire Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du MIN et des Opérations d'Aménagement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement	- 220 045,05 €
Section d'Investissement	- 696 223,20 €

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement	5 200 111,74 €
Section d'investissement	5 966 645,44 €

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement	1 687,30 €
Section d'Investissement	7 628,00 €

Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :

Section de Fonctionnement	914 743,26 €
Section d'Investissement	299 718,42 €

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement :

Section de Fonctionnement	1 618 046,28 €
Section d'Investissement	473 223,54 €

Article 3 :

La balance générale du budget annexe Eau et du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section de fonctionnement et la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget Eau :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	1 352 216,34 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	2 453 971,94 euros

Dépenses de la Section d'Investissement :	5 442 000,00 €
---	----------------

Recettes de la Section d'investissement :
18 046 413,96 €

Concernant le Budget Crématorium :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
0,00 €

Recettes de la Section de Fonctionnement
2 449 991,28 €

Dépenses de la Section d'Investissement
- 204 500,00 €
Recettes de la Section d'investissement
1 226 763,96 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-4077/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/7420/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix a été approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018.

Il a permis de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions.

La procédure mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité pour couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations des résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

BUDGETS	Résultats 2017		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter en fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement				
SPANC	4 850,01		69 461,60			69 461,60
AMENAGEMENT	45 924,75	178 102,55	-12 847,42	415 335,81		- 12 847,42
SPED	4 630 070,77	- 2 717 151,19	7 654 892,87	- 1 004 526,22	2 223 000,00	5 431 892 ,87

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai approuvant les comptes administratifs des budgets annexes 2017 du Territoire du Pays d'Aix ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la collecte et traitement des déchets et de l'assainissement non collectif :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du compte de gestion des budgets annexes de Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 7 654 892,87 € est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 1 004 526,22 €.

Une dotation complémentaire en réserve est constituée à hauteur de 1 218 473,78 €.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 2 223 000,00 € imputé en recette sur la nature 1068 « autres réserves ».

5 431 892,87€ seront inscrits au budget supplémentaire 2018 en recettes sur la nature 002 « excédent reporté »

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 69 461,60 € en l'absence de section d'investissement est inscrit en report à nouveau en section de fonctionnement.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2018 à une inscription en recette d'un montant de 69 461,60 € sur la nature 002 « excédent reporté ».

Article 2 :

Sont approuvés les résultats de l'exercice 2017 pour le budget annexe de l'aménagement comme suit :

BUDGET ANNEXE DE L'AMÉNAGEMENT

Le résultat de fonctionnement présente un déficit de clôture de fonctionnement de 12 847,42 € qui sera reporté au compte 002 « déficit reporté » au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 415 335,81 € qui sera reporté au compte 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-4078/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du budget supplémentaire 2018 du Territoire du Pays d'Aix MET 18/7418/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a adopté le 14 décembre 2017, le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif peut être corrigé en cours d'année tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre du budget. A cet effet, il existe des décisions modificatives parmi lesquelles celle dénommée « budget supplémentaire ».

Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière : il s'agit d'un acte d'ajustement et de reports. Sa présentation est en tout point identique à celle du Budget Primitif.

Le budget supplémentaire a pour objet essentiel de reprendre les résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent et apparaissant au compte administratif

1 – Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C)

Le vote du compte administratif 2017 laisse apparaître un excédent global de clôture de 69.461,60 €.

Le présent budget supplémentaire permet de :

- reprendre le résultat de la section d'exploitation (+69.461,60 € sur la nature 002) ;
- affecter ce résultat au financement de dépenses supplémentaires :

Fourniture de petit entretien (chapitre 011 – nature 6063) : + 69.461,60 €

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

Autres charges exceptionnelles – reversement subventions (chapitre 67 – nature 678) : +200 000 €
Autres produits exceptionnels – remboursement subventions (chapitre 77 nature 778) : +200 000 €

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
269.461,60 €**

**La section d'investissement n'est pas
mouvementée**

2 – Service Public d'Élimination des Déchets (S.P.E.D.)

Après vote du compte administratif 2017, l'affectation du résultat à constater au Budget Supplémentaire est la suivante :

- Résultat de fonctionnement reporté (01/002) :
+ 5 431 892,87€
- Solde d'exécution de la section d'investissement (01/001) : - 1 004 526,22 €
- Excédent de fonctionnement capitalisé (01/1068) : + 2 223 000,00 €

Le tableau détaillé relatif au Budget Supplémentaire 2018 du S.P.E.D. est joint en annexe au présent rapport.

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
6 188 975,87 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
1.200.000,00 €**

3 – Budget Annexe de l'Aménagement

Le vote du compte administratif 2017 laisse apparaître :

- Un résultat de fonctionnement reporté (01/002) : - 12.847,52 €
- Un solde d'exécution de la section d'investissement (01/001) : 415.335,81 €

Aussi, il convient d'ajuster les écritures de stock de la manière suivante :

- Variation des encours de stock de production (71355) + 12.847,52 €
- Travaux (3354) + 12.847,52 €

Et d'ajuster la participation du Budget Général « Autres dettes GFP de rattachement ».

L'équilibre du Budget supplémentaire du Budget Annexe de l'Aménagement se présente ainsi ;

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2018				
-- Budget Annexe de l'Aménagement --				
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
002	002		Résultat de Fonctionnement reporté	12 847,52
	71355		Variation des stocks de terrains aménagés	-
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				12 847,52
RECETTES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
042	71355		Variation des stocks de terrains aménagés	12 847,52
	7015		Vente de terrains aménagés	-
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				12 847,52
SECTION D'INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
040	3555		Stocks de terrains aménagés	12 847,52
16	168751		Remboursement Avance du Budget Principal	192 448,29
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				205 295,81
RECETTES				
Chapitre	Article	Ligne de crédit	Libellé	B.P. 2018
001	001		Solde d'exécution section d'investissement	415 335,81
16	168751		Avance du Budget Principal	- 210 040,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT				205 295,81

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 12.847,52 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 205.295,81 €

4 – Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement

4.1. Budget Annexe de l'Assainissement en DSP

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1^{er} janvier 2018.

Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	B.S. 2018		B.S. 20
Charges à caractère général (chapitre 011)	220 210	Produits des services (chapitre 70)	- 536
Charges de personnel (chapitre 012)	180 000	Participations et subventions (chapitre 74)	18
Autres charges de gestion courante (65)	- 70 800	Autres produits de gestion courante (75)	- 10
Intérêts de la dette (Chapitre 66)	- 20 200		
Charges exceptionnelles (67)	- 24 500		
Dotations aux provisions et dépréciations (68)	- 68 000	Amortissements des subventions transférables (chapitre 042)	81
Dotations aux amortissements (chapitre 042)	408 700		
Virement à la section d'investissement (chapitre 023)	- 1 072 860		
Total Dépenses	- 447 450	Total Recettes	- 447
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	B.S. 2018		B.S. 20
Capital de la dette (chapitre 16)	87 700	Virement de la section de Fonctionnement (chapitre 021)	- 1 072
		Ressources Propres	
Total Dette	87 700	Total Ressources Propres	- 1 072
Amortissement des subventions transférables (chapitre 040)	81 000	Dotations aux amortissements (chapitre 040)	408
Dépenses d'équipement	17 455 440	Subventions / participations	4 306
Subventions d'investissement	76 902	Emprunt	14 058
Total Dépenses	17 701 042	Total Recettes	17 701

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : - 447.450,00 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 17.701.042,00 €

4.2. Budget Annexe de l'Assainissement en Régie

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1er janvier 2018. Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
DEPENSES			RECETTES				
CHAP	CPTE		B.S. 2018	CHAP	CPTE	B.S. 2018	
011	6287	Remboursement de frais aux communes membres	970 098	70	7087	Rembours. de frais par les communes membres	934 303
012	6215	Remboursement frais de personnel exerçant compétence	280 736				
042	6811	Dotation aux amortissements	4 000	042	777	Quote part des subventions transférables	11 000
023	023	Virement à la section d'investissement	- 309 531				
Total Dépenses			945 303	Total Recettes		945 303	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT							
DEPENSES			RECETTES				
CHAP	CPTE		B.S. 2018	CHAP	CPTE	B.S. 2018	
				021	021	Virement de la section de Fonctionnement	- 309 531
040	13918	Subventions d'équipement transférables	11 000	040	28532	Dotations aux amortissements	4 000
16	1641	Remboursement capital - Autres dettes	-	16	1641	Emprunt et dette	1 108 463
23	238	Dépenses d'équipement	791 932				
23	238	Travaux d'urgence (enveloppe globalisée)					
Total Dépenses			802 932	Total Recettes		802 932	

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 945.303 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 802.932 €

4.3. Budget Annexe de l'Eau en DSP

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1er janvier 2018. Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		RECETTES
	BS 2018	
Charges à caractère général (Chapitres 011)	- 242 930	Produits des services (Chapitre 70)
Charges de personnel (Chapitre 012)	- 25 000	Participations et subventions (Chapitre 74)
Autres charges de gestion courante (65)	200	Autres produits de gestion courante (chapitre 75)
Intérêts de la dette (Chapitre 66)	26 040	
Autres dépenses (Chapitres 67,68 et 022)	- 180 535	
Dotation aux amortissements (Chapitre 042)	- 11 770	Amortissements des subventions transférables (Chapitre 043)
Virement à la section d'Investissement (Chapitre 023)	- 641 820	
Total Dépenses	- 1 075 815	Total Recettes
INVESTISSEMENT		
DEPENSES		RECETTES
	BS 2018	
Capital de la dette (Chapitre 16)	48 630	Virement de la section de Fonctionnement (Chapitre 021)
		Ressources Propres
Total Dette	48 630	Total Ressources Propres
Amortissement des subventions transférables (Chapitre 040)	61 585	Dotations aux amortissements (Chapitre 040)
Dépenses d'équipement	12 665 500	Subventions / participations
		Emprunt d'équilibre
Total Dépenses	12 775 715	Total Recettes

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : -1 075 815 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 12 775 715 €

4.4. Budget Annexe de l'Eau en Régie

La compétence Eau et Assainissement a été transférée à la Métropole le 1er janvier 2018.

Le 14 décembre 2017 a été adopté le premier Budget annexe métropolitain relatif à cette compétence.

Il convient aujourd'hui d'ajuster les prévisions telles que détaillées ci-dessous :

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	B.S. 2018		B.S. 2018
Dépenses liées à l'exercice de la compétence	155 952	Produits liés à l'exercice de la compétence	168 573
Charges de personnel	436 736		
		Subventions et participations	380
Intérêts de la dette	-	Autres produits	25 550
Autres dépenses	-		
Dotation aux amortissements	83 167	Subventions transférables	-
Virement à la section d'Investissement	- 481 352		
Total Dépenses	194 503	Total Recettes	194 503
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
	B.S. 2018		B.S. 2018
Capital de la dette	-	Virement de la section de Fonctionnement	- 481 352
		Ressources propres	
Total Dette	-	Total Ressources Propres	- 481 352
		Dotations aux amortissements	83 167
Subventions d'équipement transférables	-		
Dépenses d'équipement	2 427 885	subventions / participations	
		Emprunt d'équilibre	2 826 070
Total Dépenses	2 427 885	Total Recettes	2 427 885

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

194.503 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

2.427.885 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 034-3053/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Les Budgets Supplémentaires 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont adoptés, par nature, tel qu'ils vous sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-4079/18/CM

**■ Ouvertures, modifications et affectations d'AP/CP - Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix
MET 18/7306/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris.
Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir, de modifier et d'affecter les autorisations de programme suivantes.

1 -OUVERTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

DIRECTION DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU PLUVIAL

Transfert compétence Pluvial (DI909)

Dans le cadre du transfert de la compétence pluviale à la Métropole Aix Marseille Provence, et suite à l'approbation des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement relatifs à cette autorisation de programme proposent pour l'exercice 2018 d'intégrer l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Les crédits de paiement pour les années suivantes correspondent au montant évalué par la CLECT

Pour ces raisons, il convient donc aujourd'hui d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme d'un montant total de 11 804 000 € avec un CP 2018 de 6 130 000 € et un CP 2019 de 5 674 000 €.

Transfert compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DI908)

Dans le cadre du transfert de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement relatifs à cette autorisation de programme proposent pour l'exercice 2018 d'intégrer l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Les crédits de paiement pour les années suivantes correspondent au montant évalué par la CLECT

Pour ces raisons, il convient donc aujourd'hui d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme d'un montant total de 800 000 € avec un CP 2018 de 400 000 € et un CP 2019 de 400 000 €.

DIRECTION DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI :

Participation à la construction du siège de l'association Aix Multi Services (DI3481/EST)

L'association Aix Multi Services intervient depuis plus de 20 ans dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (chantiers d'insertion), à travers ses activités dans les espaces verts et naturels du Pays d'Aix.

Avec un Conseil d'Administration bénévole et une équipe de permanents en charge de l'encadrement et de l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi, elle accueille plus de 80 salariés polyvalents par an. Durant leur contrat de travail, les salariés peuvent mobiliser des formations

qualifiantes et des ateliers pour préparer leur sortie à l'emploi.

A ce titre AMS est devenu un acteur essentiel en termes d'utilité sociale et environnementale pour le territoire du pays d'Aix.

Actuellement installée provisoirement à la Pauliane, l'association est impactée par les travaux du campus universitaire et doit quitter ses locaux avant la fin de l'année 2018.

De façon à renforcer son développement, AMS porte actuellement le projet de construction de son siège et de ses locaux d'exploitation. Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a manifesté sa volonté de voir aboutir ce projet.

Ce projet est évalué à 625 313 € et des demandes de participation ont été sollicitées auprès de l'Etat, de la Région PACA, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce jour le Département s'est engagé à hauteur de 200 000 € et l'Etat (FDI) pour 15 000 € (financement de l'étude d'architecture).

Le conseil de Territoire du Pays d'Aix souhaite s'engager quant à lui à hauteur de 200 000 €.

Il convient donc aujourd'hui d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme d'un montant total de 200 000 € avec un CP 2018 de 150 000 € et un CP 2019 de 50 000 €.

DIRECTION DE LA VOIRIE

Opération Aix Pioline Bastide de Verdache (DI350AP3/EST)

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone commerciale de la Pioline, des études sont menées depuis 2 ans pour améliorer et sécuriser le secteur. Aux abords de cette voirie, de nombreux permis sont sortis et les constructions nouvelles modifient les usages.

Il est donc devenu nécessaire de prévoir des accotements ou de les mettre aux normes afin de sécuriser les cheminements piétons.

Ainsi un programme de réhabilitation de la ZA de la Pioline est soumis pour approbation au Conseil de Territoire du 21 juin 2018.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 1 100 000€ avec un CP 2018 de 1 000 €.

Opération « les Pennes Mirabeau / PUP les Rigons Plan de campagne » (DI343AP4/BPMF)

Suite au transfert de la compétence Urbanisme au 1er janvier 2018, les PUP (Projet Urbain Partenarial) des

communes sont de fait transférés à la Métropole. Par délibération du 22 mars 2018, la Métropole indiquait que les PUP signés par les communes avant 2018 continueraient d'être gérés par les communes à l'exception de ceux compris dans les périmètres de zones d'activités métropolitaines ou des opérations d'aménagements métropolitaines.

Le PUP des RIGONS étant intégralement situé sur la zone commerciale de Plan de Campagne, il est aujourd'hui nécessaire de reprendre ce projet.

Le montant estimé à ce jour des travaux et dépenses afférentes s'élève à 13 700 000 €.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 13 700 000 € avec un CP 2018 de 500 000 €.

Par ailleurs, le PUP est une procédure d'urbanisme qui permet aux collectivités de percevoir des participations en substitution de la taxe d'aménagement. Sur le PUP des Rigons, les participations des aménageurs privés s'élèveraient à 9,2 M€.

Il convient donc d'ouvrir également une autorisation de programme en recettes de 9,2 M€ avec un crédit de paiement 2018 de 84.000 €. (RI343AP4-BPMF)

Opération « toutes Communes / Travaux ZAE » (DI336AP/BPMF)

Suite aux transferts des ZAE à la Métropole au 1er janvier 2018, et face à l'impossibilité de rendre effectif le transfert à cette date, des conventions de gestion ont été passées avec les 24 communes concernées.

En ce qui concerne les coûts d'investissement, la convention prévoit que les communes doivent solliciter la Métropole pour obtenir une validation et contractualiser avec elle via une convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée. Ainsi plusieurs communes ont d'ores et déjà sollicité le Territoire du Pays d'Aix.

Il s'avère donc nécessaire de prévoir les financements afin de pouvoir honorer les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 500 000 € avec un CP 2018 de 50 000 €.

Opération d'aménagement « Vitrolles / PUP les Bords de l'Etang » (DI312AP - BPMF)

L'opération d'aménagement des Bords de l'Etang à Vitrolles a été déclarée d'intérêt métropolitain lors du Conseil du 19 octobre 2017. Ce projet est mis en œuvre dans le cadre d'un PUP (Projet Urbain Partenarial), pour lequel la Métropole est compétente

depuis le transfert de la compétence urbanisme au 1^{er} janvier 2018.

Par délibération du 22 mars 2018, la Métropole a confirmé que les PUP signés par les communes avant 2018 continueraient d'être gérés par les communes à l'exception de ceux compris dans les périmètres de zones d'activités métropolitaines ou des opérations d'aménagements métropolitaines.

Le PUP des Bords de l'Etang doit donc être inscrit dans le BMPF du territoire. Le montant des travaux nécessaires à l'opération s'élève à 5 640 000 € TTC.

Ce programme nécessite l'ouverture et l'affectation d'une AP de 5 640 000 € avec un CP 2018 de 1 105 000 €.

Le PUP permet aux collectivités de percevoir des participations aux équipements publics, réalisés pour les besoins de l'opération. Ces participations se substituent à la taxe d'aménagement. Les recettes du PUP des Bords de l'Etang s'élèvent à 3 500 000 € HT.

Il convient donc d'ouvrir également une autorisation de programme en recettes de 3,5 M€ avec un crédit de paiement 2018 de 1 191 000 €. (RI312AP – BMPF)

AP	TOTAL AP	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
AP Dépenses	5 640 000	1 105 000	3 840 000	695 000	
AP Recettes	3 500 000	1 191 000	1 472 000	500 000	337 000

Opération d'aménagement « ZAC Pallières 2 » (DI343AP5 - BMPF)

L'opération d'aménagement de la ZAC Pallières 2 aux Pennes-Mirabeau a été déclarée d'intérêt métropolitain lors du Conseil du 19 octobre 2017. Cette opération est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. La Métropole se substituera à la Commune dans le contrat de concession d'aménagement. Pour les années à venir il est nécessaire de prévoir des avances de trésorerie remboursable à l'opération, **ce qui nécessite l'ouverture et l'affectation d'une autorisation de programme de 600 000€ avec un crédit de paiement 2018 de 300 000€ et un crédit de paiement de 300 000€ en 2019.**

2 -MODIFICATIONS ET CLOTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

AP initial : 2 000 000 €

Modification : + 2 055 000

AP après augmentation : 4 055 000 €

Déjà financé au 31/12/2017 : 66 600 €

CP 2018 : 1 655 000 €

CP 2019 : 1 050 000 €

Reste à financer : 1 283 400 €

Direction du Technopole de l'Arbois

Opération pérennisation du patrimoine bâti Arbois

Direction de l'urbanisme

Afin d'optimiser la gestion budgétaire, il convient de réunir les deux autorisations de programme PLU Communes et PLUI actuelles au sein d'une seule AP « PLUI » tout en y intégrant les crédits relatifs aux transferts de compétence évalués par la CLECT.

Pour ce faire il convient d'une part de **clôturer l'autorisation de programme codifiée DI719AP2** « PLU reprise des procédures communales... » d'un montant de 1 500 000 € (RAF : 1 500 000€) et d'autre part **d'augmenter et d'affecter l'autorisation de programme codifiée DI719AP** « PLUI accompagnement transfert de compétence » de + 2 055 000 € pour la porter à un montant global de 4 055 000 € (intégration de l'AP DI719AP2 +1.5M€ et du transfert CLECT +555 000 €).

DI719AP « PLUI... »

L'installation généralisée d'un dispositif d'Alarme anti-intrusion et de contrôle d'accès sur 12 bâtiments gérés par le Technopole de l'Arbois est nécessaire pour sécuriser le site du Petit Arbois. Ce dispositif se substitue à des prestations de gardiennage 24h/24h et 7j/7j actuellement en place. Le budget prévisionnel est de + 90 000 € pour la partie des bâtiments relevant du champ de la TVA et de + 120 000 € pour les bâtiments non assujettis.

Aussi il convient d'augmenter et d'affecter les AP suivantes :

DI9045TT/EST :

AP initial : 450 000 €
Modification : + 90 000 €
AP après augmentation : 540 000 €

CP 2018 : 448 000 €
Reste à Financer : 92 000 €

DI9045HT/EST :

AP initial : 150 000 €
Modification : + 120 000 €
AP après augmentation : 270 000 €

CP 2018 : 150 000 €
Reste à Financer : 120 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM. du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les ouvertures des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation telles que proposées ci-dessus.

Article 2 :

Sont approuvées les modifications des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leur affectation telles que proposées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-4080/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2017 du Territoire du Pays Salonais
MET 18/7616/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2018.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Le reliquat éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en réserve complémentaire, soit être maintenu en fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2017		Résultats de clôture	Résultats de clôture	Restes à Réaliser en	Restes à Réaliser en	Résultats cumulés	Parti
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement 2017	d'investissement 2017	Recettes 2017	Dépenses 2017	Fonctionnement 2017	
ASSAINISSEMENT	2 606 602,67	1 374 369,45	4 439 081,12	1 513 034,52	462 961,86	448 620,26	4 439 081,12	72
EAU POTABLE	3 888 849,07	2 582 264,19	5 071 423,44	146 586,52	524 554,99	220 586,61	5 071 423,44	63
AMENAGEMENT	0,00	-2 223 152,57	0,00	-3 185 499,29	3 186 000,00	0,00	0,00	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de l'Assainissement et de l'Eau Potable:

Assainissement :

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes, avec un excédent de 1 527 376,12 €.

Il est proposé de majorer cette somme d'une dotation complémentaire de 724 713,43€ prélevée sur l'excédent de la section de fonctionnement qui s'établit à 4 439 081,12 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent de fonctionnement qui s'élève à **3 714 367,69** euros est maintenu en section de fonctionnement et porté au compte **002** en recette.

Le résultat de clôture de la section d'investissement quant à lui, de **1 513 034,52** euros, hors restes à réaliser, est inscrit et porté au compte **001** du budget supplémentaire 2018 en recette.

Eau Potable :

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes, avec un excédent de 450 554,90€.

Il est proposé de majorer cette somme d'une dotation complémentaire de 658 412,93€ prélevée sur l'excédent de la section de fonctionnement qui s'établit à 5 071 423,44 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent de fonctionnement qui s'élève à **4 413 010,51** euros est maintenu en section de fonctionnement et porté au compte **002** en recette.

Le résultat de clôture de la section d'investissement de **146 586,52** euros, hors restes à réaliser, est inscrit et porté au compte **001** du budget supplémentaire 2018 en recette.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2017 pour le budget annexe des Opérations d'aménagement :

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un résultat déficitaire de clôture de **3 185 499,29** euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2018, en dépense. Il est équilibré par une recette inscrite en restes à réaliser à hauteur de 3 186 000,00 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-4081/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille
Provence - Adoption des budgets
supplémentaires 2018 du Territoire du Pays
Salonais
MET 18/7617/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés au Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Service Public Local de l'Assainissement :**

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Exploitation	3 714 578,69 €	3 714 578,69 €

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Investissement	2 989 608,33 €	2 989 608,33 €

Le détail du Budget Supplémentaire est joint en annexe.

• **Service Public Local de l'Eau Potable :**

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Exploitation	4 413 175,51 €	4 413 175,51 €

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Investissement	3 296 346,61 €	3 296 346,61 €

Le détail du Budget Supplémentaire est joint en annexe.

• **Operations d'Aménagements :**

	Dépenses	Recettes
Section de Fonctionnement	0,00 €	0,00 €

	Dépenses	Recettes
Section d'Investissement	3 186 000,00 €	3 186 000,00 €

Le détail du Budget Supplémentaire est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération FAG 035-3054/17/CM approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2017 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Assainissement, du Service Public Local d'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2018 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Assainissement, du Service Public Local d'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du

Territoire du Pays Salonais tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-4083/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/7681/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'arrêté des comptes des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2018.

Il a permis d'une part de dégager les résultats de la section de fonctionnement ainsi que les soldes d'exécution de la section d'investissement déterminés après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions et d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris aux budgets supplémentaires de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M4, M49 et M57 consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2017		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement
	Fonctionnement	Investissement					
ASSAINISSEMENT	919 621,32	1 500 721,98	3 204 635,61	2 938 867,20			
TOM	631 297,29	10 308,01	891 584,82	-192 581,85			192
AMENAGEMENT	0,00	35 280,00	7 210,66	328 776,77	0,00		
RESEAUX DE CHALEUR URBAIN	-60 953,61	-87 620,31	-45 351,90	-174 034,83	336 121,00		
Résultats compétence transférée commune de Coudoux	31 396,44	-2 196,49	31 396,44	-2 196,49			
RESEAUX DE CHALEUR METROPOLITAIN	-29 557,17	-89 816,80	-13 955,46	-176 231,32	336 121,00		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017 des budgets annexes de la Métropole
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget annexe de Traitement des Ordures Ménagères :

Traitement des ordures ménagères :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 891.584,22 euros est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 192.581,85 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 192.581,85 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 699.002,97 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018 en recette de fonctionnement.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 192.581,85 euros, qui sera inscrit au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Article 2 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2017 pour les budgets annexes de l'Assainissement, des Opérations d'aménagement et des Réseaux de Chaleur Métropolitain.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 3.204.635,61 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018

Le résultat de la section d'investissement s'établit à un montant de 2.938.867,20 euros. Il n'y a donc pas lieu d'affecter l'excédent de fonctionnement.

Cet excédent de clôture de 2.938.867,20 euros sera reporté en recettes au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 7.210,66 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018

Le résultat de la section d'investissement s'établit à un montant de 328.776,77 euros. Il n'y a donc pas lieu d'affecter l'excédent de fonctionnement

Cet excédent de clôture de 328.776,77 euros sera reporté en recettes au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Réseaux de Chaleur Métropolitain :

L'appréciation des résultats de clôture de l'exercice 2017 se fait en tenant compte des résultats des réseaux de chaleur du Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Coudoux.

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 13.955,46 euros, qui sera reporté en dépenses au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

Le résultat d'investissement de 176.231,32 euros, s'établit après correction des restes à réaliser en dépenses de 0 euros et en recettes de 336.121 euros, à un montant de 159.889,68 euros. Le résultat de fonctionnement étant négatif, aucune affectation n'est possible.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 176.231,32 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-4084/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2018 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/7682/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes « Réseaux de Chaleur Métropolitain » et « Régie du Traitement des Ordures Ménagères », M49 pour le Budget Annexe « Assainissement » et M57 pour le Budget Annexe « Opérations d'Aménagement », votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ;
- La délibération N° FAG 036-3055/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes du territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 25 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Les Budgets Supplémentaires 2018 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont votés et arrêtés aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Assainissement, Traitement des Ordures Ménagères, Réseaux de Chaleur Métropolitain et Opérations d'Aménagement.

Ces Budgets Supplémentaires sont arrêtés aux montants suivants :

Budget annexe « Réseaux de Chaleur Métropolitain » :

Section de Fonctionnement	15.409,00 €
Section d'Investissement	293 746,44 €

Budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement dépenses	270 380,00 €
Section de Fonctionnement recettes	368 635,61 €
Section d'Investissement dépenses	1 024 940,00 €
Section d'Investissement recettes	1 861 929,30 €

Budget annexe « Traitement des Ordures Ménagères » :

Section de Fonctionnement dépenses	541 820,00 €
Section de Fonctionnement recettes	953 002,97 €
Section d'Investissement dépenses	476 581,85 €
Section d'Investissement recettes	476 581,85 €

Budget annexe « Opérations d'Aménagement » :

Section de Fonctionnement dépenses

Section de Fonctionnement recettes	7 210,66 €
Section d'Investissement dépenses	0,00 euros
Section d'Investissement recettes	328 776,77 €

L'arrêté des comptes des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence a été approuvé par le vote des comptes administratifs le 18 mai 2018.

Il a permis de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice puis à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-4086/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Reprise et affectation des résultats 2017 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/7388/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les affectations de résultats sont détaillées dans le

tableau suivant :

Budgets	Résultat 2017		Résultat de la clôture de la section de fonctionnement	Résultat de la clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser recettes	Restes à réaliser dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Eau Potable	1 918 571,13	-3 490 251,31	2 845 141,54	-2 540 014,07			2 540 015,00	305 126,54
Assainissement	3 812 112,59	-4 647 284,24	5 886 094,01	-3 492 116,92			3 493 000,00	2 393 094,01
Entreprises	568 023,09	493 874,54	821 857,07	198 587,76				821 857,07
Régie Action Sociale	7 458,59	3 118,32	7 458,59	20 781,28				7 458,59
Traitement des déchets	1 121,12	-6 930,47	1 121,12	336 539,84				1 121,12

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget annexe Eau Potable comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 2 845 141,54 euros est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 2 540 014,07 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 2 540 015,00 euros imputé en recette sur la nature 1068 "Autres Réserves".

Le reliquat de 305 126,54 euros sera reporté en section de fonctionnement au compte 002.

Article 2 :

Est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget annexe Assainissement comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 5 886 094,01 euros est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 3 492 116,92 euros. Il est par ailleurs proposé de procéder à une dotation complémentaire de 883,08 euros.

Cette affectation globale donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 3 493 000,00 euros imputé en recette sur la nature 1068 "Autres Réserves". Le reliquat de 2 393 094,01 euros sera reporté en section de fonctionnement au compte 002.

Article 3 :

Est approuvé le résultat de l'exercice 2017 pour le budget annexe Entreprises comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 821 857,07 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 198 587,76 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Article 4 :

Est approuvé le résultat de l'exercice 2017 pour le budget annexe Régie Action Sociale comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 7 458,59 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 20 781,28 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Article 5 :

Est approuvé le résultat de l'exercice 2017 pour le budget annexe Traitement des déchets comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 1 121,12 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 336 539,84 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-4087/18/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du budget supplémentaire du Territoire Istres-Ouest Provence

MET 18/7476/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour les Budgets Annexes du Territoire Istres-Ouest Provence : Régie Action Sociale et Traitement des Déchets votés par nature avec présentation fonctionnelle et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes : Eau potable, Assainissement, Entreprises.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés

successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.
Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 037-3056/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence et la délibération n° FAG 016-3599/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la décision modificative n° 1 de ces mêmes budgets ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au Budget Supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2018 du Territoire Istres-Ouest Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes : Eau potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitement des Déchets.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Eau potable :

Section de Fonctionnement 341 151,54 €
Section d'Investissement 2 751 814,07 €

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 2 434 394,01€
Section d'Investissement 3 891 976,92 €

Concernant le Budget Entreprises :

Section de Fonctionnement 1 357 515,07 €
Section d'Investissement 2 536 887,76 €

Concernant le Budget Régie Action Sociale :

Section de Fonctionnement -100 000,00 €
Section d'Investissement 20 781,28 €

Concernant le Budget Traitement des déchets :

Section de Fonctionnement -77 998,88 €
Section d'Investissement 378 299,84 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-4088/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2017 du Territoire du Pays de Martigues
MET 18/7332/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'arrêté des comptes de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues – Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminés après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire M49 consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de

financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budget	Résultat 2017 Fonctionnement	Résultat 2017 Investissement	Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser en recettes	Restes à réaliser en dépenses	Part affecté à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
Eau	660 082,83	-561 627,86	1 686 248,79	2 149 783,70	-	-	-	1 686 248,79
Ass	-803 845,61	1 422 765,76	187 372,78	2 094 713,80	-	-	-	187 372,78

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mai 2018 approuvant le Compte
- Administratif des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la

Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues

Délibère

Article unique :

Est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues :

Eau :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 1 686 248,79 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018 de l'Eau en section de fonctionnement.

Assainissement :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 187 372,78 euros, est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018 de l'Assainissement en section de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-4089/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du budget supplémentaire du Territoire du Pays de Martigues
MET 18/7329/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M49 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement.

Le Budget Supplémentaire est un budget de report et d'ajustement des crédits. Les résultats de ces projets de Budgets Supplémentaires sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 038-3057/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les Budgets Primitifs des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 21 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Les Budgets Supplémentaires 2018 de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues sont votés et arrêtés aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement.

Ils s'équilibrent en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement : 2 186 248,79 euros

Section d'Investissement : 356 983,70 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement : 1 187 372,78 euros

Section d'Investissement : 1 324 713,80 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-4091/18/CM

**■ Budget Annexe Réseaux de chaleur Métropole - Transfert des résultats 2017 du budget annexe de la commune de Coudoux
MET 18/7555/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur urbains a été transférée à la Métropole au 1^{er} janvier 2018. Celle-ci était exercée précédemment sur le seul territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Elle éte étendue à l'ensemble du périmètre métropolitain.

Cette compétence relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), un budget annexe avait été créé. Il a été renommé budget annexe Réseau de chaleur Métropole par délibération du 14 décembre 2017 et son périmètre a été étendu pour intégrer la gestion en régie du réseau de chaleur situé sur la commune de Coudoux.

De son côté, ayant transféré la compétence, la commune de Coudoux a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe avec

intégration dans son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement du budget annexe et les opérations à programmer sur les prochaines années, la commune de Coudoux a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 à hauteur de :

- résultat d'exploitation excédentaire de : 31 396,44 euros ;
- résultat d'investissement déficitaire de : - 2 196,49 euros ;

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 4 juin 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant l'extension du périmètre de son budget annexe pour la compétence transférée « création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur urbains » ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la DGCL, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération de la Commune de Coudoux du 4 juin 2018 sur le transfert des résultats 2017 issus de son budget annexe du Réseau de chaleur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les investissements programmés doivent s'inscrire dans ce principe et que les excédents 2017 sont nécessaires pour les financer, qu'il s'agisse de l'extension du réseau pour raccorder le futur ensemble immobilier de la Gérôme ou les travaux d'amélioration de la chaufferie sur la commune de Coudoux ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe du réseau de chaleur par la commune de Coudoux, selon :

- résultat d'exploitation excédentaire de : 31 396,44 euros ;
-
- résultat d'investissement déficitaire de : - 2 196,49 euros ;

Article 2 :

Ce transfert sera affecté au budget annexe réseau de chaleur Métropole ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-4092/18/CM

**■ Budget Annexe Ports Ouest Territoires - Transfert des résultats 2017 du budget annexe de la ville d'Istres
MET 18/7674/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence de création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire a été transférée à la Métropole au 1^{er} janvier 2018. Celle-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), un budget annexe dénommé Ports Ouest Territoires a été créé par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion des ports de plaisance métropolitains situés sur les communes d'Istres, Berre l'étang, Saint-Chamas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

De son côté, ayant transféré la compétence, la ville d'Istres a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe communal du port des Heures Claires avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement du budget annexe et les opérations en cours, la ville d'Istres a proposé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 à hauteur de 34 000 € pour l'excédent d'exploitation.

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 12 avril 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création d'un budget annexe pour la compétence transférée « création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°78/18 de la Ville d'Istres du 12 avril 2018 sur le transfert partiel des résultats 2017 des budgets annexes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations engagées avant transfert de compétence doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe du port des Heures Claires par la ville d'Istres à hauteur de 34 000 € pour l'excédent d'exploitation ;

Article 2 :

Cette recette d'exploitation sera affectée au budget annexe Ports Ouest Territoires ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-4093/18/CM

■ Budget annexe Parkings Métropole - Extension du périmètre de gestion MET 18/7676/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence d'aménagement, d'entretien et de gestion des parcs de stationnement a été transférée à la Métropole pour l'ensemble de son territoire au 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de la loi NOTRe.

Cela a entraîné l'intégration de trois parkings en ouvrage sur le territoire de la ville d'Istres, gérés jusque-là en régie directe par la commune :

- Parking Victor Hugo (parc souterrain de 84 places)
- Parking Les Carmes (parc souterrain de 381 places)
- Parking Les Arnavaux (parc en élévation de 160 places)

Cette compétence relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

Or, les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations afférentes dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

Un budget annexe dénommé Parkings Métropole a ainsi été créé par délibération du 14 décembre 2017.

Il apparaît aujourd'hui que la gestion en régie directe d'autres parcs de stationnement métropolitains devrait être intégrée à ce budget annexe :

- Parking Le Rouet à Carry-le-Rouet (parc en surface de 421 places)
- Parking Sainte-Croix à Martigues (parc en surface de 500 places)
- Parking Verdon à Martigues (parc en surface de 520 places)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création d'un budget annexe pour la compétence transférée « Parcs de stationnement » ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la compétence d'aménagement, d'entretien et de gestion de « parcs de stationnement » relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) ;
- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que l'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives aux SPIC dans un budget spécifique ;
- Que la Métropole dispose de trois parkings en gestion directe qui devraient relever de ce dispositif ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration au budget annexe Parkings Métropole de la gestion en régie directe des parcs de stationnement suivants :

- Parking Le Rouet à Carry-le-Rouet
- Parking Sainte-Croix à Martigues
- Parking Verdon à Martigues

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-4094/18/CM

■ Budget Annexe Parkings Métropole - Transfert des résultats 2017 du budget annexe de la ville d'Istres MET 18/7677/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence parc de stationnement a été transférée à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Celle-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), un budget annexe dénommé Parkings Métropole a été créé par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en régie des trois parcs de stationnement métropolitains situés sur la commune d'Istres (Victor Hugo, Les Carmes, Les Arnavaux).

De son côté, ayant transféré la compétence, la ville d'Istres a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe communal avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement du budget annexe et les opérations en cours, la ville d'Istres a proposé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 à hauteur de 520 000 € pour le solde positif d'investissement.

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 12 avril 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création d'un budget annexe pour la compétence transférée « Parc de stationnement » ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°78/18 de la Ville d'Istres du 12 avril 2018 sur le transfert partiel des résultats 2017 des budgets annexes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations engagées avant transfert de compétence doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe des parkings par la ville d'Istres à hauteur de 520 000 € pour le solde positif d'investissement ;

Article 2 :

Cette recette d'investissement sera affectée au budget annexe Parkings Métropole ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-4095/18/CM

■ Participation 2018 du budget principal à l'équilibre du Budget Annexe Parkings Métropole - Compétences transférées à partir de l'exercice 2018

MET 18/7708/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence aménagement, entretien et gestion de « parcs de stationnement » a été transférée à la Métropole pour l'ensemble de son territoire au 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de la loi NOTRe.

Cette compétence relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

Or, les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations afférentes dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

Un budget annexe dénommé PARKINGS METROPOLE a ainsi été créé par délibération du 14 décembre 2017.

Il lui a été affecté la gestion en régie directe de trois parkings en ouvrage sur le territoire de la ville d'Istres, gérés jusque-là par la commune :

- Parking Victor Hugo (parc souterrain de 84 places)

- Parking Les Carmes (parc souterrain de 381 places)
- Parking Les Arnavaux (parc en élévation de 160 places)

De plus, par délibération de ce jour, il est proposé l'intégration de trois parkings supplémentaires soumis aux mêmes dispositions :

- Parking Le Rouet à Carry-le-Rouet (parc en surface de 421 places)
- Parking Sainte-Croix à Martigues (parc en surface de 500 places)
- Parking Verdon à Martigues (parc en surface de 200 places)

Le Budget Primitif 2018 a été adopté par délibération du 14 décembre 2017, au vu des éléments de préparation dont disposaient les services de la Métropole.

De même, les tarifs 2018 ont été approuvés à cette même séance sur le principe de la reconduction des tarifs appliqués en 2017.

Toutefois, après analyse des conditions d'exploitation du service, les projections budgétaires font aujourd'hui apparaître un potentiel déficit de 310 000 € qu'il conviendra de corriger dès la prochaine décision modificative, soit le vote du Budget Supplémentaire 2018.

Celui-ci s'inscrit dans la continuité de la gestion des trois parkings de la ville d'Istres.

En effet, les travaux d'évaluation des charges transférées au 1^{er} janvier 2018 par la mission CLECT ont fait apparaître des contraintes de gestion particulières :

1/ La hausse des charges de personnel affectées au service

Le recensement effectué a permis de consolider les effectifs qui exercent dans le cadre de la compétence, selon :

Parkings Victor Hugo, Les Arnavaux, Les Carmes

Charges de personnel	Effectif ETP	Montant
Compte Administratif 2017 ville d'Istres	6	259 529 €
Evaluation transfert 2018	10,5	415 000 €
augmentation	+ 4,5	+155 471 €

L'évaluation consolidée du transfert de compétence est source de contraintes nouvelles sur l'équilibre du budget, sans possibilité de compensation par transfert de fiscalité.

Cette charge supplémentaire pourra être traitée dans une logique de mutualisation des effectifs, mais à moyen terme.

2/ La modération tarifaire

La politique de stationnement dépasse le cadre des seuls parkings en ouvrage transférés à la Métropole. La ville d'Istres reste compétente pour le stationnement en surface. De fait, la politique tarifaire adoptée doit s'inscrire en cohérence avec l'offre de stationnement de l'ensemble du centre-ville.

La municipalité a fait le choix d'une tarification incitative sur l'ensemble des emplacements (en surface et en ouvrage) afin de dynamiser l'attractivité du centre-ville d'Istres. Ainsi, par délibération n°235/16 du 18 octobre 2016, le conseil municipal adoptait une tarification modérée afin « d'assurer l'accessibilité du plus grand nombre aux services publics ». Celle-ci entraînait le vote d'une délibération complémentaire n°85/17 le 14 avril 2017 afin

d'octroyer une subvention d'équilibre de 573 000 € du budget général au budget annexe communal pour « éviter une hausse excessive des tarifs 2017 ». Cette subvention a été exécutée à hauteur de 205 100 €.

Ainsi, dans un contexte contraint par la concurrence des tarifs du stationnement en surface, la suppression de toute prise en charge par le budget général suite au transfert de compétence aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Une participation sera donc nécessaire dans la continuité de la gestion précédente et à tarification constante.

Cette première année de gestion en mode métropolitain permettra d'affiner le travail d'évaluation des composantes de la tarification. Dans l'attente de ce détail, il est proposé de limiter la participation globale à hauteur des 310 000 € évalués.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil métropolitain approuvant la création d'un budget annexe pour la compétence transférée « Parcs de stationnement » ;
- La délibération n°235/16 du 18 octobre 2016 de la ville d'Istres sur les tarifs ;
- La délibération n°85/17 du 14 avril 2017 de la ville d'Istres approuvant une subvention d'équilibre du budget général au budget annexe communal des parkings ;
- Le compte administratif 2017 du budget annexe des parkings de la ville d'Istres ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la compétence aménagement, entretien et gestion de « parcs de stationnement » relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) ;
- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que l'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives aux SPIC dans un budget spécifique équilibré, au moyen principalement des tarifs payés par les usagers ;
- Que les projections budgétaires font apparaître un déficit potentiel de 310 000 € ;
- Que l'article L.2224-2 ainsi que l'instruction budgétaire et comptable M4 précisent que dans certains cas particuliers, le budget principal peut prendre en charge une partie des dépenses du budget annexe ;
- Que le cadre du transfert de compétence impose des contraintes particulières de fonctionnement ;
- Que la suppression de toute prise en charge par le budget général suite au transfert de compétence aurait pour conséquence une

hausse excessive des tarifs des trois parkings de la ville d'Istres ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé le principe de la participation 2018 à l'équilibre du Budget Annexe PARKINGS METROPOLE par le Budget Principal pour un montant de 310 000 €.

Elle sera versée en fin d'exercice en fonction des résultats réels de l'exploitation du service.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-4097/18/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des budgets supplémentaires 2018 - Budgets annexes Crématorium, Zones d'activité portuaire, Parcs de stationnement - Compétences transférées à partir de l'exercice 2018
MET 18/7678/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Certaines de ces activités relevant du Service Public Industriel et Commercial, il a été créé pour les gérer des budgets annexes établis selon la nomenclature M4, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général des Impôts.

Les services concernés sont la gestion de crématorium, de zones d'activité portuaire et de parcs de stationnement.

Un premier Budget Primitif relatif à l'exercice 2018 a été adopté par délibération du 14 décembre 2017 au vu des éléments de préparation communiqués.

Il convient maintenant de procéder à des ajustements de crédits pour tenir compte de nouveaux éléments issus de l'arrêté des comptes des budgets communaux clôturés.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de budgets annexes pour les compétences transférées ;
- La délibération n° FAG 199-3218/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 de ces budgets annexes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les excédents de l'exercice précédent transférés par la commune d'Istres pour les Budgets de zones d'activité portuaire et de parcs de stationnement.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets

Annexes de crématorium, de zones d'activité portuaire et de parcs de stationnement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Crématorium Métropole :

- Section d'Exploitation +110 000,00 €
- Section d'Investissement -60 000,00 €

Concernant le Budget Ports Ouest Territoires :

- Section d'Exploitation +34 000,00 €
- Section d'Investissement +279 000,00 €

Concernant le Budget Parkings Métropole :

- Section d'Exploitation +1 125 590,00 €
- Section d'Investissement +834 578,20 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-4098/18/CM

■ Budget Principal Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement "Participation financière au Bataillon des Marins Pompiers" MET 18/7700/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L.2513-5 4° du Code Général des Collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence participe au budget du bataillon des marins pompiers de Marseille. En effet, la loi Notre du 7 août 2015 a prévu expressément que : « Les dépenses du bataillon de marins-pompiers et des services y compris la solde et les allocations diverses, le logement et le casernement sont à la charge de la commune de Marseille. Viennent en atténuation de ces dépenses [notamment] la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

En outre, le dernier alinéa de l'article précité dispose que « la ville de Marseille peut [également], recevoir, au titre des missions d'intérêts général effectuées par ce bataillon, des participations supplémentaires des collectivités territoriales et des établissements publics ».

Parmi les missions d'intérêt général effectuées par le bataillon des marins-pompiers de la ville de Marseille figurent notamment la prévention et la lutte contre les accidents et sinistres liés à l'activité maritime laquelle s'exerce sur l'ensemble du littoral métropolitain et, par

conséquent, tant sur les côtes que dans les ports de plaisance.

En effet, depuis quelques années, le département des Bouches-du-Rhône connaît une montée en puissance considérable des activités portuaires. Ceci s'explique particulièrement par le développement de l'activité conteneurs, le redémarrage de la réparation navale avec la remise en service de la forme 10, l'explosion du nombre de croisiéristes etc. qui génèrent pour les usagers des ports, les salariés des entreprises qui y sont implantées et le public qui les fréquentent des risques non négligeables en matière d'incendie, de pollution ou d'accident de personne.

Ces risques ne se cantonnent pas au Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) mais concernent l'ensemble du périmètre de la Métropole (littoral de la commune de Marseille ainsi que dans la totalité des plans d'eau du GPMM – notamment Marseille, Martigues, Port-de-Bouc, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis du Rhône).

Or, la prévention et la lutte contre les accidents et sinistres liés à l'activité maritime nécessitent des moyens spécifiques n'entrant pas, le plus souvent, dans la gamme de ceux dont disposent les services d'incendie territoriaux.

Un premier tour de table financier, sous l'autorité du représentant de l'Etat, a permis de mieux répartir ces dépenses entre l'Etat, le département des Bouches-du-Rhône et le Grand Port Maritime de Marseille.

Le reste à charge ne saurait incomber à la seule ville de Marseille au regard en particulier de la localisation essentiellement extra-muros des risques à couvrir. Compte tenu de ces différents éléments, il est proposé que la Métropole participe au financement du Bataillon des Marins Pompiers à hauteur de 700 000 euros par an pendant 10 ans.

Dans ce cadre, et suite à l'approbation, en séance du Conseil Métropolitain le 19 octobre 2017, d'une convention de participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon de marins pompiers de Marseille, il est proposé d'affecter l'opération d'investissement 2017107900 « Participation financière du Bataillon des Marins Pompiers » pour un montant de 7.000.000 euros rattachée à l'autorisation de programme 181182BP du programme 18 2 « Bataillon des Marins Pompiers » de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 045-2703-17CM adoptée en sa séance du 19 octobre 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement 2017107900 « Participation financière du Bataillon des Marins Pompiers » d'un montant de 7.000.000 euros rattachée au programme 18 2 « Bataillon des Marins Pompiers Code AP 181182BP ;

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget métropolitain selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2018 : 1.400.000 TTC

CP 2019 : 700.000 TTC

CP 2020 : 700.000 TTC

CP 2021 : 700.000 TTC

CP sur exercices suivants : 3.500.000 TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-4100/18/CM

■ Approbation de la répartition 2018 du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

MET 18/7443/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été créé par l'article 125 de la loi de finances pour 2011, pour une première mise en œuvre en 2012.

Ce fonds consiste en un mécanisme de péréquation horizontale au sein des ensembles intercommunaux, lesquels sont constitués des communes et de leurs

établissements publics de coopération communale (EPCI). En 2018, comme l'année précédente, le montant national du FPIC représente 1 milliards d'euros.

Le FPIC vise à réduire les inégalités entre les ensembles intercommunaux. Ainsi, un prélèvement est effectué sur les ensembles intercommunaux les plus favorisés, sélectionnés d'après leur potentiel financier et le revenu moyen de leurs habitants. Les fonds recueillis sont ensuite reversés aux ensembles intercommunaux appartenant à une liste constituée de 60 % des ensembles intercommunaux, classés sur la base d'un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier, revenus des habitants, effort fiscal), de façon décroissante.

Le tableau suivant détaille depuis 2015 la situation de l'ensemble intercommunal Aix-Marseille-Provence (communes et Métropole) au regard du FPIC :

FPIC net	2015	2016	2017	2018
Communes + EPCI	- 1 855 943 €	49 639 333 €	43 355 104 €	43 312 430 €

Pour l'année 2018, le solde net du FPIC de l'ensemble intercommunal est de 43 312 430 €. Il résulte d'un prélèvement à hauteur de 3 948 147 € et d'un versement de 47 260 577 €. Cette information doit être confirmée par le représentant de l'Etat dans le département dans une notification à l'attention du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Dans les deux mois qui suivront cette notification, le Conseil métropolitain est appelé à définir les règles de répartition entre la Métropole et ses communes membres.

La répartition du prélèvement

L'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possibles du prélèvement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en fonction du potentiel financier par habitant de ces communes et de leur population.

En outre il est prévu que l'EPCI assume à la place des communes le prélèvement lorsque celles-ci se situent parmi :

- les 250 (communes de plus de 10.000 habitants) ou 30 (communes de moins de 10.000 habitants) premières communes dans le classement relatif à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion social,
- ou les 2.500 premières communes du classement relatif à la dotation de solidarité rural.

Les classements utilisés pour le FPIC de l'année 2018 font apparaître qu'aucune commune de la Métropole ne peut bénéficier de cette mesure.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et du potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;
- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

La répartition du versement

L'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possible de ce versement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les

répartitions entre les communes en fonction de l'insuffisance de leur potentiel financier par habitant respectif.

Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de l'ensemble intercommunal sont exclus de l'attribution du FPIC.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;
- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

En 2017, le mode de calcul du coefficient d'intégration fiscale était dérogatoire et s'est élevé à 47,2%. A partir de 2018 le coefficient d'intégration fiscale, désormais calculé selon les règles de droit commun, est estimé à 34%.

Il est proposé au Conseil de Métropole de décider :

- l'application des règles de droit commun pour la répartition du prélèvement du FPIC,
- la prise en compte d'un coefficient de 44% pour la répartition du bénéfice du FPIC entre la Métropole et les communes membres,
- l'application des règles de droit commun pour la répartition du bénéfice du FPIC entre les communes.

Cette répartition du FPIC, adoptée par un vote à la majorité qualifiée des deux tiers, permet de stabiliser l'évolution du FPIC entre 2017 et 2018. Ainsi, la Métropole bénéficierait en 2018 d'un FPIC net de 19,5 millions d'euros, soit une perte de 1 million d'euros par rapport à l'année 2017, tandis que les communes bénéficieraient d'un gain équivalent de 1 million d'euros avec un FPIC net de 23,9 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2336-1 à 2336-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

La répartition du prélèvement au titre du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, et entre les communes membres, selon les règles de droit commun fixées à l'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 :

La répartition de l'attribution du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, selon les dispositions du 1° du II de l'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, par application d'un coefficient fixé à 0,44.

La répartition de l'attribution entre les communes membres s'effectue selon les règles de droit commun fixées à l'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-4101/18/CM

**■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat
MET 18/7437/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct, dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétence métropolitaine sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port-Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Au vu des enjeux économiques, le Conseil de la Métropole a approuvé par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, le principe de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Par délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux La Ciotat.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux qui seront réalisés sur la promenade du Port-Vieux de La Ciotat, suivant le périmètre d'intervention joint à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le principe de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 février 2018 relative à l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux La Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Article 2 :

Est approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 048-4102/18/CM

■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour le lancement de l'opération "Réalisation d'un terrain synthétique au stade Georges Taberner" MET 18/7303/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son règlement budgétaire et financier (RBF) qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au RBF, chaque subvention allouée dans le cadre d'un fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour la réalisation d'un terrain synthétique au stade Georges Taberner.

Le coût estimé de l'opération s'élève à 440 299,50 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 220 149,75 €. Elle est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole portant affectation de l'opération « Fonds de concours sur le territoire de Port Saint Louis du Rhône ».
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du Budget Primitif 2018 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La demande de financement ordonnée par la commune de Port Saint Louis du Rhône en date du 13 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour l'opération suivante : « Réalisation d'un terrain synthétique au stade Georges Taberner » sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation à hauteur de 220 149,75 € à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour l'opération « Réalisation d'un terrain synthétique au stade Georges Taberner » ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône précisant les modalités de versement de ladite participation.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501900, nature 2041412, code opération 2017501900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-4103/18/CM

**■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : ZAC Cité de la Méditerranée Secteur 1- 3B
MET 18/7699/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier deux ZAC, la ZAC Cité de la Méditerranée et la ZAC de la JOLIETTE.

La ZAC Cité de la Méditerranée (CIMED) a été créée par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005. Son Programme des Equipements Publics (PEP) a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 mars 2007.

Par délibération du Conseil municipal du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a donné son accord sur le Programme des Equipements Publics (PEP) de cette ZAC, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

Par délibération du Conseil de Communauté du 18 décembre 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des Equipements publics (PEP) de la ZAC Cité de la Méditerranée, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La ZAC de la Joliette a été créée par arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 et son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 19 avril 2000. Par délibération du Conseil municipal du 5 octobre 1998, la Ville de Marseille a donné son accord sur le Programme des Equipements Publics (PEP) de

la ZAC, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement. Par délibération du Conseil municipal du 28 février 2000, la Ville de Marseille a adopté le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de la Joliette et donné son accord sur la maîtrise d'ouvrage des équipements qui lui incombent.

Ces délibérations ayant été adoptées antérieurement à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, le PEP adopté par la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole comprend à la fois des ouvrages à remettre à la Ville de Marseille et des ouvrages à remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence du fait du transfert de compétences à cette dernière, lesdits ouvrages faisant l'objet de procès-verbaux de remise distincts.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Il est par conséquent proposé au Conseil de la Métropole d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 1-3B, de la place Henri Verneuil à CMA-CGM, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 8 447 786,99 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 919 804,56 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal signé le 09 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 1-3B, de la place Henri Verneuil à CMA-CGM pour un montant HT de 8 447 786,99 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 919 804,56 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2018.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA seront inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092– opération 2013109200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 050-4104/18/CM

**■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : ZAC Cité de la Méditerranée Secteur 6
MET 18/7698/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis

sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Cité de la Méditerranée.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 6, entre la Place de la Joliette et le carrefour Vaudoyer, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 11 835 701,78 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 1 170 692,15 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée

- Le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal signé le 21 novembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 6, entre la Place de la Joliette et le carrefour Vaudoyer, pour un montant HT de 11 835 701,78 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 1 170 692,15 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2018.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA seront inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092– opération 2013109200.

FAG 051-4105/18/CM**■ Approbation de la mise à disposition et du transfert des biens avec leur financement du Réseau Ulysse à la RTM
MET 18/7701/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a acté le transfert de l'activité de la Régie du Réseau Ulysse à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) au 1^{er} septembre 2017 avec une période transitoire allant de la reprise de l'exploitation au 31 décembre 2017.

Dans ce cadre, certains biens immobiliers, un immeuble dépôt à Martigues ainsi que le terrain

associé, sont transférés à la RTM, par voie de mise à disposition pour une valeur nette comptable de 697.793,65 €.

Les biens mobiliers tels que les matériels de transports (bus), matériels et mobiliers de bureaux sont rachetés et comptabilisés dans les comptes de la RTM pour la valeur nette comptable déduction faite des subventions reçues non transférées au compte du résultat soit un montant de 6.276.301,27 €.

Le détail des biens transférés au 1^{er} Janvier 2018 est joint en annexe 1.

Afin que la RTM finance le rachat de ces biens, les emprunts contractés par la Régie du Réseau Ulysse lui sont transférés pour un montant de 4.577.500,00 €. Le détail des emprunts transférés au 1^{er} janvier 2018 est joint en annexe.

Il est par conséquent proposé de faire droit au transfert de ces emprunts de Métropole Aix-Marseille-Provence vers la Régie des Transports Métropolitains.

Les opérations de transfert d'actif/passif sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Valeur brute	Amortissements	Subventions (Valeur nette)	Valeur Nette	Emprunts	Total du financement
Mises à disposition	1 208 772,99	510 979,34		697 793,65		697 793,65
Rachat	12 162 363,85	5 873 298,47	12 764,11	6 276 301,27	4 577 500,00	1 698 801,27
<i>dont acquisition de logiciel</i>	<i>25 403,87</i>	<i>25 403,87</i>				
<i>dont Matériel industriel</i>	<i>106 869,76</i>	<i>94 738,79</i>		<i>12 130,97</i>		<i>12 130,97</i>
<i>dont Installations Générales</i>	<i>15 681,00</i>	<i>15 681,00</i>				
<i>dont Matériel de transport</i>	<i>11 191 539,34</i>	<i>5 002 611,99</i>		<i>6 188 927,35</i>	<i>4 577 500,00</i>	<i>1 611 427,35</i>
<i>dont Matériel de bureau et informatique</i>	<i>322 331,07</i>	<i>321 035,43</i>		<i>1 295,64</i>		<i>1 295,64</i>
<i>dont Mobilier de bureau</i>	<i>14 307,23</i>	<i>5 133,24</i>		<i>9 173,99</i>		<i>9 173,99</i>
<i>dont Autres biens</i>	<i>486 231,58</i>	<i>408 694,15</i>	<i>12 764,11</i>	<i>64 773,32</i>		<i>64 773,32</i>
Montant total du transfert d'actif/Passif	13 371 136,84	6 384 277,81	12 764,11	6 974 094,92	4 577 500,00	2 396 594,92

Le dénouement financier, en faveur de la Métropole, s'élève à 1.698.801,27 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Vu

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert d'actif de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la Régie des transports Métropolitains (RTM) par voie de mise à disposition pour un montant de 1 208 772,99 euros.

Article 2 :

Est approuvé le transfert d'actif de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la Régie des transports Métropolitains (RTM) par rachat concernant les actifs énumérés dans l'annexe pour un montant de 6 276 301,27 euros.

Article 3 :

Est approuvé au 1^{er} janvier 2018 le transfert des emprunts de la Métropole Aix-Marseille-Provence vers la Régie des transports Métropolitains (RTM) pour un montant de capital restant dû de 4 577 500 euros composé de 2 emprunts :

- N° de contrat A29130Y2 de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au compte administratif arrêté au 31/12/2017 de 2.640.000 euros
- N° de contrat MON504063EUR de la Banque Postale pour un capital restant dû inscrit au compte administratif arrêté au 31/12/2017 de 1.937.500 euros.

Article 4 :

La RTM s'engage à rembourser toutes les échéances payées par la Métropole, à partir du 1^{er} janvier 2018, dues au titre des contrats et dans l'attente de la signature des nouveaux contrats bancaires entre la RTM, la Caisse d'Epargne et la Banque Postale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 052-4106/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres" inscrite au Budget Industriel et Commercial
MET 18/7479/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 038-2696/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Industriel et Commercial.

L'opération d'investissement n° 2017503600 « Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres » était décomposée de la manière suivante :

CP 2017 : 8 000 € HT
CP 2018 : 4 000 € HT
Total : 12 000 € HT

Suite à des besoins supplémentaires du Pôle Economie et Emploi du territoire Istres-Ouest Provence nécessaires pour le fonctionnement du service, il a fallu acquérir :

1 véhicule : 11 000 € HT
4 ordinateurs : 2 800 € HT
3 photocopieurs : pépinières : 5 000 € HT
Mobilier de bureau pépinières : 3 000 € HT
Total : 21 800 € HT

L'opération d'investissement n° 2017503600, Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres inscrite au budget Industriel et commercial 2018 de la Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme n°17501 B EN du programme « Gestion de l'Administration » de la Métropole doit être révisée pour un montant de 25 800 € HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017503600 de 12 000 € HT avant révision à 37 800 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 038-2696/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 25 800 € HT de l'opération « Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 25 800 € HT de l'opération d'investissement ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017503600 « Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres » rattachée au programme n° 01 « Gestion de l'Administration » code AP 17501 B EN.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Industriel et Commercial 2018 et suivants de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP 2018: 21 800 € HT
CP 2019 : 8 000 € HT
CP 2020 : 8 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 053-4107/18/CM

**■ Assurances- Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 18/7622/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Quatre dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 6 635.42 euros (six mille six cent trente-cinq euros et quarante-deux centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Copropriété 103 bd Baille – sinistre du 4 janvier 2018 – Montant : 1 262.64 euros,
- M. PASTOR Erick – sinistre du 31 mars 2016 – Montant : 746.40 euros
- M. BIBOLINI Bruno – sinistre du 19 mars 2017 – Montant : 3 893.80 euros
- Mme CHAPLAIN Elise – sinistre du 26 novembre 2017 – Montant : 732.58 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Article 1

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 6 635.42 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- 746,40 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 3 893,80 € pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718
- 1995,22 € pour le budget Assainissement, sous politique A 160 article 6718.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 056-4108/18/CM

■ **Approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste - Abrogation de la délibération FAG 50-3069/17/CM du 14 décembre 2017**
MET 18/7528/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création de cimetières.

Le cimetière communautaire de Ceyreste, mis en service en 2011, comporte 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Une précédente délibération approuvant les tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière a été adoptée lors du conseil de Métropole du 14 décembre 2017. En raison d'une erreur matérielle portant sur la tarification des caveaux il est

nécessaire de délibérer à nouveau afin d'en rectifier les montants.

Il est proposé pour l'année 2018 de ne pas augmenter les tarifs des concessions funéraires fixés en 2017. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges en 2017 concernant le cimetière communautaire de Ceyreste, et, de plus, celles-ci ont été compensées par les recettes liées à la vente des concessions et des caveaux.

Par ailleurs, la fixation du tarif des caveaux s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 qui confère aux collectivités territoriales le droit de procéder à la construction de « caveaux d'avance » qui seront vendus aux familles avec les concessions de terrain. Ainsi, les tarifs des caveaux du cimetière de Ceyreste restent inchangés dans la mesure où la circulaire prévoit que ces derniers doivent être exclusivement établis sur la base du prix réel de leur construction. Dans le souci d'une meilleure lisibilité, le montant HT des caveaux est arrondi à l'euro inférieur ou supérieur en fonction du montant initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 050-3069/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la fixation des tarifs 2018 des concessions funéraires et des caveaux du cimetière communautaire de Ceyreste.
- La circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 du Ministère de l'Intérieur relative à la construction des caveaux par les communes
- L'information au conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer le tarif des concessions funéraires susceptibles d'être perçues à l'occasion du fonctionnement des services intercommunaux de cimetières ;
- ☐ Que les tarifs des caveaux doivent être exclusivement fixés sur le prix réel de leur construction.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 050-3069/17/CM du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Les tarifs de concessions applicables à compter du 1er janvier 2018 sont fixés comme suit :

DUREE CONCESSIONS	TYPE DE CAVEAUX (SUPERFICIE)	PRIX des CONCESSIONS
Concession 15 ans	4 places (2,45 m2)	2 273 euros
	6 places Type A (4,9 m2)	3 409 euros
	6 places type B (3,67 m2)	3 409 euros
Concession 30 ans	4 places (2,45 m2)	4 545 euros
	6 places Type A (4,9 m2)	6 818 euros
	6 places type B (3,67 m2)	6 818 euros
Case Columbarium 15 ans	0,25 m2	459 euros
Case Columbarium 30 ans	0,25 m2	918 euros

Les tarifs des caveaux applicables à compter du 1er janvier 2018 sont les suivants :

Article 3 :

TYPE DE CAVEAUX	PRIX HT	PRIX TTC
CAVEAUX DE 4 places	1 343 € HT	1 612 euros TTC
CAVEAUX DE 6 places Type A	1 464 € HT	1 757 euros TTC
CAVEAUX DE 6 places type B	1 359 € HT	1 631 euros TTC
Frais pour CAVEAU PROVISOIRE		10 euros par jour

Article 4 :

Les recettes correspondantes seront constatées :

- Au Budget principale Métropole pour la vente des caveaux - Sous-Politique F230 - Nature 7018 -code gestion : 026026 ;
- Au Budget du territoire Marseille Provence pour la vente des concessions - Sous-Politique F210 – Nature 70311 – code gestion : 3SEC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 057-4109/18/CM

**■ Approbation du document "Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre"
MET 18/7621/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, créée au 1^{er} janvier 2016, doit élaborer un Projet métropolitain conformément à l'article L5218-7 du CGCT.

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Elle souhaite en faire le projet collectif de ce grand territoire et entend porter une ambition partagée et des priorités fortes. Il s'agit là de doter l'ensemble des politiques sectorielles et projets conduits par la Métropole d'une inspiration stratégique de long terme.

Sa forme et son contenu n'étant pas codifiés, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix de concevoir ce Projet comme un large processus d'appropriation des enjeux métropolitains et de co-construction et de s'appuyer sur des méthodes d'animation originales et participantes : le concept de « La Fabrique du Projet ».

La « Fabrique » incarne trois finalités de cette démarche inédite :

- affirmer une étape de « fabrication » des contenus comme un temps de dialogue et d'échanges nécessaire ;
- favoriser une expression libre, sans a priori, pour définir l'ambition, le cap de ce Projet métropolitain ;
- organiser un dialogue créatif, une co-construction entre élus et représentants du monde socio-économique (Conseil de développement), avec l'appui de la sphère technique.

Ainsi, depuis le lancement de la démarche par le Président de la Métropole en février 2017, de nombreuses rencontres associant largement les élus et le Conseil de développement, avec l'appui des techniciens de la Métropole et des agences d'urbanisme, ont été organisées sur l'ensemble du territoire et dans des formats variés : Ateliers d'intelligence collective organisés à thecamp, réunions du Groupe de travail de la Conférence des Maires, rencontres des Conseils de territoire, assemblées plénières du Conseil de développement, Débat avec les CIQ, Conférence-débat à la Foire de Marseille, réunions de l'Equipe-Projet et Collectifs Managers de la Métropole, etc.

Pour préparer le Projet métropolitain, la Métropole ne partait pas d'une feuille blanche et a puisé dans les documents et schémas déjà approuvés (Agenda mobilité, Agenda du développement économique) et dans le vivier du « futur engagé », c'est-à-dire de l'ensemble des projets avancés par les collectivités et les forces vives depuis plusieurs années.

Ce foisonnement de format et d'acteurs a permis de :

- s'accorder sur un diagnostic transversal des enjeux à travers 7 paradoxes métropolitains ;
- définir des valeurs, socles d'une identité commune ;
- établir une ambition globale pour amplifier la création d'emploi et offrir une qualité de vie au quotidien à l'ensemble des habitants ;
- énoncer 12 engagements métropolitains qui placent le citoyen au cœur du Projet et sont autant de priorités qui doivent guider l'ensemble des politiques territoriales à l'œuvre pour leur permettre de « Vivre

mieux », de « Vivre monde », de « Vivre ensemble » et de préserver et valoriser « l'art de Vivre » Aix-Marseille Provence.

Ce riche matériau, travaillé au sein de la « Fabrique du Projet », est l'essence d'« Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre », document qui pose les fondements du Projet métropolitain et fixe le cap pour bâtir d'ici 25 ans une Métropole ouverte, solidaire et responsable où il fait bon vivre.

Le Projet métropolitain étant vu comme un processus continu, ce document représente l'atteinte d'un premier pallier, posant la pierre angulaire d'une démarche appelée à se poursuivre par d'autres étapes. Dans le même esprit d'échange et de co-construction, il s'agira de décliner ces 12 engagements en objectifs quantifiés, en démarches stratégiques, en déclinaisons territorialisées et en projets concrets.

Ce document se veut également une base de dialogue et de rapprochement avec l'Etat et l'ensemble des partenaires institutionnels de la Métropole pour obtenir leur soutien technique et financier dans la mise en œuvre des engagements du Projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information aux Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'une démarche transversale de connaissance et d'appropriation des enjeux à la grande échelle ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- La nécessité qu'Aix-Marseille-Provence définisse une stratégie d'ensemble, ambitieuse, lisible et partagée à même de garantir son attractivité et le bien-être de ses habitants ;

Délibère

Article unique :

Est approuvé le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 058-4110/18/CM

■ **Lancement de la démarche Mécénat au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence - Approbation d'une charte éthique - Adhésion à l'Admical et paiement de la cotisation 2018**
MET 18/7550/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les collectivités territoriales sont devenues en quelques années des acteurs majeurs du mécénat dans les territoires. Hier souvent habituées à faire appel aux dons pour des initiatives ponctuelles, elles pérennisent et structurent aujourd'hui leurs recherches de fonds privés afin de répondre à la baisse des dotations de l'Etat.

On note d'ailleurs que depuis la loi Aillagon sur le mécénat en 2003, le mécénat connaît une croissance exponentielle en France, mais les collectivités qui développent ce type de financements restent encore peu nombreuses.

Plus communément considérée comme un vecteur de communication, la démarche mécénat s'inscrita demain dans le dispositif d'ingénierie de financement, de visibilité et d'appropriation des projets ou actions conduits par la collectivité.

Dans ce contexte et considérant les contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes auxquelles nos collectivités doivent faire face, Aix-Marseille-Provence souhaite associer les acteurs privés aux projets de la collectivité à travers l'acte de don.

Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi dégager des ressources nouvelles et affirmer sa proximité avec les forces vives économiques du territoire et les administrés. Cette démarche permettra ainsi d'impliquer les particuliers et les acteurs économiques

dans les projets du territoire car la vocation de la Métropole est bien d'être au cœur de l'animation partenariale du territoire et des financements de projets.

1. Le cadre juridique

Le mécénat est défini par la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat comme une libéralité, un don. Il s'agit d'un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général », à la différence du sponsoring ou parrainage qui implique la recherche d'un bénéfice commercial et publicitaire direct pour le partenaire.

Le don effectué dans le cadre du mécénat peut prendre trois formes :

Le mécénat financier qui est un don en numéraire, Le mécénat en nature qui est un don de biens, produits, fourniture, etc.

Le mécénat en compétences qui est la mise à disposition de moyens humains et/ou matériels de la part de l'entreprise, sur le temps de travail.

Le mécénat implique d'une part le partage d'une culture commune sur le territoire et d'autre part un partage de valeurs et de notoriété institutionnelle pour le mécène et pour Aix-Marseille-Provence.

Dans ce contexte, et en tant qu'acteur responsable, la Métropole souhaite se doter d'une Charte éthique pour encadrer ses relations avec les mécènes et les donateurs.

Cette charte aura en effet pour objectif de rappeler le cadre fiscal encourageant le mécénat et de promouvoir une vision éthique du mécénat.

La Métropole souhaite ainsi mettre en place des outils qui sécuriseront le dispositif et définiront le périmètre d'acceptation des dons.

Le mécénat de la Métropole s'adressera aussi bien aux entreprises et à leurs associations, qu'aux fondations ou aux particuliers. Ainsi, en fonction de ses capacités, tout acteur privé qui le souhaite et répond aux principes énoncés dans la charte éthique pourra participer à un projet de la collectivité éligible au mécénat.

2. La stratégie

Lancer une politique de mécénat nécessite en amont que la collectivité définisse sa vision en la matière et élabore une véritable stratégie.

Cette stratégie doit partir des besoins de la collectivité et tenir compte de ses spécificités, ses valeurs, et ses contraintes.

Au cœur du processus de fabrication du Projet Métropolitain, ont collectivement émergé des valeurs,

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

des orientations et des projets. Ce foisonnement s'est cristallisé autour de quatre ambitions qui racontent à la fois les atouts et les défis du territoire, l'idéal souhaité demain et la réalité constatée aujourd'hui. Elles placent le citoyen et son « vivre métropolitain » au cœur des préoccupations que sont :

Le « vivre mieux » : le défi de la qualité de vie

Le « vivre monde » : le défi du rayonnement et de l'attractivité

Le « vivre ensemble » : le défi de l'inclusion et de la citoyenneté

L'« art de vivre » : le défi du patrimoine naturel et culturel

Les projets métropolitains qui seront concernés par le mécénat pourront notamment relever du développement et de l'attractivité du territoire, ou concerner des événements ou équipements à rayonnement métropolitain voire des projets de restauration de patrimoine, ou protection et valorisation de l'environnement naturel.

La présente délibération a ainsi pour objet d'une part d'autoriser Monsieur le Président à lancer la démarche de mécénat au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'autre part d'adhérer à l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL) reconnue d'utilité publique.

L'adhésion à l'Admical confèrera ainsi à la Métropole de nombreux avantages, tels que l'accompagnement dans notre gestion de politique de mécénat, un support pour nos questions juridiques et fiscales, l'accès à de nombreuses ressources documentaires et informations actualisées sur le mécénat, au E-Répertoire des mécènes; des opportunités de communications sur les réseaux Admical ; l'accès à de nombreux événements et moments de rencontres et networking avec d'autres acteurs de l'écosystème (Mécènes Forum, Les Labs...)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération HN 010-012/16/CM du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour conclure en matière de recettes, sur le fondement de l'article L. 5211-10 du CGCT, des opérations de mécénat et signer les conventions afférentes en matière de mécénat en nature ou dons de biens, de compétences, ou financiers.
- Les statuts de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de lancer une démarche Mécénat au sein de la Métropole Aix Marseille Provence,
- La nécessité de cadrer la mise en œuvre de la démarche Mécénat vis-à-vis de nos donateurs par des outils tels que la Charte éthique
- L'utilité d'être accompagné par une association reconnue d'utilité publique pour des questions juridiques et fiscales et d'avoir accès à des ressources documentaires à jour dans le domaine du mécénat

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la démarche Mécénat au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la charte éthique qui sera annexée à toute convention avec un mécène.

Article 3 :

Sont approuvés l'adhésion à l'Admical, association reconnue d'utilité publique et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 950 euros.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif de l'exercice 2018 de la Métropole voté, Sous politique B312 Fonction 020 Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

FAG 059-4111/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7624/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en

tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces

compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'ALLAUCH, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Allauch telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 060-4112/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cary le Rouet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7625/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel

relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Carry le Rouet, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry le Rouet telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 061-4113/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7626/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de CASSIS, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de CASSIS telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 062-4114/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gemenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7627/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec,

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de GEMENOS, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de GEMENOS telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 063-4115/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7628/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur

confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de La Ciotat, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat telle qu'annexée à la présente.

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 064-4116/18/CM

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7629/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec,

notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Marignane, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 065-4117/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7630/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Marseille, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 066-4118/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7631/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Sausset-les-Pins, des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- Compétence Planification Urbaine
- Compétence Pluvial
- Compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sausset-les-Pins telles qu'annexées à la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 067-4119/18/CM

**■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7632/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;

- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance

- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;

- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'a pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article

L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Ceyreste, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 26 juin 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste telle qu'annexée à la présente.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 068-4120/18/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs MET 18/7611/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes ;

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

**■ Approbation du règlement de formation
métropolitain
MET 18/7643/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le premier règlement de formation métropolitain est le fruit d'un travail collaboratif des représentants « formation » des 6 Conseils de Territoire, organisés en groupe de travail. Il a été établi à partir d'un état des lieux des pratiques et cadres réglementaires de chaque Territoire et retravaillé à l'échelon métropolitain avec comme objectif principal de garantir l'égalité d'accès à la formation de tous les agents métropolitains.

En effet, la formation est un outil essentiel qui fait de l'agent, l'acteur principal de son parcours professionnel.

La formation :

- permet d'assurer une cohérence entre les orientations générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les souhaits des agents et des services ;
- favorise le développement des compétences et améliore l'organisation et la qualité des services ;
- contribue à l'intégration et à la promotion sociale des agents, facilite leur mobilité et leur réorientation professionnelle ;
- contribue à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences ;
- constitue un outil indispensable dans la recherche d'un accroissement constant de la qualité du service public.

Le règlement de formation est un document qui rappelle le cadre légal de la formation.

Il permet à chaque agent de connaître :

- ses droits et obligations en matière de formation
- ses interlocuteurs
- les procédures internes à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Afin de favoriser son accessibilité à tous les agents, ce document, interactif, est constitué d'une première partie de présentation générale succincte intégrant :

- le cadre réglementaire
- les acteurs
- le plan de formation
- les dispositifs de formation
- le compte personnel de formation
- les outils de développement professionnel
- les conditions d'exercice de la formation
- les contacts utiles
- le glossaire

complétée par une présentation plus détaillée, sous forme de fiches outils :

Fiche outil n°1 - Formations statutaires obligatoires : formation d'intégration
Fiche outil n°2 - Formations statutaires obligatoires : Formations de professionnalisation
Fiche outil n°3 - Formations avec incidence financière / colloques – séminaires - congrès
Fiche outil n°4 - Formations en Santé et Sécurité au Travail
Fiche outil n°5 - Préparation CNFPT aux concours et examens
Fiche outil n°6 - Acquisition des savoirs fondamentaux
Fiche outil n°7 - Le coaching professionnel
Fiche outil n°8 - La médiation
Fiche outil n°9 - Accompagnement à la prise de poste de manager de proximité
Fiche outil n°10 - Bilan de compétences
Fiche outil n°11 - Validation des acquis de l'expérience (VAE)
Fiche outil n°12 - La reconnaissance de l'expérience professionnelle (R.E.P)
Fiche outil n°13 - Congé de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique. En partie commune aux trois Fonctions Publiques, elle introduit le Droit Individuel à la Formation ;
- La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale qui fournit les bases juridiques du nouveau dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- L'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;
- Le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2008-513 du 29 mai 2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1385 du 29 octobre 2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvé le règlement de formation métropolitain ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions, et tous les documents afférents aux actions de formation présentées dans ce règlement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole, Chapitre : 011 - Nature : 6184 - Fonction : 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 070-4122/18/CM

■ Approbation du plan de formation triennal métropolitain 2018-2020 MET 18/7644/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport a pour objet de présenter le premier plan de formation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fruit d'un travail collaboratif des équipes « formation » des 6 Conseils de Territoire, organisées d'abord en groupe de travail jusqu'en septembre 2017, et, depuis cette date, en service métropolitain de la formation.

A caractère obligatoire (loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale), le plan de formation est un outil stratégique, articulé aux projets de la collectivité. Il constitue un document de référence et de communication précisant le contexte et le sens dans lesquels les formations doivent s'inscrire.

La politique de formation de la Métropole vise à développer les compétences individuelles et collectives de ses collaborateurs au regard des objectifs stratégiques de la collectivité mais aussi des souhaits d'évolution professionnelle des agents. Cette politique est déclinée et mise en œuvre dans le cadre du plan de formation.

Cette organisation pluriannuelle, en s'appuyant sur un travail d'analyse et d'anticipation de l'évolution des compétences collectives et individuelles, offre une plus grande souplesse dans la programmation et la priorisation des actions de formation. Elle permet une meilleure gestion des départs en formation des agents (système glissant permettant les reports d'une année à l'autre) et, au final, optimise la gestion des dépenses liées à la formation.

Etabli dans un cadre triennal, le plan de formation est toutefois ajusté et consolidé chaque année à partir du recensement des besoins individuels et collectifs de la collectivité.

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Le travail d'analyse et d'anticipation a abouti à sa construction autour de 4 axes stratégiques :

1. Développer une culture managériale mobilisatrice et partagée par l'ensemble de la chaîne managériale, véritable levier de la performance collective permettant l'accompagnement des mutations métropolitaines ;
2. Renforcer l'adéquation emploi-compétences afin d'assurer le fonctionnement optimal de l'administration, y compris durant la période de stabilisation de la Métropole ;
3. Préserver la santé physique et mentale et la sécurité au travail en développant la connaissance, la prévention et le suivi des dangers, des risques et des expositions en milieu professionnel ; contribuer à l'amélioration des conditions de travail qui concourent à la qualité du service public de manière durable ;
4. Favoriser l'intégration et l'évolution professionnelles des agents par le renforcement des connaissances et des savoir-faire transversaux afin de répondre à l'impératif d'efficacité des services publics de la Métropole et de satisfaire les aspirations professionnelles de tous ses agents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;

- L'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;
- Le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan de formation métropolitain ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions, et tous les documents afférents aux actions de formation prévues dans le cadre de ce plan de formation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, exercices 2018 et suivants - Chapitre : 011 - Nature : 6184 - Fonction : 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 071-4123/18/CM

■ Approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7623/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré.

Néanmoins, en cas de refus de ceux-ci, la disposition précitée prévoit qu'ils sont alors à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transférée, mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée, auprès du président de l'organe délibérant de l'EPCI. Il en résulte que ces personnels sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences transférées n'ont pu intervenir, en totalité, au 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, le concours des communes concernées a été sollicité pour l'exercice de certaines compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle métropolitaine définie. Dès lors, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder d'une part, au transfert effectif du personnel, d'autre part, à la mise à disposition de plein droit d'agents affectés pour partie de leur temps de travail relevant des services suivants à compter du 1^{er} juillet 2018 :

- Plan Local d'Urbanisme
- Politique de la Ville
- GEMAPI

Les conventions de gestion conclues entre les communes et la Métropole au titre des compétences précitées cessent de produire leur effet au 30 juin 2018.

I : CONCERNANT LA COMPETENCE PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune d'Alleins

Un agent concerné par la mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée au titre de cette compétence. **(1)**

Commune d'Aubagne

Trois agents sont concernés par le transfert de plein droit au titre de cette compétence et deux agents sont concernés par la mise à disposition de plein droit sans limitation de durée. **(5)**

Commune d'Auriol

Un agent est concerné par la mise à disposition de plein droit sans limitation de durée au titre de cette compétence. **(1)**

Commune de Cabriès

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. **(1)**

Commune de Fuveau

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. **(1)**

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Commune de Lambesc

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de la Destrousse

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de La Fare-les-Oliviers

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Lançon-Provence

Un agent est concerné par la mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée au titre de cette compétence. (1)

Commune Le Tholonet

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune Les Pennes Mirabeau

Deux agents sont concernés par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (2)

Commune de Martigues

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Pélissanne

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Port de Bouc

Un agent est concerné par la mise à disposition de plein droit sans limitation de durée au titre de cette compétence. (1)

Commune de Rognac

Deux agents sont concernés par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (2)

Commune de Rognes

Deux agents sont concernés par la mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée au titre de cette compétence. (2)

Commune de Rousset

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Saint-Cannat

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Saint-Paul-lès-Durance

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Saint Mitre les Remparts

Un agent est concerné par la mise à disposition de plein droit sans limitation de durée au titre de cette compétence. (1)

Commune de Salon-de-Provence

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Sénas

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Trets

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Véloux

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Venelles

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Commune de Ventabren

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Pour les communes de Belcodène, Berre l'Etang, Bouc-Bel-Air, Charleval, Coudoux, Cuges les Pins, La Barben, La Penne-sur-Huveaune, La Roque d'Anthéron, Mallemort, Meyrargues, Peypin, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquevaire, Saint Savournin, Saint Zacharie, Simiane-Collongue, Vitrolles, au vu des faibles quotités du temps de travail et d'un commun accord avec les communes, aucun transfert ni de mise à disposition d'agent ne sera opéré au titre de cette compétence.

II : CONCERNANT LA POLITIQUE DE LA VILLE

Ce transfert ne concerne que la commune d'Aubagne

Pour la commune d'Aubagne

Quatre agents sont concernés par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (4)

III : CONCERNANT LA COMPETENCE GEMAPI**Pour la commune d'Aubagne**

Un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de cette compétence. (1)

Pour les communes de Cabriès, Lambesc, Pertuis, La Fare-les-Oliviers, La Destrousse, Auriol, Vitrolles, Allauch, Berre l'Etang, Cassis, Gémenos, Istres, Marignane, Marseille, Septèmes-les-Vallons, Simiane-Collongue, au vu des faibles quotités du temps de travail et d'un commun accord avec les communes, aucun transfert ni de mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et le détail des prévisions des effectifs transférés et mis à disposition de plein droit par compétence et commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert et la mise à disposition de plein droit des personnels liés aux transferts des compétences tels que prévus par la législation au 1^{er} juillet 2018, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts et à la mise à disposition de plein droit de ces personnels et actes suivants y afférant.

Article 3 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 072-4124/18/CM

■ Approbation du transfert d'un agent dans le cadre du transfert de compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7634/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018 ;

Dans ce cadre, la Métropole est devenue l'autorité de rattachement de la Régie des Eaux de Venelles par délibération DEA 050-3358/17/CM du conseil de la métropole du 14 décembre 2017 et a conclu des conventions de gestions avec les autres communes du territoire du pays d'Aix pour l'exercice de la compétence eau et assainissement.

En parallèle, la réflexion menée par la Métropole tend à privilégier un mode de gestion directe de ces services sur le territoire du Pays d'Aix, en raison de la nécessité de maintenir les modes de gestion préexistants. C'est pourquoi, compte tenu de l'échéance du 1^{er} janvier 2019 et afin d'assurer la continuité des services publics, il est aujourd'hui proposé de faire évoluer la Régie des Eaux de Venelles afin de créer une seule Régie pour les services de l'eau et de l'assainissement collectif sur ce territoire. Cette régie sera en mesure à l'horizon du 1^{er} janvier 2019 de prendre en charge effective l'activité de ces deux services publics à caractère industriel et commercial (SPIC).

Cette régie sera désormais dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix » et le siège sera fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix en Provence, verra son activité opérationnelle étendue à compter du 1^{er} janvier 2019.

Afin de préparer la mise en œuvre opérationnelle de la « Régie des Eaux du Pays d'Aix », il est proposé de procéder dans un premier temps au transfert effectif du futur Directeur Général de la régie au 1^{er} juillet 2018.

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et le détail de l'effectif transféré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 050-3358/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du principe de transfert de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de plein droit de l'agent lié aux transferts des compétences tels que prévus par la législation au 1^{er} juillet 2018, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte du transfert de personnel et du poste précité.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts et à la mise à disposition de plein droit de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

FAG 073-4125/18/CM

**■ Modalités de transfert des agents chargés de la mise en œuvre de la compétence facultative en matière d' "Espaces publics numériques" aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts
MET 18/7636/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :
Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait la compétence facultative en matière de « Développement des Espaces Publics Numériques » : Destinée à l'accompagnement aux usages numériques pour tous les publics, un Espace Public Numérique propose des activités d'initiation ou de perfectionnement variées et encadrées, par le biais d'ateliers collectifs, mais également dans le cadre de médiations individuelles et de plages réservées à la libre consultation.

Cette compétence était exercée sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six ex-EPCI regroupés a révélé que la compétence décrite ci-dessus n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire des trois communes précitées, aucune autre commune extérieure à ce territoire n'ayant confié ladite attribution à l'un des EPCI fusionnés.

Dans sa séance du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole s'est prononcé en faveur de la restitution de la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts.

Cette restitution est effective à compter du 1^{er} janvier 2018.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle elles seraient en mesure d'assurer le plein exercice de la compétence, les communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ont confié pour chacune, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, par convention, la gestion de cette compétence pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018 sachant que les parties se laissent la faculté de modifier d'un accord commun l'étendue dans le temps de la convention.

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de compétence aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Les onze agents œuvrant dans ces structures font l'objet d'une attention toute particulière de la Métropole et des communes concernées, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Onze postes en équivalent temps plein sont concernés par ce transfert (cf. tableau annexé).

Les modalités de ce transfert de personnels sont soumises aux dispositions prévues par les articles du Code Général des Collectivités suivantes :

L'article L.5111-7 du CGCT dispose en effet que « *I. – Dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la présente partie, ceux-ci conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale* ».

Au-delà, l'article L. 5211-4-1 IV bis du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et agents territoriaux contractuels transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres. Ces conventions sont soumises pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès des communes. Elles sont notifiées aux agents non titulaires et aux fonctionnaires concernés, après avis des comités techniques.

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L5218-1 et suivants, L5211-4-1 IV bis 2, L5211-17 et L5211-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 101-3120/17/CM du 14 décembre 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « Développement des Espaces Publics Numériques » ;
- La délibération FAG 198-3217/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des conventions de gestion aux compétences transférées aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts au 1er janvier 2018.
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la restitution de la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques », il convient de décider de la répartition des agents qui sont liés, pour la totalité de leurs fonctions, à la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du transfert des onze agents en charge de la mise en œuvre de la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques » pour la totalité de leurs fonctions aux communes de

Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts, au 1^{er} juillet 2018.

Article 2 :

Sont approuvées les trois conventions portant sur les conditions de répartition des onze agents liés à la compétence « Développement des Espaces Publics Numériques », entre la Métropole et les communes respectives de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 4 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnels et des postes précités.

Article 5 :

Est mis un terme d'un commun accord, entre les parties de chaque convention, à compter du 1^{er} juillet 2018, aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts, approuvées par délibération FAG 198-3217/17/CM du 14 décembre 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 074-4126/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole MET 18/7637/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la préparation des élections professionnelles prévues le 6 décembre 2018, il est proposé après concertation des organisations syndicales concernées, d'attribuer un crédit de temps syndical supplémentaire pour la préparation de ces élections.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Pour toutes les organisations syndicales ayant signé une déclaration d'intention de présenter au moins une liste lors de ces élections, ce temps syndical supplémentaire prendra la forme d'une augmentation des décharges d'activité de service.

L'augmentation sera attribuée au prorata des résultats obtenus aux élections professionnelles de 2016 pour le Comité Technique. Il correspond à un crédit de temps supplémentaire de 30 % par rapport aux droits initiaux issus des résultats des élections professionnelles du 8 décembre 2016.

Par ailleurs, si plusieurs organisations syndicales ont présenté une liste commune de candidats lors des élections professionnelles de 2016, le crédit d'heure est accordé au titre de cette même liste et non à chaque organisation syndicale qui la compose.

Ce crédit supplémentaire est attribué de manière temporaire pour la préparation des élections professionnelles. Il est attribué à compter du 15 juillet 2018 et prendra fin le jour du scrutin fixé le 6 décembre 2018.

Cette allocation supplémentaire s'inscrit dans la volonté de pérenniser un cadre de dialogue social favorable dans l'intérêt des agents de la Métropole.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°1 au protocole annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2014-1319 du 4 novembre 2014 relatif aux conditions d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

- La circulaire du 20 janvier 2016 relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- La délibération FAG 035-1767/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 ;
- Le protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole ;
- L'avis du Comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'allouer un crédit d'heures de décharges d'activité de service dans le cadre de la préparation des élections professionnelles du 6 décembre 2018 tenues au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à signer l'avenant n°1 au protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 au protocole d'accord relatif aux moyens syndicaux alloués aux organisations syndicales élues à l'issue des élections professionnelles de la Métropole du 8 décembre 2016 annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

FAG 075-4127/18/CM

■ Définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 18/7662/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a entériné la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) à compter du 1er janvier 2016. La loi NOTRe du 7 août 2015 a précisé le régime de la métropole, issue de la fusion de 6 EPCI.

Ces six collectivités avaient des modalités d'organisation et d'aménagement du temps de travail différentes, liées à leur histoire. La mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessite de fixer de nouvelles modalités d'organisation pour assurer le fonctionnement du service public et permettre aux agents métropolitains de partager les mêmes règles de travail.

Conformément à l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il est proposé d'organiser le temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions précisées ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2019.

➤ **Champs d'application – Agents concernés**

Sont concernés par les dispositions suivantes les agents titulaires, stagiaires, contractuel, à temps complet, non complet ou temps partiel, des catégories A, B et C sont dénommés « agents ».

➤ **Durée annuelle de travail**

Conformément au décret n°2000-815 du 25 août 2000, la durée légale annuelle de travail effectif est de 1 607 heures, incluant la journée de la solidarité. Cette durée annuelle de 1 607 heures s'applique à tous les agents métropolitains. qui ne sont pas soumis à des sujétions particulières et tout dispositif législatif et/ou réglementaire entraînant une diminution de la durée du temps de travail.

➤ **Durée annuelle de travail des agents soumis à sujétions particulières**

Pour tenir compte des sujétions particulières liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail de dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles et dangereux, la durée annuelle de travail des agents

concernés par ces rythmes et conditions de travail peut, après avis du Comité Technique, être diminuée.

Ces régimes dérogatoires feront l'objet d'une délibération ultérieure adoptée avant le 31 décembre 2018 qui définira les agents soumis aux sujétions particulières conformément à l'article 2 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001.

Dans cette attente, tous les agents soumis à ces sujétions particulières continuent de travailler selon les durées annuelles de travail réduites telles qu'elles ont été adoptées par les assemblées délibérantes des anciens EPCI avant leur fusion en Métropole Aix-Marseille-Provence.

➤ **Temps de travail effectif**

Le temps de travail s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à leurs directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles (article 2 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique).

Les absences liées à l'exercice du droit syndical et le temps pendant lequel l'agent suit une formation professionnelle sont considérés comme du temps de travail effectif.

Le temps de travail exclu du temps de travail effectif comprend notamment :

La pause méridienne d'une durée de 45 minutes minimum,

Le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail désigné comme tel par l'employeur,

L'astreinte effectuée au domicile de l'agent et indemnisée dans les conditions du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération et de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale.

➤ **Congés annuels**

Aux termes de l'article 1er du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, les agents en activité ont droit, sous réserve des nécessités de service, pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois les obligations hebdomadaires de service.

Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouvrés.

Les congés annuels, ainsi que les congés fractionnés, doivent être consommés avant le 31 décembre de l'année.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Les jours de congés non soldés au 31 décembre de l'année pourront venir alimenter le compte épargne temps conformément au dispositif mis en œuvre au sein de la Métropole.

Toutefois et sous conditions, le report de jours de congés non pris à cette date, en raison des nécessités de service, sera possible sur autorisation exceptionnelle de l'autorité territoriale, dans la limite du 31 mars de l'année suivante.

➤ Congés fractionnés

Un jour de congé supplémentaire est attribué aux agents dont le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre, est de 5, 6 ou 7. Il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à 8 jours.

Dès lors qu'un agent remplit les conditions pour y prétendre, les jours de fractionnement sont de droit et sont limités à 2. Ils ne sont pas pris en compte dans le calcul des 1607 heures.

➤ Organisation des cycles de travail

Le travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence est organisé selon des périodes de référence nommées cycles de travail.

Le cycle de travail de base est de 35 heures hebdomadaires pour un agent à temps plein, réparties sur 5 journées de 7 heures :

FORMULE 1 (*)	
Nombre de jours travaillés / semaine	5
Nombre d'heures de travail / jour	7h00
Nombre d'heures de travail / semaine	35h00
Nombre de jours de congés annuels	25
Nombre de jours de RTT	0

(*) hors journée de solidarité

Sous réserve des nécessités de service et après accord du chef de service, l'agent peut être autorisé à travailler selon un cycle de travail différent :

FORMULE 2 (*)	
Nombre de jours travaillés / semaine	5
Nombre d'heures de travail / jour	7h30
Nombre d'heures de travail / semaine	37h30
Nombre de jours de congés annuels	25
Nombre de jours de RTT	15

(*) hors journée de solidarité

FORMULE 3 (*)	
Nombre de jours travaillés / semaine	5
Nombre d'heures de travail / jour	7h43
Nombre d'heures de travail / semaine	38h35
Nombre de jours de congés annuels	25
Nombre de jours de RTT	21

(*) hors journée de solidarité

FORMULE 4 (*)	
Nombre de jours travaillés / semaine	5
Nombre d'heures de travail / jour	8h00
Nombre d'heures de travail / semaine	40h00
Nombre de jours de congés annuels	25
Nombre de jours de RTT	29

(*) hors journée de solidarité

En fin d'année N, un changement de formule peut être examiné, soit à l'initiative de l'encadrant sur nécessités de service, soit à la demande de l'agent, il doit être opéré avant le 1er janvier de l'année N+1.

➤ Contrôle du temps de travail

Chaque encadrant s'assure du respect des cycles de travail de ses agents dans le cadre des dispositions susvisées.

Pour les territoires qui disposent d'outils de contrôle du temps de travail, ces dispositifs sont maintenus et conservent leur fonctionnalité de crédit et de débit de temps.

La Métropole engagera une réflexion pour développer la mise à disposition d'outils de contrôle du temps de travail.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

➤ Jours de RTT

Les jours de RTT doivent être consommés avant le 31 décembre de l'année, ils sont fractionnables par demi-journée minimum et sont cumulables avec les congés annuels.

L'attribution des jours de RTT est liée à la présence effective de l'agent pendant la période de référence qui est l'année civile. Ils sont acquis dès lors que le temps de travail retenu pour le service a été

effectivement réalisé. Ainsi, tout agent absent pour une durée consécutive ou discontinue au cours de l'année civile, verra ses droits à RTT de l'année suivante réduits.

Le quotient réglementaire de réduction est égal au nombre de jours travaillés par an divisé par le nombre de jours de RTT.

Le tableau ci-dessous vous en détaille la mise en œuvre selon la formule de RTT :

FORMULES	L'impact des absences médicales sur les RTT	
	nombre de jours d'arrêts par an / par tranche de :	Nombre de jour de RTT en moins
FORMULE 2	15 jours	0,5
FORMULE 3	11 jours	1
FORMULE 4	8 jours	1

➤ Journée de solidarité

Les 4 formules de temps de travail ci-dessus n'incluent pas la journée de solidarité.

Mise en place depuis 2004, la journée de solidarité a pour objet de financer des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Elle est applicable aux agents titulaires et contractuels de la fonction publique territoriale et prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée.

En application de l'article 6 de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004, tous les agents quel que soit la formule choisie travailleront 2 mn de plus par jour afin de répondre au titre de la journée de solidarité.

Les agents peuvent moduler leurs horaires journaliers de travail, sous réserve des nécessités de service, dans le cadre d'un dispositif d'horaires variables.

L'organisation des horaires variables doit être déterminée, en accord avec la hiérarchie, en tenant compte des missions spécifiques des services, des nécessités du service public ainsi que des heures d'affluence du public.

Les agents effectuent leur temps de travail en respectant des plages horaires fixes, qui correspondent aux heures pendant lesquelles les agents doivent être présents à leur poste de travail.

Les plages horaires variables et fixes sont arrêtées pour les 4 formules de temps de travail comme suit :

➤ Organisation de la journée de travail

L'aménagement du temps de travail dans les services ne doit pas générer de diminution de l'amplitude horaire d'ouverture au public.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

PLAGE HORAIRE VARIABLE	PLAGE HORAIRE FIXE	PAUSE MERIDIENNE (*)	PLAGE HORAIRE FIXE	PLAGE HORAIRE VARIABLE
7h30 - 9h00	9h00 - 12h00	12h00 - 14h00	14h00 - 16h00	16h00- 19h00

(*) avec 45 minutes de pause obligatoire.

➤ **Temps partiel et temps non complet**

Les agents à temps partiel voient leur temps de travail réduit comme suit, proportionnellement au temps de travail du personnel à temps complet :

Temps de travail	FORMULE 1 (*)			FORMULE 2 (*)			FORMULE 3 (*)			FORMULE 4 (*)		
	CA	RTT	h/sem.	CA	RTT	h/sem.	CA	RTT	h/sem.	CA	RTT	h/sem.
100 %	25	0	35h00	25	15	37h30	25	21	38h35	25	29	40h00
90 %	22,5	0	31h30	22,5	13,5	33h45	22,5	19	34h43	22,5	26	36h00
80 %	20	0	28h00	20	12	30h00	20	17	30h51	20	23	32h00
70 %	17,5	0	24h30	17,5	10,5	26h15	17,5	15	27h00	17,5	20,5	28h00
60 %	15	0	21h00	15	9	22h30	15	13	23h08	15	17,5	24h00
50 %	12,5	0	17h30	12,5	7,5	18h45	12,5	10,5	19h17	12,5	14,5	20h00

(*) hors journée de solidarité

Les droits à congés annuels (CA) et à RTT sont calculés au prorata de la durée des services accomplis, de la formule et de la quotité de temps de travail.

Le ou les jour(s) de temps partiel est ou sont obligatoirement à prendre dans un cadre hebdomadaire. A titre d'exemple, un agent à 90% travaille 4,5 jours / semaine, à 80% travaille 4 jours/semaine, ...

Le temps de travail des agents à temps non complet est organisé par référence à un cycle hebdomadaire.

Le nombre de jours de congés annuels est calculé proportionnellement au temps de travail du personnel à temps complet.

➤ **Garanties minimales de repos**

La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives.

Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures.

La durée quotidienne de travail ne peut excéder 10 heures.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures.

L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.

Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures, ou une autre période de 7 heures consécutives comprises entre 22 heures et 7 heures.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

Il est possible de déroger à titre exceptionnel aux garanties minimales, sur une période limitée et par décision expresse de l'administration, qui en informe

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

les instances paritaires compétentes, en cas de force majeure, justifiée notamment par :

- La protection des personnes et des biens ;
- La sécurité publique ;
- Des événements climatiques particuliers.

➤ **Autorisation exceptionnelles d'absence (AEA)**

A l'occasion de certains événements familiaux ou liés à des motifs civiques, les agents peuvent bénéficier d'AEA, dans le cadre et selon les modalités prévues dans les anciens EPCI fusionnés. La Métropole engagera une réflexion pour harmoniser les dispositifs territoriaux et définir des AEA propres aux agents métropolitains.

➤ **Don de jour de repos**

En application du décret n° 2015-580 du 28 mai 2015, un agent public (titulaire ou non titulaire) peut effectuer un don de jour de repos non pris à un autre agent public qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants.

Les jours de repos pouvant faire l'objet d'un don sont :

- les congés annuels au-delà du 20ème jour
- les jours ARTT (en partie ou en totalité)
- les jours épargnés sur un compte épargne temps.

Le don ne donne lieu à aucune contrepartie et peut être effectué :

- à tout moment lorsqu'il porte sur des jours épargnés sur un CET,
- jusqu'au 31 décembre de l'année au titre de laquelle les jours de repos sont acquis lorsqu'il porte sur des jours non épargnés sur un CET.

L'agent qui souhaite renoncer à ses jours de repos non pris, doit effectuer sa demande par écrit, après accord de sa hiérarchie, à l'attention de l'autorité territoriale.

L'agent qui souhaite bénéficier d'un don de jours formule sa demande par écrit auprès de l'autorité territoriale, accompagnée d'un certificat médical détaillé remis sous pli confidentiel établi par le médecin qui suit l'enfant et attestant de la particulière gravité de la maladie, du handicap ou de l'accident.

Le don est fait sous forme de jour entier quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie.

L'autorité territoriale dispose de 15 jours ouvrables pour informer l'agent bénéficiaire du don de jours de repos.

La durée du congé dont l'agent peut bénéficier à ce titre est plafonnée à 90 jours par enfant et par an.

L'absence du service au titre des jours de repos donnés peut :

- être fractionnée à la demande du médecin,
- être cumulée avec les congés annuels,
- peut excéder 31 jours consécutifs.

En cas de non-utilisation des jours de repos ayant fait l'objet d'un don, l'agent bénéficiaire ne peut les verser sur un CET ni percevoir d'indemnité. Le reliquat de jours donnés qui n'ont pas été consommés par l'agent bénéficiaire au cours de l'année civile est restitué à l'autorité territoriale.

Pendant le congé, l'agent bénéficiaire a droit au maintien de sa rémunération, à l'exclusion des primes et indemnités non forfaitaires. L'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et le régime indemnitaire seront donc maintenus.

➤ **Dispositions transitoires**

L'année 2018, comme les années 2016 et 2017 qui ont suivies à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, est une année de transition qui permet la mise en place de la nouvelle organisation du temps de travail de la Métropole.

A ce titre, les agents issus des 6 anciens EPCI continuent de bénéficier des dispositifs de temps de travail qu'ils avaient dans leurs collectivités et ce jusqu'au 31 décembre 2018.

La collectivité s'engage à définir par délibération avant la fin de l'année 2018, les publics soumis à sujétions particulières tels que prévues à l'article 2 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001.

A partir de 2019, il sera mené un travail d'harmonisation des cycles de travail des agents soumis à sujétions particulières.

➤ **Modalités de suivi et d'évaluation de la démarche**

Un bilan de la mise en œuvre des modalités d'aménagement et de mise en œuvre de la réduction du temps de travail des agents de la Métropole sera présenté au premier Comité Technique de l'année 2020, après une année de mise en œuvre des modalités du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade ;
- Le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- Le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature
- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique ;
- Le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 089-14/12/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'harmonisation du temps de travail des agents métropolitain qui travaillent en cycle 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week-end ;
- L'ordonnance n°1801029 du 20 février 2018 du juge des référés du Tribunal Administratif

de Marseille prononçant la suspension de l'exécution de la délibération FAG 089-14/12/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'harmonisation du temps de travail des agents métropolitain qui travaillent en cycle 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week-end

- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de définir la durée et l'organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les règles de gestion du temps définies au sein de la présente délibération.

Article 2 :

Les règles de gestion du temps définies au sein de la présente délibération entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 3 :

La délibération FAG 089-14/12/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'harmonisation du temps de travail des agents métropolitain qui travaillent en cycle 5 jours de travail en journée et 2 jours de repos le week-end est rapportée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 076-4128/18/CM

■ Dispositif de Compte Epargne Temps (CET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modification MET 18/7661/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 091-3110/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole approuvé le dispositif relatif au Compte Epargne Temps de la Métropole Aix-Marseille-Provence en fixant dans le

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

respect de l'intérêt du service, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion du CET, ainsi que les modalités de son utilisation par les agents métropolitains en application du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps (CET) dans la fonction publique territoriale.

En application des dispositions de l'article 2 du décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale, il convient de supprimer au sein de la délibération FAG 091-3110/17/CM précitée, la mention relative au nombre de 11 jours maximum susceptibles d'alimenter annuellement les CET.

Ainsi, le paragraphe relatif aux règles de fonctionnement du CET de la délibération FAG 091-3110/17/CM du 14 décembre 2017 précitée est remplacé comme suit :

✓ Les règles de fonctionnement du CET

➔ Le CET peut être alimenté par :

- les jours de congés annuels non soldés dans l'année écoulée, à la condition que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année ne soit pas inférieur à 20 (sur la base d'un temps plein),
- les jours de RTT non soldés dans l'année écoulée,
- les jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1^{er} mai au 31 octobre.

Cette disposition ne s'applique pas aux agents placés sur un des congés de maladie prévus à l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'ensemble de l'année (1^{er} janvier/31 décembre), qui voient automatiquement le solde de leurs congés annuels reportés l'année suivante.

Par ailleurs, le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année est proratisé en fonction de la quotité de travail effectuée.

- ➔ Le nombre maximal total de jours maintenus sur le CET ne peut excéder 60 jours.
- ➔ La demande d'alimentation du CET doit parvenir à la Direction des Ressources Humaines entre le 1^{er} décembre de l'année N et le 31 janvier de l'année N+1, sur la base des droits à congés de l'année N.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique ;
- Le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 091-3110/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole approuvé le dispositif relatif au Compte Epargne Temps de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier la délibération FAG 091-3110/17/CM du 14 décembre 2017 relative au dispositif relatif au Compte Epargne Temps de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Article 1 :

Est supprimée au sein de la délibération FAG 091-3110/17/CM précitée, la mention relative au nombre de 11 jours maximum susceptibles d'alimenter annuellement les CET.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle rédaction du paragraphe relatif aux règles de fonctionnement du CET.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 077-4129/18/CM

■ Modalités de transfert des agents chargés de la mise en œuvre de la compétence facultative en matière de "santé" au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Martigues porté par le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique du Pays de Martigues MET 18/7635/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attributions de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait la compétence facultative en matière de santé :

- Gestion d'un observatoire intercommunal de la Santé,
- Ingénierie de projets d'intérêt communautaire (l'analyse des besoins du territoire, l'élaboration de plans d'action et l'accompagnement de projets en matière d'accès aux soins et d'accès aux droits de santé, d'offre de soins et d'offre médico-sociale, de santé environnementale),

- Organisation, soutien et participation aux réseaux de santé,
- Animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire (l'Atelier santé ville, le Contrat local de santé, le Conseil local de santé mentale, le journal d'information aux professionnels de santé).

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six ex-EPCI regroupés a révélé que la compétence décrite ci-dessus n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la métropole que sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts aucune autre commune extérieure à ce territoire n'ayant confié ladite attribution à l'un des EPCI fusionnés.

C'est pourquoi, dans sa séance du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole s'est prononcé en faveur de la restitution de la compétence « santé » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Dès l'annonce de la Métropole de restituer la compétence « santé » aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts, les Maires des trois communes ont fait part à Monsieur le Préfet, le 26 juin 2017, de leur souhait d'élargir la définition de la compétence « action sociale » du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique du Pays de Martigues créé le 23 juillet 2015, à la « santé ». Monsieur le Préfet a émis un avis favorable à l'extension des compétences du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique du Pays de Martigues par courrier en date du 17 octobre 2017 et autorisé les trois communes à en modifier les statuts, dès délibération par la Métropole de la restitution de la compétence « santé ».

En effet, les villes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts avaient confié par délibération concordantes des 2 et 3 juillet 2015, la compétence « action sociale » au Syndicat Intercommunal à Vocation Unique du Pays de Martigues dont l'objet unique est le portage du Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Martigues (CIAS).

Les villes souhaitant poursuivre, en solidarité, l'exercice de la compétence « santé » restituée, ont décidé de confier cette compétence au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Martigues.

A cet effet, les villes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts ont transféré, par délibérations concordantes, la compétence « santé » au SIVU et en ont modifié les statuts (délibération n°18-136 du 13 avril 2018 du conseil municipal de la Ville de Martigues, délibération n° 2018-09 du 29 mars

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

2018 du conseil municipal de la Ville de Port de Bouc, délibération n°2018/34 du 9 avril 2018 du conseil municipal de Saint-Mitre-les-Remparts).

Toutefois, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle le Centre Intercommunal d'Actions Sociale du Pays de Martigues soit en mesure d'assurer le plein exercice de la compétence « santé », les communes ont confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, par convention (Martigues : délibération n° 17-382 du 15/12/2017 – Port-de-Bouc : délibération n° 2017-124b du 12 décembre 2017 – Saint-Mitre-les-Remparts : délibération n° 2017-078 du 11 décembre 2017), la gestion de cette compétence pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les agents exerçant leurs fonctions dans le cadre des missions relatives à la compétence « santé » font l'objet d'une attention toute particulière de la Métropole et des communes concernées, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Neuf postes en équivalent temps plein sont concernés par ce transfert (cf. tableau annexé).

Les modalités de ce transfert de personnels sont soumises aux dispositions prévues par les articles du Code Général des Collectivités.

Concernant les neuf agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence transférées, l'article L. 5211-4-1 IV bis 2° du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et agents territoriaux contractuels transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L5218-1 et suivants, L5211-4-1 IV bis 2, L5211-17 et L5211-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 101-3120/17/CM du 14 décembre 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « santé » ;
- Les délibérations concordantes des trois communes créant le SIVU du Pays de Martigues en date des 2 et 3 juillet 2015 ;
- Le courrier de Monsieur le Préfet du 17 octobre 2017 autorisant l'extension des compétences du SIVU à la « santé » ;
- La délibération FAG 198-3217/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les Remparts au 1er janvier 2018 ;
- La délibération n° 18-136 du 13 avril 2018 du conseil municipal de la Ville de Martigues ; approuvant le transfert de la compétence « santé » au syndicat intercommunal à vocation unique et la modification des statuts du SIVU ;
- La délibération n° 2018-09 du 29 mars 2018 du conseil municipal de la Ville de Port de Bouc approuvant le transfert de la compétence « santé » au syndicat intercommunal à vocation unique et la modification des statuts du SIVU ;
- La délibération n° 2018/34 du 9 avril 2018 du conseil municipal de Saint-Mitre-les-Remparts approuvant le transfert de la compétence « santé » au syndicat intercommunal à vocation unique et la modification des statuts du SIVU ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la restitution de la compétence « santé », il convient de décider de la répartition des agents qui sont liés, pour la totalité de leurs fonctions, à la compétence « santé ».

Délibère

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Article 1 :

Est approuvé le principe du transfert des neuf agents en charge de la mise en œuvre de la compétence « santé » pour la totalité de leurs fonctions au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Martigues, au 1^{er} juillet 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention portant sur les conditions de répartition des neuf agents liés à la compétence « santé ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnels et des postes précités.

Article 5 :

Les trois conventions de gestion concernant cette compétence conclues entre les communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts et la Métropole cessent de produire leurs effets au 30 juin 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 078-4130/18/CM

■ Approbation d'un contrat de réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises "Cap Canailles" avec la société Crèche Attitude Joliette MET 18/7639/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009, l'assemblée délibérante a entériné les modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises "Cap Canailles" dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2^{ème} arrondissement), en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

Le dispositif contractuel afférent à cette prestation s'adosse sur :

- Un "Contrat Enfance et Jeunesse", convention d'objectifs et de financement conclue entre les entreprises réservataires et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Par délibération FAG 004-2004/17/CM du 18 mai 2017, le conseil métropolitain a approuvé ce « Contrat Enfance et Jeunesse », conventions d'objectifs et de financement, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020, soit pour une période de 4 ans (contrat n°18-0064)

- Un contrat de réservation de 12 berceaux conclu entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la société Crèche Attitude Joliette.

L'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 s'inscrit dans la continuité de l'action et de la qualité de service, et à ce titre, le pacte de gouvernance financier et fiscal, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016, affirme le maintien des avantages sociaux collectifs proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Afin de poursuivre les dispositifs d'amélioration des conditions de travail des agents métropolitains dans l'organisation de leur vie familiale, il est proposé de réserver 14 berceaux.

Par ailleurs, pour tenir compte de l'agenda scolaire, il est proposé de mettre en œuvre cette disposition dès le mois de septembre 2018 et ce pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 août 2022.

En application des dispositions financières dudit contrat, la participation de la Métropole pour l'année 2018 est ainsi fixée à 10 829 € par an et par berceau, soit un coût total de 606 424 € pour la réservation de 14 berceaux pour la période du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009 relative aux modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2^{ème} arrondissement) ;
- La délibération FCT 009-763/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation d'un contrat de réservation de berceaux conclu avec la Société Crèche Attitude Joliette à compter du 1^{er} janvier 2013, et ses avenants successifs ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 004-2004/17/CM du 18 mai 2017 portant approbation du Contrat Enfance Jeunesse, conclu avec la Caisse d'Allocation Familiales des Bouches-du-Rhône, au titre de la réservation de berceaux au sein de la crèche CAP Canailles
- La délibération FAG 077-3096/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°5 au contrat de réservation de berceaux n°13/2009 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018,
- Le contrat de réservation de berceaux, convention n°13/1009 notifié le 8 janvier 2013 entre la Communauté Urbaine et la société Crèche Attitude Joliette, gestionnaire de la structure d'accueil, et ses avenants successifs ;
- Le « Contrat Enfance et Jeunesse », convention d'objectifs et de financement n°18/0064, conclue entre les entreprises réservataires de berceaux et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, notifié le 26 janvier 2018 ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La poursuite des dispositifs d'action sociale permettant d'améliorer les conditions de travail des agents métropolitains ;

- La nécessité de réserver 14 berceaux auprès de la crèche inter-entreprises « Cap Canailles » en faveur du personnel métropolitain à compter du 1^{er} septembre 2018 ;
- La nécessité d'abroger la délibération FCT 009-763/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation d'un contrat de réservation de berceaux conclu avec la Société Attitude Joliette à compter du 1^{er} septembre 2018 ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée, à compter du 1^{er} septembre 2018, la délibération FCT 009-763/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation d'un contrat de réservation de berceaux conclu avec la Société Crèche Attitude Joliette.

Article 2 :

Est approuvé le contrat n°0004064 de réservation de 14 berceaux avec la société Crèche Attitude Joliette ci annexé, à compter du 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 4 ans.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce contrat de réservation de berceaux.

Article 4 :

Les crédits nécessaires soit 151 606 € (TTC) pour l'année 2018, sont inscrits au budget principal 2018 : chapitre 012, charges du personnel et frais assimilés, fonction 020, nature 6478.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 079-4131/18/CM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la création d'une crèche inter-entreprises dans la Tour La Marseillaise - Approbation d'un contrat de réservation de berceaux avec la société Crèche Attitude Parade
MET 18/7640/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

L'installation prochaine de services métropolitains dans la Tour la Marseillaise sera accompagnée d'une offre nouvelle en termes de confort, d'aisance et de convivialité. La mise en œuvre d'espaces dédiés participera à favoriser la qualité de vie au travail des agents qui y exerceront leurs fonctions.

Dès lors, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que réservataire de places au sein de la crèche inter-entreprise « la Marseillaise » répond à la poursuite de la démarche d'amélioration de l'action sociale menée en faveur de son personnel, et plus particulièrement des familles mais s'inscrit également dans le cadre de soutien au développement économique ressortant des compétences de ladite Métropole.

En vue de formaliser la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au projet, il convient de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante :

- le contrat de réservation de berceaux de 14 berceaux à conclure avec la société Crèche Attitude Parade, dédiée à la gestion de la structure d'accueil, pour une durée de 4 ans et 8 mois à partir du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2023.

En ce qui concerne, le Contrat Enfance et Jeunesse, convention d'objectifs et de financement à conclure avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, celui-ci fera l'objet d'une prochaine délibération.

Le contrat de réservation de berceaux a pour objet de fixer les modalités de réservation de 14 berceaux par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Crèche attitude Parade, gestionnaire de la structure et de définir les engagements des parties relativement à cette réservation de places.

La crèche est gérée par une filiale de la Société anonyme Crèche attitude « crèche attitude parade », prestataire spécialisé en création gestion de structures d'accueil de la petite enfance dont le siège social est situé à Boulogne Billancourt.

Cette structure, située au 3^{ème} étage de la tour proposera un multi-accueil des enfants âgées de 2 mois et demi jusqu'à la veille de leur 4^{ème} anniversaire des salariés des entreprises partenaires à savoir :

- un accueil à temps complet : accueil régulier, mode de garde principal
- un accueil à temps partiel : accueil de type halte-garderie
- un accueil d'urgence : en cas de défaillance du mode de garde principal

L'activité de l'établissement est organisée selon la réglementation également applicable aux crèches municipales (homologation du personnel et locaux par les services départementaux de la protection maternelle et infantile ; application aux familles de la tarification nationale « prestation de service unique »).

La direction de la crèche assure la gestion des inscriptions, des plannings et des relations avec les parents.

Cependant, afin de réaliser une sélection parmi les demandes de places formulées par le personnel, la direction de la crèche appliquera les critères objectifs de sélection, à caractère social, définis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Critère d'éligibilité : dans un premier temps, les inscriptions des familles sont acceptées sur la base des critères d'éligibilité suivants :

TYPE D'ACCUEIL	CRITERES D'ELIGIBILITE
Accueil régulier	L'un des deux parents est employé par la Métropole, en qualité d'agent stagiaire ou titulaire de la fonction publique, ou en qualité d'agent non titulaire de droit public
Accueil ponctuel (type halte-garderie et urgence)	L'un des deux parents est employé par la Métropole, en qualité d'agent stagiaire ou titulaire de la fonction publique, ou en qualité d'agent non titulaire de droit public, ou pour occuper un emploi saisonnier ou occasionnel

Critères d'attribution : dans un second temps, la sélection des inscriptions, et le choix des enfants sont effectués après le tri des inscriptions en tenant compte de l'organisation des plannings d'occupation de berceaux.

la direction de la crèche pour optimiser le taux d'occupation des berceaux, en tenant compte des facteurs suivants :

L'organisation des plannings d'accueil préconisée par

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

- ✓ L'équilibre des sections, pouvant varier d'une année à l'autre au regard de l'âge et de l'évolution des enfants, de la liste d'attente et de la répartition des 14 berceaux sur les différentes sections ;
- ✓ La date d'entrée demandée ;

- ✓ Le nombre de jours d'accueil demandés ;
- ✓ La date de pré-inscription.

Si cela ne suffit pas à sélectionner les demandes, la direction de la crèche se réfère au « scoring » (nombre de points résultant de l'application de critères sociaux pré-définis) pour départager les demandes.

CRITERES D'ATTRIBUTION	NOMBRE DE POINTS
Famille monoparentale	25 points
Demande de place pour un enfant porteur de handicap	25 points
Autre personne handicapée ou atteinte d'une maladie chronique dans le foyer	20 points
Plusieurs enfants entre 0 et 4 ans à faire garder (jumeaux, fratrie, etc.)	15 points
Situation particulière d'un des deux parents (recherche d'emploi, divorce en cours, horaires atypiques, etc.)	9 points
Mobilité interne	3 points

La Direction Générale adjointe des Ressources Humaines se réserve la possibilité de soumettre de façon prioritaire la demande de place d'un agent, en cas de signalement d'une situation particulière par l'assistance sociale du personnel.

En application des dispositions financières du contrat de réservation de berceaux, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixée à 14 500 € par an et par berceau, soit un coût total de 947 333 € pour la réservation de 14 berceaux pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2023.

Ce dispositif étendra le périmètre d'accueil en crèche inter-entreprises des enfants des agents métropolitains en permettant, en complément de l'accueil effectué par la crèche « Cap Canailles » une réservation de 28 berceaux au total, réparties entre les 2 sites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La poursuite des dispositifs d'action sociale permettant d'améliorer les conditions de travail des agents métropolitains en mettant en place une prestation nouvelle, susceptibles de répondre aux attentes du personnel métropolitain.

Délibère

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Article 1 :

Est approuvé le contrat n° 00004065 ci-annexé de réservation de berceaux avec la société Crèche Attitude Parade ci-annexée, à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 août 2023.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, évalués à 203 000 € (TTC) pour l'année 2019, seront inscrits au budget principal 2019, sous l'imputation : chapitre 012, charges du personnel et frais assimilés, fonction 020, nature 6478.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 080-4132/18/CM

■ Définition d'emplois et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité

MET 18/7642/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement, et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires au bon fonctionnement des services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°87-1098 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 055-2713/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 relative à la mise à jour des effectifs ;
- L'avis du Comité technique ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à création de postes budgétaires correspondants.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les définitions d'emplois comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

Pour le Pôle Infrastructures du Territoire Marseille Provence :

- Un chef de service études grands projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'activité du Service Etudes Grands Projets, piloter, organiser et encadrer une équipe chargée de réaliser les études techniques dans le domaine des infrastructures au sein de la Direction Etudes opérationnelles, apporter un appui technique, juridique et administratif dans ce domaine, manager des projets.

Profil : coordonner et organiser les tâches, évaluer les coûts d'un projet, connaître les évolutions techniques et réglementaires, sens de l'organisation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service espaces urbains et insertion architecturale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'activité du Service Espaces Publics et Insertion Architecturale, piloter, organiser et encadrer une équipe chargée de réaliser les études techniques dans le domaine de l'aménagement urbain et de l'insertion architecturale au sein de la Direction Etudes opérationnelles, apporter un appui technique, juridique et administratif dans ce domaine, manager des projets, apporter un appui technique dans ces différents domaines.

Profil : proposer des solutions techniques, concevoir et conduire un projet, connaître et veiller au respect de la réglementation, autonomie, capacité rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures ou diplôme d'architecture.

- Un chef de service grands aménagements et conduite d'opérations complexes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations des grandes opérations d'infrastructures, élaborer les programmes des projets proposés à l'arbitrage des élus (conseil communautaire), établir et suivre les plannings d'opération, assurer le suivi budgétaire des opérations.

Profil : évaluer la faisabilité d'un projet, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, dynamisme, esprit d'équipe. Diplôme d'ingénieur.

- Un chef de service grands travaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : conduire les opérations des grands projets d'infrastructures et aménagements urbains répondant aux grands axes de la politique de la Métropole, coordonner l'activité du Service, piloter, organiser et encadrer une équipe chargée de réaliser grands projets d'infrastructures et aménagements urbains répondant aux grands axes de la politique de la Métropole.

Profil : évaluer les coûts d'un projet, planifier les étapes d'un projet, connaître et maîtriser les techniques de CAO / DAO ou PAO, esprit d'initiative, sens de l'organisation. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service commission d'indemnisation amiable inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : organiser, accompagner et animer le fonctionnement d'une commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de grands chantiers de travaux publics, assister le Directeur Ressources dans le suivi et la coordination des dossiers et projets, concevoir et rédiger les outils de fonctionnement de la commission d'indemnisation amiable (plaquette, dossier, tableaux de bord...).

Profil : planifier les étapes d'un projet, connaître les instances, processus et circuits de décision, analyser les besoins d'organisation, aider à la décision.

- Un chef de service travaux maritimes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : établir les solutions techniques, financières et les modalités de réalisation de chantier ou de l'ouvrage, établir et chiffrer le dossier technico-économique du projet (plan, métré, devis...), répartir les activités entre les agents, mobiliser et accompagner le service pour l'atteinte des objectifs.

Profil : conduire et diriger un chantier, élaborer et suivre un budget, encadrer et diriger une équipe, connaître et veiller au respect de la

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

réglementation, esprit d'équipe, esprit d'initiative.
Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service ouvrages d'art inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : s'assurer du bon état du patrimoine d'ouvrages d'art, effectuer les visites et travaux nécessaires, établir les programmes de visites et de travaux, gérer le budget, établir les marchés de visites et de travaux, définir le projet de service et répartir les activités entre les agents.

Profil : rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, encadrer et diriger une équipe, esprit d'équipe, esprit d'initiative. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service projets et requalifications d'espaces inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : établir les solutions techniques, financières et les modalités de réalisation de chantier ou de l'ouvrage, établir et chiffrer le dossier technico-économique du projet (plan, métré, devis...), répartir les activités entre les agents, mobiliser et accompagner le service pour l'atteinte des objectifs.

Profil : rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, encadrer et diriger une équipe, autonomie, esprit d'équipe. Diplôme d'études supérieures.

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain du Territoire Marseille Provence :

- Un directeur adjoint ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister le Directeur dans la mise en œuvre des activités de la Direction Ressources piloter, coordonner et animer l'équipe de Direction, participer à l'organisation et l'activité des services, sécuriser aux niveaux juridique, administratif et financier les dossiers portés par la Direction.

Profil : analyser les besoins d'organisation, savoir conduire et animer des réunions, connaître le statut de la FPT, connaître les règles de la comptabilité publique, capacité d'écoute, disponibilité, autonomie.

- Un chef de service programmation et exécution inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : recueillir et analyser les besoins des Directions du Pôle pour l'élaboration du Budget, organiser et prioriser l'activité des membres du service, suivre l'exécution comptable des budgets annexes et faire des prévisions, mettre en place les procédures comptables internes au Pôle.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, maîtriser les techniques de management, maîtriser les

cadres juridique, budgétaire et comptable, capacité d'écoute, disponibilité, autonomie.

- Un chef de service organisation, méthode et système d'information inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter l'activité de l'équipe du service, assurer la cohérence et le développement du système d'information du Pôle, organiser et prioriser l'activité des membres du Service, favoriser les conditions de mise en œuvre et d'atteinte des objectifs.

Profil : connaître le fonctionnement et l'organisation de l'institution, analyser les besoins d'organisation, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité d'organisation, capacité d'adaptation, rigueur, précision. Master 2 ou diplôme d'ingénieur.

- Un chef de service marché juridique contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : élaborer et suivre l'ensemble des procédures de passation de marchés et contrats du Pôle, coordonner le recensement des besoins pour contribuer à la programmation des achats, suivre l'exécution juridique des contrats de marchés publics et des contrats de concession du Pôle, conseiller et expertiser l'élaboration des marchés publics et des contrats de délégations de service public du Pôle.

Profil : savoir identifier et communiquer les enjeux du service, savoir conduire et animer des réunions, maîtriser les règles de l'achat public, maîtriser le droit public, capacité d'écoute, disponibilité.

- Un directeur adjoint aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner, animer la conception et la mise en œuvre des opérations publiques d'aménagement et en contrôler l'exécution, coordonner le montage financier des projets urbains partenariaux, assister le Directeur dans la mise en œuvre des activités de la Direction.

Profil : conduire et animer des réunions, élaborer une stratégie, compétences en urbanisme opérationnel et réglementaire, travail en équipe, esprit critique, réactivité.

- Un directeur adjoint habitat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique du logement et au respect de sa cohérence en matière de production de logements et d'intervention sur le parc ancien privé, coordonner, animer la conception et la mise en œuvre des opérations d'habitat et d'aménagement en tissus anciens et en contrôler l'exécution.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Profil : animer un groupe projet, savoir analyser une activité, management d'équipe, maîtrise du SIG, force de proposition, ouverture d'esprit. Master 2 ou diplôme d'ingénieur.

- Un chef de service programmation habitat et logement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer, en coordination avec la DDTM 13, les communes de Marseille Provence et les bailleurs sociaux, la programmation de la production de logements sociaux dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre, proposer la mise en œuvre d'une politique publique en faveur du logement social à l'échelle du territoire Marseille Provence dans le respect du PLH métropolitain.

Profil : maîtriser le mode projet, maîtriser les techniques de management d'équipe, maîtriser le domaine d'activité, force de proposition, disponibilité, capacité d'adaptation. Diplôme d'études supérieures.

- Trois chefs de service aménagement et habitat territoire inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter et mettre en œuvre le plan d'action d'aménagement et de développement du territoire, tel que défini par les politiques publiques, superviser, animer et encadrer une équipe opérationnelle, proposer les études pré-opérationnelles à conduire.

Profil : conduire et animer des réunions, piloter, animer et organiser le travail d'équipe, connaître les champs de l'aménagement et de l'habitat, rigueur, précision, sens de l'organisation. Diplôme d'ingénieur ou Master 2 en aménagement ou habitat.

- Un chef de service urbanisme réglementaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir le projet de service et répartir les activités entre les agents, mobiliser et accompagner l'équipe dans l'atteinte d'objectifs, s'assurer de la bonne exécution des dossiers, faire des points d'avancée et rendre compte à sa hiérarchie.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, esprit d'équipe, esprit d'initiative.

- Un directeur adjoint politique de la ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister le Directeur dans le pilotage des missions de la Direction, piloter, coordonner et animer l'ensemble de l'équipe, conseiller et communiquer sur la stratégie à mettre en place en matière de projets à développer sur le

secteur et les domaines de compétences de la Politique de la ville.

Profil : maîtriser les techniques de management, concevoir et développer des supports d'information, connaître le milieu associatif et ses principes de gestion, connaître les dispositifs d'aide et d'intervention, capacité d'analyse, aisance relationnelle.

- Six chefs de division 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème} arrondissement, Grand Centre-Ville, Grand Sud Huveaune, Centre-ville Fardeloup le Jonquet inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : développer une dynamique de projets cohérente avec les orientations du Contrat de Ville et du projet de territoire sur son secteur d'intervention, produire des documents d'analyse, de proposition, de stratégie de développement et d'intervention.

Profil : maîtriser les techniques de pilotage et d'évaluation, maîtriser la production d'études et de rapports, connaître la gestion associative, savoir interpréter les documents comptables des associations, disponibilité, dynamisme.

- Un chef de service territorial Est inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter, manager, animer le Service, assurer l'interface entre la Direction et les Divisions, coordonner et piloter les différents projets et actions du Service, mettre en œuvre des projets de territoire et de la stratégie de développement territorial, développement de projets et d'initiatives y afférent.

Profil : connaître les principes de la commande publique, savoir animer des groupes de travail, maîtriser les techniques de concertation et de communication, esprit d'équipe, conscience professionnelle.

- Un directeur adjoint de l'environnement et des ports de plaisance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction, coordonner les opérations de la Direction, mettre en place et suivre des procédures de contrôle et de suivi des activités de la Direction (budget, opérations, planning...).

Profil : conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques et stratégiques en plan d'actions, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, pragmatisme, sens du respect.

- Un chef de mission risque inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Description du poste : mobiliser et accompagner les services dans l'atteinte d'objectifs, s'assurer de la bonne exécution des opérations, rédiger des rapports d'activité et rendre compte à sa hiérarchie, élaborer les objectifs et mettre en place les actions nécessaires à l'atteinte des objectifs.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, connaître et appliquer les consignes de sécurité et de prévention, connaître les techniques de gestion de crise, esprit d'initiative, force de proposition. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir le projet de Service et répartir les activités entre les agents, élaborer et suivre le budget et les opérations du Service, piloter les chargés de mission du Service, mettre en œuvre les actions du PCET.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, concevoir des outils et des procédures, élaborer, proposer des scénarios prospectifs et prévisionnels, capacité d'analyse, curiosité d'esprit, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur adjoint aux ports de plaisance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter et coordonner les équipes de la Direction, optimiser le fonctionnement et la mise en œuvre des procédures et tableaux de bord de l'activité, réaliser une analyse et un contrôle de la gestion de l'activité de la Direction.

Profil : conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques et stratégiques en plan d'actions, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, encadrer et diriger une équipe, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités.

Pour le Pôle Eau et Assainissement du Territoire Marseille Provence :

- Un chef de service commande publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer l'assistance de tous les services et directions du pôle sur les questions relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics et des délégations de service public, conseiller les services et directions dans le choix des procédures.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer des préconisations, encadrer et diriger une équipe, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, force de proposition, capacité d'analyse.

- Un chef de service équipements funéraires inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter et coordonner les équipes du service, répartir et planifier les activités en fonction des contraintes du service, anticiper et réguler les situations difficiles et conflits, suivre les habilitations des personnels et les agréments des matériels.

Profil : améliorer les pratiques professionnelles des agents, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaître la législation funéraire, autonomie. Diplôme de conseiller funéraire ou équivalence.

- Un chef de service affaires juridiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : conseiller et orienter les services et apporter une expertise juridique dans tous les domaines du droit, conseiller et assister les Directions du pôle dans le traitement juridique des dossiers, veiller à la fiabilité et à la sécurité juridique des actes produits par le pôle, s'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler et évaluer.

Profil : être familier avec l'environnement du secteur d'activité, rédiger des rapports et rendre compte à sa hiérarchie, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, capacité d'anticipation, capacité de planification, esprit d'équipe.

- Un responsable de division pluvial urbain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer, piloter et contrôler l'activité de la Division en charge de l'exploitation et des travaux sur les ouvrages pluviaux urbains sur les 17 communes du Territoire Marseille-Provence, gérer et répartir les tâches des agents en tenant compte des contraintes, assurer le traitement des dossiers dont il a la charge.

Profil : rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, connaître les bases du code des marchés publics, connaître les techniques en matière de voirie publique, TP, sens de l'organisation, sens des responsabilités, esprit d'initiative.

Pour la Direction Générale des Services Déléguée du Territoire du Pays d'Aix :

- Un responsable mission cofinancement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : réaliser une assistance administrative des directions opérationnelles du Conseil de Territoire dans le montage de tous les dossiers relatifs au cofinancement des projets, effectuer le contrôle des pièces constitutives de ces

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

dossiers et la transmission des dossiers au service subventions et partenariats externes de la DGA Finances et Budget, assurer la transmission vers les directions opérationnelles du territoire de toutes les informations.

Profil : conduire un projet, piloter, suivre, contrôler et évaluer les activités, techniques d'élaboration de tableaux de bord et bilans d'activité, techniques d'analyse et de diagnostic, capacité relationnelle, capacité d'analyse, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures ou Grandes Ecoles ou Sciences Po.

Pour le Pôle Urbanisme et Aménagement du Territoire du Pays d'Aix :

- Un cartographe planification inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la production de données cartographiques ainsi que l'analyse de ces données en lien avec la planification urbaine et l'aménagement, réaliser des documents cartographiques réglementaires.

Profil : connaissance des marchés publics, connaissance de l'environnement juridique des collectivités, esprit d'équipe, capacité d'écoute, aisance relationnelle. Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

- Un chargé d'opérations urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre la mise en œuvre et organiser les modalités d'évolutions des PLU communaux, animer les procédures, organiser la consultation de prestations extérieures, piloter l'ensemble des activités inhérentes à ces procédures, produire les pièces écrites nécessaires aux procédures.

Profil : animer des réunions, connaissance des domaines de l'urbanisme, de l'environnement et du logement, autonomie, rigueur, précision. Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

- Un chef de service aménagement opérationnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : conduire et piloter l'élaboration et la mise en œuvre d'opérations d'aménagement de zones d'activités économiques et de zones d'habitat : lancer les études de faisabilité d'aménagement de zone, piloter le bureau d'études, mettre en œuvre et suivre les procédures d'urbanisme.

Profil : connaissance des marchés publics, connaissance des finances publiques, connaître le SIG, aisance relationnelle, capacité à travailler en équipe, rigueur, précision. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé d'opérations opérations d'aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la conception et la réalisation des différents projets qui relèvent de son domaine de compétences, dans le cadre des compétences transférées à la Métropole assurer le suivi des opérations transférées.

Profil : connaissance de l'organisation administrative territoriale et des institutions, connaissance des marchés publics, connaissances juridiques en urbanisme et urbanisme opérationnel, autonomie.

- Un directeur adjoint de l'urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suppléer le directeur dans ses missions, encadrer, gérer et animer le service ingénierie, organiser et superviser la conception des documents d'urbanisme, veiller à l'articulation et contrôler la cohérence entre des documents de planification d'échelles et d'objets différents.

Profil : conduite et contrôle des procédures administratives, animation de réunion, connaissance des domaines de l'environnement et du logement, capacité d'écoute, qualités relationnelles. Bac +5 en urbanisme ou aménagement du territoire.

Pour le Pôle Projets et Réalisations du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

- Un développeur de la politique de l'emploi, de la formation et de l'insertion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : décliner la politique du conseil de Territoire, en matière d'emploi, formation, insertion en direction du public, des partenaires et des entreprises au sein de l'espace Ressources « La Boussole », développer et animer les partenariats et les réseaux professionnels.

Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, connaître le secteur emploi formation et du monde de l'entreprise, curiosité d'esprit, disponibilité.

Pour le Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable pour le Territoire Istres Ouest Provence :

- Un conseiller info énergie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : identifier et mobiliser les propriétaires de maisons/appartements, en organisant des campagnes de sensibilisation, des visites, et diverses animations de sensibilisation du grand public, mobiliser et accompagner les entreprises du BTP afin

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

qu'elles puissent s'approprier ce projet et qu'elles deviennent porteuses de la structure.

Profil : connaissance des réglementations, appréhender les mécanismes de financement des travaux de rénovation thermique, force de propositions, sens de l'organisation, rigueur, précision. Diplôme d'études supérieures spécialité thermique, énergétique.

Pour le Pôle Technique du Territoire du Pays de Martigues :

- Un directeur du pôle technique opérationnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre une stratégie de maintenance corrective et préventive sur les sites techniques du Territoire et piloter les équipes sous sa responsabilité, diriger les équipes de maintenance.

Profil : travailler en réseau et en équipe, maîtriser les techniques de médiation et de communication, connaissance des procédures de passation des marchés publics, sens des responsabilités, rigueur, précision, autonomie. Diplôme d'études supérieures.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :

- Un chargé de mission relations sociales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : contribuer au bon fonctionnement des instances représentatives par un appui juridique, réaliser des analyses juridiques et une veille dans le champ du droit syndical.

Profil : évaluer les risques juridiques, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, capacité rédactionnelle, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures en droit public.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :

- Un chargé de mission immobilière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la sécurité juridique et l'harmonisation des actes de la gestion locative, rédiger les différents baux, contrats et conventions administratives, participer aux négociations des termes d'un contrat.

Profil : coordonner les projets et les équipes du service, piloter, suivre, contrôler évaluer les activités, connaissance des principes de la commande publique, connaissance des principes de la fiscalité de l'immobilier et de l'urbanisme, force de proposition.

- Un ingénieur bâtiment inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter et exécuter les projets ou les opérations de construction et de réhabilitation, contrôler et évaluer les projets et/ou les opérations, assurer la gestion budgétaire et administrative des ressources.

Profil : maîtriser les contraintes réglementaires, maîtriser les techniques de mise en œuvre des matériels, matériaux et équipements de construction, capacité d'analyse.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :

- Un chef de projet industrie maritimes et logistiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le pilotage de projets complexes et multi partenariaux, assurer le rôle de responsable du suivi technique, budgétaire et calendaire des projets, apporter une vision globale et prospective du volet métropolitain lié aux industries maritime et logistique, développer et entretenir un réseau, rédiger les rapports d'études.

Profil : pratique de la conduite de projets complexes, aptitude à la communication orale et écrite, compréhension du monde économique et institutionnel, rigueur, précision, ouverture d'esprit.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :

- Un responsable finances du territoire Marseille Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le rôle de coordonnateur entre les directions/services du Territoire et les directions « métier » de la DGA Finances Budget. Interlocuteur privilégié du DGS du Territoire, il est le garant de la retranscription budgétaire des orientations définie par les Elus et la Direction générale du territoire, et plus largement de la qualité du travail réalisé sur le Territoire en matière de budget (Etats Spéciaux du Territoire et Budgets Annexes) et de Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI).

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projet, savoir conduire et animer des réunions, connaissance en finances publiques, rigueur, précision, sens de l'organisation.

- Un responsable pôle dépenses inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer et collaborer à la préparation et l'exécution du budget au sein du pôle « Dépenses », avec notamment le suivi de la programmation des investissements du Conseil de Territoire, réaliser des analyses et proposer des stratégies, élaborer et alimenter des tableaux de bord financiers.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projet, savoir conduire et animer des réunions, connaissance en finances publiques, rigueur, précision, autonomie.

- Un analyste fiscal inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : sécuriser et optimiser de l'assujettissement à la taxe foncière et à toutes autres taxes relatives au foncier en lien avec les enquêteurs fiscaux, participer aux déclarations fiscales de l'établissement, apporter une assistance dans le traitement des réclamations fiscales, assurer la gestion des relations avec l'administration fiscale et des services concernées par le patrimoine au sein de la Métropole.

Profil : connaître les grands principes du droit des collectivités territoriales, connaître et mettre en œuvre la législation fiscale, bonne expression orale/écrite, rigueur, précision. Master 2 en finances locales ou droit des collectivités territoriales.

- Un analyste financier communication budgétaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer l'analyse de la gestion budgétaire et financière au niveau de la préparation et de l'exécution, participer à la gestion des risques financiers, assurer la communication financière par l'élaboration de rapports de présentation et des notes spécifiques sur les problématiques financières de l'Etablissement.

Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, maîtriser l'outil informatique, connaître les nomenclatures comptables des collectivités, capacité d'analyse, capacité rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures en finances.

- Un analyste d'investissements inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : gérer les opérations d'investissement en procédure AP/CP, optimiser les procédures de gestion, porter assistance et conseiller les directions dans le suivi de l'exécution de leur PPI, élaborer et suivre les budgets en investissement (principal et annexes) dans le cadre des instructions M57 et M4.

Profil : maîtriser l'outil informatique, connaître les règles de comptabilité publique, maîtriser la gestion des opérations d'investissement, aisance relationnelle, capacité d'analyse.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture Forêts et Paysages :

- Un chef de service partenariats inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : développer des partenariats avec les structures de gestion des espaces naturels et les autres intervenants afin de concourir à la mise en œuvre du schéma métropolitain de préservation et de valorisation des Sites et espaces naturels, animer la définition des objectifs.

Profil : piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, aider à la décision, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, capacité d'analyse, autonomie, esprit de synthèse.

- Un chef de service paysage et aménagement du territoire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : suivre et piloter les travaux confiés aux agences d'urbanisme et valider les rapports et livrables de ces études, participer à la rédaction des volets paysagers du SCoT métropolitain et des PLUi territoriaux, conseiller et rendre des avis sur les dossiers d'urbanisme et les programmes d'aménagement ayant un impact sur les paysages.

Profil : Travailler en mode projet, bonne connaissance du fonctionnement institutionnel, maîtriser des logiciels spécifiques au domaine d'activité, discrétion, rigueur, précision. Bac +3 aménagement, urbanisme et politiques publiques.

- Un chef de service gestion et valorisation des espaces naturels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer la rédaction de la politique métropolitaine en faveur des espaces naturels en général et des espaces protégés en particulier, participer à la définition d'orientations stratégiques et de programmations pluriannuelles, coordonner la mise en œuvre de l'ensemble des actions destinées à la préservation et à la valorisation des Sites et Espaces Naturels.

Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, esprit d'équipe, sens de l'organisation.

- Un chef de service valorisations forestières inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer l'animation et le pilotage des actions métropolitaines relatives à la valorisation économique et sociale des différentes potentialités forestières dans une logique de gestion multifonctionnelle : Filière productive du bois (Industrie, énergie, bois d'œuvre), Attractivités récréatives, patrimoniales, Ressources, productions, services rendus par les écosystèmes.

Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, savoir-faire en gestion de projets, capacité

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

d'animation, capacité d'adaptation. Diplôme d'études supérieures.

Pour la Direction Générale Adjointe Culture Sport Stratégie Environnementale :

- Un chef de service administratif et comptabilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : participer à la réalisation des projets administratifs de la Direction : pilotage de la mise en œuvre des actions planifiées, évaluation des résultats, apporter un appui au Directeur et Directrice Adjointe en termes d'organisation administrative et comptable de la Direction, coordonner le traitement et la gestion des dossiers en matière de gestion des ressources humaines de la Direction dans le respect des procédures RH métropolitaines et des dispositions réglementaires.

Profil : travailler en mode projet et conduire un projet, piloter, suivre, contrôler et évaluer les activités de son service, connaître les règles budgétaires et comptables de la comptabilité publique, les procédures d'attribution et d'arbitrage budgétaire, disponibilité, réactivité. Expérience dans le management d'équipes et la gestion Comptable et budgétaire.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

- Un juriste marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la sécurité juridique et l'efficacité économique du processus d'achat, en prenant en compte le développement durable, contribuer à la mise en œuvre d'une politique d'achat organisée, rationnelle et sécurisée au sein du territoire, faire appliquer les règles de l'achat public au sein du territoire, en lien avec la direction métropolitaine.

Profil : évaluer les risques juridiques, travailler en mode projet, maîtriser la réglementation des marchés publics, autonomie, rigueur, précision. Master 2 en droit des contrats publics ou des collectivités territoriales ou droit public.

Article 2 :

Il est notamment nécessaire de redéfinir les missions de certains postes pour qu'il soit en adéquation avec les besoins identifiés, ces définitions ne donnent pas lieu à la création d'emplois budgétaires, s'agissant d'une modification d'intitulés de postes, ou de cadre d'emplois comme suit:

Pour la DGA Mobilité Déplacements Transports Espaces Publics et Voirie :

- Un chef de projet exploitation des transports urbains inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : analyser les équilibres économiques et rechercher les sources d'optimisation en matière de recettes/dépenses, définir et appliquer la politique tarifaire des transports urbains communautaires, mettre en place l'intégration tarifaire avec les autres autorités organisatrices des transports.

Profil : élaborer des préconisations, élaborer une stratégie, connaître la réglementation en économie des transports, esprit d'équipe, force de proposition.

- Un directeur adjoint renouvellement du métro inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le pilotage administratif, juridique et financier du projet et le pilotage de la rédaction des marchés. Assurer l'exécution contractuelle et le suivi financier de l'ensemble des marchés et conventions relatifs au projet.

Profil : concevoir et conduire un projet complexe, rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, capacité de planification.

Pour la DGA Finances et Budget :

- Un analyste financier élaboration et suivi budgétaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la construction et le suivi des budgets métropolitains en collaboration avec les territoires et les DGA, analyser de la gestion financière, mettre en place des outils de pilotage sur la préparation et l'exécution budgétaire, gérer et optimiser les conventions de recettes.

Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, maîtriser l'outil informatique, connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité, esprit d'équipe, esprit d'initiative.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :

- Un chef de service entreprises et grands comptes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'action des services entreprises, suivre les Grands comptes et accompagner celles-ci sur le territoire de Marseille Provence au niveau métropolitain.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, aptitude à la communication, disponibilité, esprit d'équipe.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

- Un directeur attractivité économique et promotion internationale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique d'attractivité économique et conduire l'action économique internationale de la Métropole.

Profil : connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, maîtriser l'anglais professionnel, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

- Un directeur juridique schémas grands projets et contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : assurer le management de la direction adjointe et des services qui sont rattachés à la direction, piloter l'ensemble de leurs activités ainsi que le traitement des dossiers qui relèvent du champ d'intervention de la direction.

Profil : avoir une expertise en droit public et droit privé. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

Pour la Direction Générale Adjointe Eau Assainissement Déchets :

- Un chef de service schéma métropolitain des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : élaborer et suivre le Plan Local de Prévention des déchets Métropolitains en lien avec le directeur et le DGA, identifier les outils, les méthodes et moyens à déployer.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, travailler en mode projet, encadrer et diriger une équipe, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

Pour la Direction Générale Adjointe Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements :

- Un responsable territorial communication et chargé de mission communication du territoire Marseille Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : En lien avec la DGA Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, déployer la stratégie de communication métropolitaine sur le territoire d'affectation. Encadrer, conseiller, concevoir, réaliser, animer et suivre le plan de communication.

Mis à disposition du Président du territoire, assurer un rôle de conseil, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées.

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

- Un responsable territorial communication et chargé de mission communication du territoire Pays d'Aix inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : En lien avec la DGA Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, déployer la stratégie de communication métropolitaine sur le territoire d'affectation. Encadrer, conseiller, concevoir, réaliser, animer et suivre le plan de communication.

Mis à disposition du Président du territoire, assurer un rôle de conseil, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées.

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

- Un responsable territorial communication et chargé de mission communication du territoire Pays Salonnais inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : En lien avec la DGA Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, déployer la stratégie de communication métropolitaine sur le territoire d'affectation. Encadrer, conseiller, concevoir, réaliser, animer et suivre le plan de communication.

Mis à disposition du Président du territoire, assurer un rôle de conseil, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées.

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

- Un responsable territorial communication et chargé de mission communication du territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : En lien avec la DGA Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, déployer la stratégie de communication métropolitaine sur le territoire d'affectation. Encadrer,

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

conseiller, concevoir, réaliser, animer et suivre le plan de communication.

Mis à disposition du Président du territoire, assurer un rôle de conseil, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées.

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

- Un responsable territorial communication et chargé de mission communication du territoire Istres Ouest Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : En lien avec la DGA Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, déployer la stratégie de communication métropolitaine sur le territoire d'affectation. Encadrer, conseiller, concevoir, réaliser, animer et suivre le plan de communication.

Mis à disposition du Président du territoire, assurer un rôle de conseil, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées.

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

- Un responsable territorial communication et chargé de mission communication du territoire Pays de Martiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : En lien avec la DGA Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, déployer la stratégie de communication métropolitaine sur le territoire d'affectation. Encadrer, conseiller, concevoir, réaliser, animer et suivre le plan de communication.

Mis à disposition du Président du territoire, assurer un rôle de conseil, de coordination, de mise en œuvre et d'évaluation des plans de communication dans le cadre des compétences déléguées.

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

Article 3 :

Pour régulariser les emplois de catégorie A définis en Conseil Métropolitain du 17 Mai 2018, et pour mettre à jour le tableau des effectifs conformément aux mouvements de personnel, il est proposé de supprimer le poste visé ci-dessous, au profit d'un poste d'Assistant Comptable et Budgétaire de catégorie B, comme suit :

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :

- Poste du Chargé de gestion Comptable et budgétaire

Article 4 :

Pour absorber un accroissement de l'activité de certains services de la Métropole, il y a lieu de créer 36 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité des emplois ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs).

Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

- Trois accompagnateurs (DGA Mobilité Déplacements Transports Espaces Publics Voirie) en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation.

Description du poste : accueillir, accompagner, surveiller les élèves dans le cadre des Transports Scolaires, accueillir le public dans les Agences de Mobilité du Réseau Ulysse, réaliser des petites tâches administratives.

Profil : communication avec le public, capacité d'écoute, esprit d'équipe. Certificat Sauveteur Secouriste du Travail.

- Un gestionnaire comptable budget (DGA Finances et Budget) en référence au cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux.

Description du poste : participer à la réalisation des missions dévolues au service ainsi qu'à l'assistance administrative et au suivi financier des dossiers de demande de subventions auprès des partenaires.

Profil : connaître le code des marchés publics, connaître les partenaires institutionnels, autonomie, esprit d'initiative, réactivité.

- Neuf agents en charge des enquêtes publiques PLUi CMCI (DGA Développement Urbain et Stratégie Territoriale) en référence au cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux.

Description du poste : assurer l'ouverture du dossier sur e-plu, saisir des informations requises (numéro, identité du demandeur; géolocalisation de la parcelle concernée et vérification de l'information) dans e-plu, transmettre au chargé de projet concerné pour traitement.

Profil : savoir se repérer dans un document d'urbanisme et un plan, savoir manipuler les logiciels de cartographie, bonne présentation, sens de l'organisation.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- Vingt et un publiques PLUi Communes (DGA Développement Urbain et Stratégie Territoriale) en référence au cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux.

Description du poste : Assurer l'accueil et l'orientation des administrés, assurer la vérification journalière de la complétude du dossier d'enquête publique et la mise à disposition des administrés, aider les administrés à se repérer dans le document d'urbanisme et à trouver la parcelle concernée.

Profil : connaître le code des marchés publics, connaître les partenaires institutionnels, autonomie, esprit d'initiative, réactivité.

- Deux agents portuaires (DGA Développement Urbain et Stratégie Territoriale) en référence au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux.

Description du poste : assurer l'entretien des quais, des bâtiments, du périmètre du port, mettre en place des plages en début de saison, assurer la logistique et/ou la mise en place des activités extra-portuaires.

Profil : réguler les relations avec les usagers, adaptation, esprit d'équipe, disponibilité.

Article 5 :

Afin de privilégier l'exercice des compétences de la Métropole, il est acté de créer les postes permettant le transfert des compétences suivantes :

- Plan Local d'Urbanisme
- Politique de la Ville
- GEMAPI

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 - chapitre 12.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 081-4133/18/CM

■ Rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés MET 18/7633/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'article L. 323-2 du Code du Travail, il convient de présenter un rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La mise en œuvre de ces dispositions concerne notamment le recrutement, la carrière, le temps de travail, la formation et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, et entraîne l'obligation, pour les collectivités et établissements publics occupant au moins 20 agents, de justifier de l'emploi, à temps plein ou à temps partiel, de travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs agents.

Le législateur a entendu renforcer l'obligation d'emploi dans la Fonction Publique en instaurant, à l'instar du secteur privé, une contribution en cas de non-respect du seuil de 6% de l'effectif. Cette contribution est versée auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), institué par l'article 36 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Et pour accompagner de façon transparente cette obligation, l'article 35 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et les articles L. 323-1 et L. 323-2 du Code du Travail ont institué depuis 2006 l'obligation pour les employeurs publics de présenter chaque année à l'assemblée délibérante, après information du Comité Technique, un rapport concernant l'emploi de travailleurs handicapés, établi au 1^{er} janvier de l'année précédente.

Au 1^{er} janvier 2017, l'effectif total de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déclarer (hors personnel saisonnier, en disponibilité, placés en congé sans traitement pour raison de santé, en congé parental ou en détachement) était de 7136 agents. La collectivité a donc obligation d'employer 428 personnes en situation de handicap (7136 x 6 %).

Après recensement au sein des services, il est constaté que la collectivité a permis l'emploi ou le réemploi de 394 agents (soit 5,52% de taux d'emploi direct) qui relèvent de la situation précitée, selon la répartition suivante :

- 107 agents titulaires devenus inaptes à leur emploi statutaire et ayant bénéficié d'aménagement temporaire ou définitif de leur poste de travail ;
- 135 agents reconnus handicapés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées ;
- 141 agents bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité ;
- 6 agents reconnus handicapés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (non compris dans les trois catégories précédentes) ;
- 3 accidentés du travail titulaires d'une rente pour incapacité permanente d'au moins 10 % ;
- 2 anciens militaires titulaires d'une pension d'invalidité.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Sur 394 agents, on compte 291 hommes et 103 femmes, et la tranche d'âge principalement concernée est celle des 41-55 ans. Enfin, la catégorie C est aussi la catégorie statutaire la plus touchée par ces handicaps.

Par ailleurs, il convient de signaler les actions complémentaires mises en œuvre en faveur des travailleurs handicapés, à savoir :

- Des dépenses effectuées auprès d'atelier protégés, pour un montant de 151 503,74 € ;
- L'acquisition d'équipements individuels, pour un montant de 3581,68 €, ayant pu recevoir un soutien financier du F.I.P.H.F.P. conformément à l'article 3 du décret n° 2006-501 du 3 mai 2006.

Par conséquent, pour l'année 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a atteint un taux d'emploi de 5,65 % et sera amenée, après évaluation sur le site du F.I.P.H.F.P., à verser une contribution de 146 836,98 euros pour les 25,07 unités manquantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, transposant la directive européenne n° 2000-78 du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain du 17 mars 2016

portant élection du Président de la Métropole ;

- L'avis du Comité Technique ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration Générale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'appliquer les dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une contribution au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique pour un montant de 146 836,98 € au titre de l'année 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette contribution sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 648

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

FAG 082-4134/18/CM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition partielle de deux agents du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/7753/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2014, la compétence "Création et entretien des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables" (IRVE) incombait aux communautés urbaines. Elle était, par la suite assurée, par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence.

Hors périmètre du CT1, une partie des communes de la Métropole avait transféré cette compétence au Syndicat départemental d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13).

Depuis le 1er janvier 2018, selon l'article L. 5217-2 Partie I – 6° i du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce dorénavant de plein droit la compétence en matière de « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » en lieu et place des communes sur tout son territoire. Du fait de ce transfert, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue membre de droit du groupement de commandes, dont le SMED est coordonnateur, pour les installations sur son territoire.

Dans ce cadre, un ambitieux programme prévoit le déploiement de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur tout la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021, avec un effort important en 2018 et 2019.

Dans le cadre de la mise en place de l'organisation métropolitaine de la compétence « IRVE », il apparaît nécessaire de prévoir une phase de transition permettant de maintenir les compétences et les savoir-faire de certains agents au bénéfice de la Métropole, dans un souci de continuité du service public.

Pour lui permettre de remplir ses missions, le Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône met à disposition de la Métropole du personnel qualifié pour compléter son organisation hiérarchique, à savoir deux agents titulaires de catégorie C dont un relève de la filière technique et le second relevant de la filière administrative occupant les fonctions de responsable de service et de chargé de relations aux communes pour une quotité de travail de 80% chacun.

Les deux personnes occuperont respectivement les fonctions de responsable de gestion IRVE et de gestionnaire administratif en charge des relations avec les communes

En effet, conformément aux articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

A ce titre, il convient donc de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole la convention de mise à disposition de deux agents du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} juillet 2018, renouvelable par reconduction expresse pour des périodes de trois ans maximum.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement, par la Métropole, de la partie de la rémunération et des cotisations sociales et contributions afférentes, des personnels mis à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition ci-annexée, à conclure entre le Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, concernant la mise à disposition partielle auprès de cette dernière de deux agents du Syndicat Mixte.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur la nature budgétaire 6218, du chapitre 012 – Charges de Personnels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 083-4082/18/CM

■ Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays Salonais - Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement, compétences transférées Eaux pluviales, Défense extérieure contre l'incendie et Urbanisme

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

PLUVIAL – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de gestion des Eaux pluviales à la Métropole Aix Marseille Provence, et suite à l'approbation des différentes conventions de gestion, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018301500, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 1 300 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018301600, « DECI Transfert », d'un montant de 220 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – DECI de la Métropole.

URBANISME – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de l'Urbanisme à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

La Métropole, compétente pour la gestion des PLU communaux existants et l'élaboration des PLUi sur l'ensemble des Conseils de Territoire, a précisé, par délibérations cadres, la répartition de ces compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Ainsi, les Conseils de Territoires assurent la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. L'exercice de cette compétence par le Conseil de Territoire du Pays Salonais nécessite de disposer des moyens nécessaires.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes par convention de gestion

et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018301700, « PLUi Accompagnement Transfert », d'un montant de 155 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183060BP du programme 06 Urbanisme et foncier de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation des opérations d'investissement précitées afin de permettre leur réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

**Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le**

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

- n°2018301500, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 1 300 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183190BP du programme 19 Pluvial ;
- n°2018301600, « DECI Transfert », d'un montant de 220 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie - DECI ;
- n°2018301700, « PLUI Accompagnement Transfert », d'un montant de 155 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 183060BP du programme 06 Urbanisme et foncier.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'état spécial du territoire du Pays de Salonais selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement des opérations affectées établi comme suit :

- n°2018301500, « Eaux pluviales Transfert », CP 2018 : 1 300 000€ TTC ;
- n°2018301600, « DECI Transfert », CP 2018 : 220 000€ TTC ;
- n°2018301700, « PLUI Accompagnement Transfert », CP 2018 : 155 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 084-4085/18/CM

■ Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement, compétences transférées Eaux pluviales et Défense extérieure contre l'incendie

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

PLUVIAL – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de gestion des Eaux pluviales à la Métropole Aix Marseille Provence, et suite à l'approbation des différentes conventions de gestion, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018401400, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 380 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées.

Signé le
Reçu au Contrôle de légalité le

Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018401700, « DECI Transfert », d'un montant de 70 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – DECI de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation des opérations d'investissement précitées afin de permettre leur réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

- n°2018401400, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 380 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation

de programme 184190BP du programme 19 Pluvial ;

- n°2018401700, « DECI Transfert », d'un montant de 70 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie - DECI ;

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'état spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement des opérations affectées établi comme suit :

- n°2018401400, « Eaux pluviales Transfert », CP 2018 : 380 000€ TTC ;
- n°2018401700, « DECI Transfert », CP 2018 : 70 000€ TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 085-4090/18/CM

■ Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays de Martigues - Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement, compétences transférées Eaux pluviales, Défense extérieure contre l'incendie et Urbanisme

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

PLUVIAL – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de gestion des Eaux pluviales à la Métropole Aix Marseille Provence, et suite à l'approbation des différentes conventions de gestion, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018610200, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 870 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 186190BP du programme 19 Pluvial de la Métropole.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018600300, « DECI Transfert », d'un montant de 100 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 186183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – DECI de la Métropole.

URBANISME – Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de l'Urbanisme à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

La Métropole, compétente pour la gestion des PLU communaux existants et l'élaboration des PLUi sur l'ensemble des Conseils de Territoire, a précisé, par délibérations cadres, la répartition de ces compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Ainsi, les Conseils de Territoires assurent la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. L'exercice de cette compétence par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues nécessite de disposer des moyens nécessaires.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes par convention de gestion et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018610400, « PLUi Accompagnement Transfert », d'un montant de 40 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 186060BP du programme 06 Urbanisme et foncier de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation des opérations d'investissement précitées afin de permettre leur réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

- n°2018610200, « Eaux pluviales Transfert », d'un montant de 870 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 186190BP du programme 19 Pluvial;
- n°2018600300, « DECI Transfert », d'un montant de 100 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 186183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie - DECI ;
- n°2018610400, « PLUI Accompagnement Transfert », d'un montant de 40 000€ TTC inscrite à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues, enregistrée dans l'autorisation de programme 186060BP du programme 06 Urbanisme et foncier.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'état spécial du territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement des opérations affectées établi comme suit :

- n°2018610200, « Eaux pluviales Transfert », CP 2018 : 870 000€ TTC ;
- n°2018610300, « DECI Transfert », CP 2018 : 100 000€ TTC ;
- n°2018610400, « PLUI Accompagnement Transfert », CP 2018 : 40 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 086-4099/18/CM

■ Budget Principal Métropolitain - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement, compétence transférée de la Distribution de l'Energie

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

DISTRIBUTION DE L'ENERGIE – Enfouissement des réseaux - Transfert de compétence

Dans le cadre du transfert de la compétence de Distribution de l'énergie à la Métropole Aix Marseille Provence, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Le Syndicat Mixte d'Electrification du Département 13 (SMED13) exerce la maîtrise d'ouvrage en matière d'enfouissement des réseaux électriques et autres réseaux associés (télécommunications, gaz). Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est devenue compétente en substitution des communes. La Métropole siège au comité syndical du SMED13 qui poursuit sa mission.

Le SMED13 a engagé un programme de travaux sur l'année 2018 dans la continuité des engagements pris avant le 1^{er} janvier 2018.

Il collecte directement les subventions et reversement de taxes avant de solliciter la part relevant de la collectivité territoriale.

Il convient donc de prévoir les crédits budgétaires nécessaires pour payer la part métropolitaine.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées issues des transferts.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès-à-présent les crédits estimatifs devant permettre de

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le

couvrir les dépenses exigibles à rembourser au SMED13 et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de recensement qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2018107300, « Enfouissement des réseaux – Transfert », d'un montant de 5 000 000€ TTC inscrite au Budget Principal Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme 181184BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – Energie de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 001-3648/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant l'organisation de la compétence Energie au 1^{er} janvier 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement précitée afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107300, « Enfouissement des réseaux – Transfert », d'un montant de 5 000 000€ TTC inscrite au Budget Principal Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme 181184BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – Energie.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Principal Métropole selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée n°2018107300, « Enfouissement des réseaux – Transfert », établi comme suit :

- CP 2018 : 2 500 000€ TTC ;
- CP 2019 : 2 500 000€ TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le

Reçu au Contrôle de légalité le